

# LE MONDE LIBERTAIRE

LE MENSUEL SANS DIEU NI MAÎTRE DE LA FÉDÉRATION ANARCHISTE

*adhérente à l'internationale des fédérations anarchistes*

<http://monde-libertaire.org>



# ANTIMILI- TARISTES !



## 2. TABLE DES MATIÈRES

3. Edito.

### TERRAINS DE LUTTES

4. Corsica.

5. Rosier cherche épines.

### (A)NTRE ANAR

#### HISTOIRE

6. Education populaire, éducation révolutionnaire ?

8. Le débat chez les anarchistes et leurs amis à propos de la Palestine entre les deux guerres.

#### PASSE-PORT

11. La Tunisie en grève : un bras de fer ?

12. Le service militaire en Tunisie, mise au pas des jeunes et racket des salariés.

15. Le monde comme il va (2).

Chroniques internationales.

16. Le Brésil sous la coupe des militaires :

le danger fasciste n'est pas un mirage

17. La militarisation n'assure pas les besoins de base de la population !

19. L'armée dans le paysage politique brésilien.

### ÉCOLOGIE

22. Impact environnemental

### DOSSIER DU MOIS : ANTIMILITARISME

25. Repenser l'antimilitarisme aujourd'hui

28. Enfants soldats, les oubliés des guerres.

30. « Titi, viens voir ces soldats, ah, ah !

Ça c'est une armée. »

32. Culture populaire et culture militaire, Ces chanteurs, dessinateurs, ou

écrivains qui disent non.

36. Procès d'Hélène Brion

novembre 2007 Intervention à

39. Joyeuse (thème : le capitalisme)

41. Pétain 1917 – Pétain 1940... Quelle continuité ?

42. Contre la guerre : Le libertaire du 25

mai 1956

43. De l'affaire Audin et de quelques autres choses

45. Guerre et technologie, les sales SALA

– Systèmes d'Armes Létales Autonomes.

48. Supprimer les armées, c'est possible !

### FICHES DE LECTURE

50. Réfractaire « le beau voyage » de Paul Roussenq

51. « Juste puni » Un voyage au cœur des

violences familiales et du silence d'Anaïs W.

53. Le ML a reçu, le ML a aimé

55. Les Editions du ML, nouveauté de novembre.

56. Réponse : A propos de non-violence

### CREATIONS POUR LE ML

57. Louis Arti sur « l'Individu dans l'anarchie ou l'inverse »

59. Vive la F.A.R.C.E

# Abonnez-vous !

Sans pub, sans concessions, réalisé par une équipe entièrement bénévole, le Monde libertaire existe uniquement grâce à ses lecteurs réguliers.

Comme toute la presse militante, nous sommes extrêmement fragilisés par les coûts énormes de diffusion en kiosque. Les abonnements sont le seul moyen d'atteindre l'équilibre financier qui nous permettra de continuer à diffuser nos idées auprès du plus grand nombre. Il nous manque 300 abonnés pour parvenir à cet équilibre nécessaire.

## Soutenez nous, abonnez-vous, abonnez vos amis !

### le Monde libertaire mensuel

## BULLETIN D'ABONNEMENT

3 formules d'abonnement, 2 possibilités de règlement

Diffusion à réabonnement complète à : LES PUBLICATIONS LIBERTAIRES - Services Abonnements, 146 rue Anatole - 75011 Paris

**FRANCE METROPOLITAINE ET DOM. COM**  
Rédaction de tout nos abonnements et Service client pour les abonnements.

**Abonnement à durée libre**  
la relation facile et économique !

Standard : 11,75 €/trimestre

De soutien : 23,25 €/trimestre

Réduit : 5,00 €/trimestre

→ Vous recevrez tous les numéros en France Libre à part entière.

→ Vous recevrez nos numéros en supplément le printemps et l'automne.

→ Vous recevrez le service client en français, par e-mail et par téléphone.

**EN AN :**  
Les prix des numéros + livraisons

Abonnement standard : 31 €

Abonnement - soutien : 65 €

Tarif réduit solidaire : 28 €

Détaché : 0

**UN EN NUMÉRIQUE UNIQUEMENT !**

Abonnement 12 numéros : 34 €

Abonnement 6 numéros : 17 €

**FRANÇAIS**  
Pour les abonnés en France, l'abonnement est réglé par mandat postal à l'adresse ci-dessous. Les chèques et les virements sont acceptés sur demande.

**FRANÇOIS**  
Pour les abonnés en France, l'abonnement est réglé par mandat postal à l'adresse ci-dessous. Les chèques et les virements sont acceptés sur demande.

**FRANÇOIS**  
Pour les abonnés en France, l'abonnement est réglé par mandat postal à l'adresse ci-dessous. Les chèques et les virements sont acceptés sur demande.

**FRANÇOIS**  
Pour les abonnés en France, l'abonnement est réglé par mandat postal à l'adresse ci-dessous. Les chèques et les virements sont acceptés sur demande.

**FRANÇOIS**  
Pour les abonnés en France, l'abonnement est réglé par mandat postal à l'adresse ci-dessous. Les chèques et les virements sont acceptés sur demande.

*Le Monde Libertaire. Direction de la publication : Claudine Annereau. Imprimé sur les presses du Ravin bleu. 7, rue Marie Pia. 91480 Quincy-sous-Sénart. Commission paritaire: 0614 C 80740 Dépot légal 44145 1<sup>er</sup> trimestre 1977 - Routage 205*

# Éditorial

VOUS AUREZ LA GUERRE !

Ce 11 novembre 2018, à Paris, les gouvernants de la planète fêteront en grandes pompes le centenaire de l'Armistice qui mit fin à la Grande Guerre.

Et, soyons-en sûrs, on va nous jurer par tous les dieux de l'Olympe qu'un tel massacre ne se reproduira plus.

Rien n'est moins certain car, comme le disait Victor Hugo, « Le Capitalisme porte en lui la guerre comme la nue porte l'orage. »

En effet, en 1914, le Capitalisme était le seul modèle économique existant, l'ennemi soviétique n'ayant pas encore vu le jour.

A l'heure actuelle, l'orage menace en plusieurs endroits : la guerre du pétrole dont l'épuisement est certain dans les années à venir ainsi que les conflits liés au changement climatique et les guerres de religions.

D'autre part, la tension entre les grandes puissances remonte fortement.

Cette semaine, l'inénarrable Donald Trump a annoncé que les USA se retireraient d'un traité contre la prolifération des armes nucléaires. Traité qui fut signé en 1984 par le gros crétin Ronald Reagan et Mikhaïl Gorbatchev le « progressiste » alors à la tête de l'Union Soviétique.

Mais depuis l'arrivée de Vladimir Poutine au pouvoir en Russie en 2000, le ton monte progressivement entre les deux grands. Et

l'on assiste à la résurgence de la Guerre Froide que l'on croyait enterrée grâce à l'action pacifiste de « Gorby. »

Donald Trump dénonce l'attitude de la Russie et souhaite lancer un programme nucléaire d'armes tactiques. Ces bombes, d'une plus faible puissance que les armes stratégiques seraient plus facilement utilisables. Ce qui rendrait vraiment la Guerre nucléaire tout à fait possible.

Nous vivons dans un Monde extrêmement instable où une guerre à grande échelle est rendue possible par l'attitude des gouvernants et par la nature imprévisible et incontrôlable du système économique.

La Fédération Anarchiste lance une campagne antimilitariste dont

le Monde Libertaire se fait l'écho ce mois-ci.

En effet, seul un désarmement unilatéral nous paraît être un engagement sincère de paix pour l'avenir.

De même, il est absolument nécessaire de combattre les injustices sociales à travers le Monde si nous voulons préserver cette paix.

Maudite soit la Guerre !

A bas toutes les armées !

Sylvain, pour le CRML



LE MONDE  
**LIBERTAIRE**.NET  
LE JOURNAL DE L'ÊTRE SANS DEBIL HÔTE DE LA RÉBELLION AMOÛRÉE



Pour une information plus réactive, rejoignez-nous également sur le Monde libertaire en ligne.  
<https://www.monde-libertaire.fr/>

Vous pouvez également vous tenir informé.e de la vie de la Fédération anarchiste sur  
<https://www.federation-anarchiste.org/>

# Corsica

*La liaison CORSICA vient de se créer en Corse. Deux personnes la constituent à ce jour, l'un en Haute Corse (Bastia), l'autre en Corse du Sud (Ajaccio).*

Militants de longue date dans diverses organisations Pierre (initiateur) et François ont l'ambition d'animer un espace de concertation libertaire dédié au développement en cours de la Corse en tant qu'entité engagée dans une dynamique d'autodétermination.

*« Il nous a semblé indispensable que la voix de l'anarchie comme mode d'organisation puisse être entendue, à tout le moins reconnue comme légitime dans le débat actuel sur le devenir de la Corse. »*

Les évolutions institutionnelles (première collectivité unique en France, statut expérimental), les élections successives depuis quelques années conduisant des nationalistes aux commandes de cette nouvelle institution mais aussi à trois postes de députés sur quatre circonscriptions offrent à la Corse une opportunité de revendication forte en matière d'autonomie, voire d'indépendance vis-à-vis de l'Etat français.

Dans ce contexte riche de débats autour des notions de gestion autonome d'un territoire à dimension humaine, un territoire insulaire et historiquement déjà géré sous forme de Pays à part entière, il nous a semblé indispensable que la voix de l'anarchie comme mode d'organisation puisse être entendue, à tout le moins reconnue comme légitime dans le débat actuel sur le devenir de la Corse.

La liaison CORSICA entend se doter d'outils et d'une démarche visant à ren-

dre audible une approche libertaire des grands sujets de société que le mouvement nationaliste occasionne ici et maintenant ; pouvoir de légiférer, gestion directe de l'imposition, compétence santé, soins, minimas sociaux, aide sociale, pouvoir de police, environnement, transports, gestion de l'énergie...

La liaison Corsica n'envisage pas développer, dans un premier temps, une vitrine des bonnes pratiques anarchistes (même si à plus long terme un groupe pourrait se constituer dans ce sens). Nous imaginons possible la création d'un espace de concertation et de production de sens permettant d'interpeller et de questionner les réseaux et mouvements actuellement impliqués dans la politique de recherche d'autodétermination du peuple Corse.

*« Une île libertaire, bien entendu... »*

Nous avons pour cela toute la richesse de relecture de l'histoire proche ou lointaine de la Corse et l'analyse des potentialités d'expériences actuellement conduites de par le monde concernant les principes d'indépendance ou d'autonomie. Nous attendons de la FA qu'elle favorise et accompagne un réel travail d'enrichissement et de questionnement afin de produire quand cela sera possible des écrits diffusables afin de contribuer activement aux modes de gestion de l'île. Une île libertaire, bien entendu...

*« La Corse est une île et entend le rester. »*



**"L'anarchisme est d'abord une éthique."**

**Henri Cartier-Bresson**

**Entretien avec Pierre Assouline**

# Rosier cherche épines

*« Aujourd'hui, nous avons donc besoin de la présence active de toutes les personnes souhaitant ouvrir des brèches dans l'implacable normalisation en cours. »*

Depuis l'abandon du projet d'aéroport, une partie du mouvement a fait le choix d'une stratégie de négociation en vue d'une légalisation de l'occupation de la ZAD de Notre-Dame-des-Landes. Cette stratégie a été présentée comme devant créer un « manteau » ou un « dôme » protégeant – légalement – un foisonnement d'activités hors cadre vouées à rester vivantes sur la ZAD. Elle devait empêcher l'appropriation privée des terres et des communs par la création d'une structure collective qui devait être la seule à pouvoir signer un contrat avec l'État. De compromission en coup de force, ce ne sont au final que des Conventions d'occupation précaire (COP) qui ont été signées, à titre individuel, portant sur des projets plus ou moins agricoles, et dont une grande partie s'intègre au marché. Précaires comme leur nom l'indique (6 mois, renouvelables ou pas), ces COP excluent toute forme d'occupation des terres autre que celle sur laquelle elles ont été déposées.

*« Le collectif du Rosier, lieu occupé depuis plus de 10 ans, détruit pendant les expulsions de 2012, puis reconstruit et toujours occupé, maintient son refus de rentrer dans ladite « stratégie administrative »*

Ce choix, fait par certain-e-s, engage de fait les autres, puisque les COP couvrent la quasi-intégralité de la zone occupée. Il entraîne donc la normalisation de nos activités et de nos pratiques, les enfermant dans le cadre légal et les contraintes qu'il impose. Il vide de contenu politique notre présence ici. La norme s'imprime d'elle-même et parvient à se trouver des gardiens. Et des promoteurs.

*« Le collectif du Rosier maintient son refus de se plier aux règles faites pour nous gouverner et de coopérer avec un État qui aménage nos vies pour les faire correspondre aux besoins du capital. »*

Le collectif du Rosier, lieu occupé depuis plus de 10 ans, détruit pendant les expulsions de 2012, puis reconstruit et toujours occupé, maintient son refus de rentrer dans ladite « stratégie administrative », de se plier aux règles faites pour nous gouverner et de coopérer avec un État qui aménage nos vies pour les faire correspondre aux besoins du capital, qui assassine les pauvres des quartiers populaires le plus souvent issus des « anciennes » colonies, qui expulse les gent-e-s qui n'ont pas les bons papiers, mène une politique raciste, mortifère et armée aux frontières, etc.



(la liste est longue). Dans un contexte où les voisin-e-s acceptent les conditions dictées par l'État et justifient par les normes juridiques et administratives l'invasion de nos espaces de vie et d'organisation, nous nous trouvons isolés et menacés. Aujourd'hui, nous avons donc besoin de la présence active de toutes les personnes souhaitant ouvrir des brèches dans l'implacable normalisation en cours. Venez nous rencontrer, passer du temps et construire avec nous d'autres dynamiques. Venez faire vivre ce lieu pour qu'il demeure et se pérennise comme un espace hors normes, où on n'accepte pas de rejeter ceux qui n'entrent pas dans les bonnes cases, où on refuse d'enterrer ses rêves.

Cette invitation est permanente. Suivez aussi l'annonce des chantiers à venir.

Vigneux-de-Bretagne  
ZAD / Le Rosier



# Éducation populaire, éducation révolutionnaire ?

Certes tous les courants de l'Éducation populaire ne sont pas révolutionnaires. Tous se réclament néanmoins peu ou prou de la citoyenneté et de l'émancipation sans toujours interroger ces notions floues souvent à dessein. Nombreux parmi les réformistes de l'éduc-pop sont ceux qui se satisfont d'une démocratie parlementaire et bourgeoise et d'une émancipation toute relative toujours garante de la propriété privée voire de la liberté du travail si précieuse aux yeux des employeurs. On sait que la démocratie et la citoyenneté d'entreprise sont un leurre et la subordination l'alpha et l'oméga de l'exploitation.

*« La Commune de Paris [...] instaure l'éducation pour tous gratuite et obligatoire. »*

Mais là n'est pas mon propos, il s'agit ici de rappeler encore une fois avec détermination qu'il faut à toute force comme le martelait sans cesse Fernand Pelloutier et moi à sa suite « s'éduquer pour s'émanciper ». Là est l'enjeu d'une éducation populaire et libertaire. Car sans éducation sociale, économique, historique, philosophique, scientifique et j'en passe nous ne serons pas en mesure de gérer et de construire la société libertaire à venir.

Pour mémoire, déjà Eugène Varlin avant même la Commune de Paris, qui instaure l'éducation pour tous gratuite et obligatoire, militait afin que tout soit mis en œuvre pour permettre aux travailleurs « d'élever leur niveau de conscience et de les préparer à prendre en main tous les aspects de la vie après la révolution sociale »[1]. En cela, il s'inscrivait pleinement dans les motions de la Première internationale, l'AIT pour laquelle « l'instruction et l'éducation sont une des

conditions de leur émancipation »[2], entendre celle des travailleurs. Dans ce sens, autodidacte lui-même, « il avait complété sa culture en suivant les cours du soir de l'Association philotechnique »[3].

James Guillaume[4] place l'éducation au cœur de sa brochure *Idées sur l'organisation sociale* publiée en 1876 car pour lui « la véritable instruction favorise la liberté »[5], c'est-à-dire une éducation rationnelle qui permet de comprendre et d'agir sur le monde. La Charte de Lyon adoptée au congrès constitutif de la CGT-SR (syndicaliste révolutionnaire) qui se déroula les 1er et 2 novembre 1926 affirme que « dans la période pré-révolutionnaire (...) sera menée à bien la besogne de documentation, d'éducation technique et professionnelle en vue de la réorganisation sociale, (et) sera réalisé dans les meilleures conditions l'apprentissage de classe à la gestion »[6]. Il s'agit donc de s'éduquer avant pour maîtriser les concepts et les outils nécessaires à la transformation du monde et, éventuellement, en amont en forger de nouveaux. Pour rejeter certains de ceux de la société honnie et à toute fin utile, pour mettre en œuvre le processus de transformation sociale. Les Universités et les Causeries populaires créées suite l'affaire Dreyfus furent, pour certaines d'entre-elles, de véritables laboratoires sociaux visant à mettre le savoir à la disposition de tous dans une perspective allant bien au-delà d'un simple accès à la culture.

Pierre Besnard en 1930, lui aussi, fort de cette même tradition anarcho-syndicaliste et libertaire, dans un ouvrage pragmatique, pour ne pas dire programmatique, intitulé *Les syndicats ouvriers et la Révolution sociale* considère que par l'éducation « se trouvera résolu un des plus grands problèmes vitaux pour la révolution : celui qui consiste à former les générations qui auront la charge d'assurer la vie du nouveau régime social, de sta-

biliser au plus haut point la révolution, de rendre possible un nouveau bond en avant »[7].

*« Quelles que soient les circonstances [...] le recours à l'éducation s'impose dans le développement de la conscience révolutionnaire. »*

L'Espagne révolutionnaire, largement influencée par les anarcho-syndicalistes de la CNT, est une autre illustration de cette nécessité de conquérir un savoir émancipateur. Le congrès de Saragosse réuni en mai 1936 et dont on connaît l'importance réaffirme, à quelques semaines des premières collectivisations, que « le problème de l'enseignement devra être abordé avec des procédés radicaux. En premier lieu, l'analphabétisme devra être combattu énergiquement. On restituera la culture à ceux qui en furent dépossédés (...). L'enseignement en tant que mission pédagogique visant à éduquer une humanité nouvelle, sera libre, scientifique et identique pour les deux sexes »[8].

Toujours pour illustrer cette nécessité d'éducation populaire révolutionnaire condition de l'émancipation individuelle et collective, je m'appuierai sur des lectures plus ou moins récentes. Ces quelques exemples puisés là encore dans la tradition anarchiste d'outre Pyrénées montrent que quelles que soient les circonstances, mêmes les plus tragiques, la guerre et l'exil, le recours à l'éducation s'impose dans le développement de la conscience révolutionnaire.

Avant même la révolution sociale, dans les athénées les anarcho-syndicalistes de la CNT veillent à la diffusion du savoir. Dans ses mémoires Enric Greu se rap-

pelle l'un de ses compagnons Rafio qui lui avait confié : « je n'ai eu que peu d'occasions d'apprendre à lire et à écrire [...] en ville, suivant les cours du soir organisés par le syndicat de la CNT, ajoutées à certaines soirées en assistant aux séances des athénées libertaires, tout cela pendant que je me formais à mon métier de plâtrier »[9].

*« La Colonne Durruti reviendra du champ de bataille sans analphabètes. »*

Carl Einstein, membre combattant du groupe international de la Colonne Durruti écrit en 1936 : des « enfants se battent à nos côtés. Ils parlent peu, mais ils ont vite compris bien des choses. Le soir au bivouac, ils écoutent les plus âgés. Certains ne savent ni lire ni écrire. Ce sont les camarades qui leur apprennent. La Colonne Durruti reviendra du champ de bataille sans analphabètes. Elle est une école »[10]. Rafio cité plus haut confirme cette soif, cette nécessité d'apprendre même dans les pires lieux. Il dit à Enric : « durant les heures volées au front, dans les tranchées, [je suivais], les leçons apportées par les Milices de la culture »[11]. Même volonté de sortir de l'ignorance malgré la défaite car si le savoir est libéré il est aussi bon pour le moral. Cipriano Mera lui aussi se souvient. Sur un camp de concentration où il fut interné en Algérie, il écrit : « pour combattre l'ennui, empêcher la démoralisation et profiter du temps, nous créâmes différents groupes de discussion et d'étude, en commençant par combattre l'analphabétisme »[12]. Enric Greu confirme une telle pratique. Dans les camps d'Argelès, Barcarès, Saint-Cyprien « des quartiers spécifiques se créèrent [...], les uns, composés en majeure partie de professeurs et d'instituteurs - parfois de renom - se consacraient à l'enseignement de la lecture, de l'écriture, des langues ; on y donnait également des cours de géographie, d'histoire, et des conférences de toute sorte de thèmes ». Et il ajoute « une véritable université populaire assise sur le sable et adossée aux baraquements »[13]. Les militants anarchistes déportés dans les camps nazis en firent de même car le savoir pour eux rimait avec

combat, car le savoir pour eux rimait avec espoir.

Fort de cette tradition anarchiste éducationniste et des expériences militantes évoquées ici, il m'apparaît nécessaires à tous les niveaux et dans tous les lieux de notre militance de développer des pratiques radicales et ambitieuses d'éducation populaire révolutionnaire : au syndicat, dans les associations, les AMAP, les universités populaires contemporaines, etc. le renouveau du mouvement libertaire passe, à mon sens, en partie par la voix d'une éducation libératrice et anticipatrice d'un autre futur. La culture et l'éducation apparaissent en effet encore une fois comme l'un des leviers incontournables, avec la lutte économique, à l'œuvre de transformation sociale. Il faut donc veiller « au culte de soi-même »[14], au développement de ses connaissances et de ses capacités d'analyse afin d'engager la transformation sociale. Le savoir est une arme. Il faut écrivait Marcel Martinet et ce sera ma conclusion « que les éléments de la révolution culturelle soient déjà existants et forts pour que la révolution politique et sociale puisse se lever, vaincre, s'établir. (Car) la révolution ouvrière et humaine ne sera profonde qu'enracinée dans la culture »[15]. En d'autres termes, éducation, émancipation et révolution sont inséparables et co-substantielles.

Hugues Lenoir

Groupe Commune de Paris

[1] Propos de Paule Lejeune in Eugène Varlin, 1977, Pratique militante et écrits d'un ouvrier communiste, Paris, Maspéro, p.34.

[2] Dolléans E., 1957, Histoire du mouvement ouvrier, Paris, A. Colin, t.1, p. 304.

[3] Rougerie J., 2018 ré-éd, La Commune et les communistes, Paris, Gallimard, p.89.

[4] Guillaume J., 1979, Idées sur l'organisation sociale, Edition du groupe Fresnes-Antony, Fédération anarchiste, Volonté anarchiste, n°8.

[5] Guillaume J., « La réforme de l'éducation », in Almanach du peuple pour 1871, Saint-Imier, propagande socialiste, p. 22-23, Sources : <https://jguillaume.hypotheses.org/>, publié le 04/02/2016.

[6] Charte de Lyon, renéotée, supplément à Solidarité ouvrière, n° 50, publiée par l'Alliance syndicaliste, s.d.

[7] Besnard P., Les syndicats ouvriers et la Révolution sociale, Editions le Monde Nouveau, Besançon (?), 1978, pp. 327-328.

[8] Collectif Equipo Juvenil Confederal, La collectivité de Calanda, Ed. CNT-RP, 1997, pp. 28-29.

[9] Safon R., 2016, La montagne noire, l'exil comme royaume, Paris, Ed. Noir et Rouge, p.229.

[10] Einstein C., Hommage à Durruti, radio CNT-FAI, 1936 in Les anarchistes, ni dieu, ni maître, 2012, anthologie présentée par Boulouque S. Le Monde, p. 171.

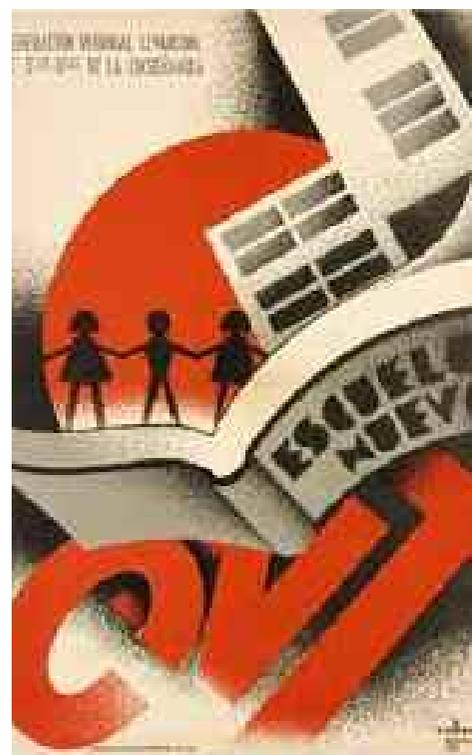
[11] Safon R, op. vit., p. 229.

[12] Mera C., 2102, Guerre, exil, prison d'un anarcho-syndicaliste, Toulouse, Le Coquelicot., p. 255

[13] Safon R, op. vit., p. 211.

[14] Formule de Fernand Pelloutier à interpréter comme une incitation à s'éduquer et non afin de devenir un sur-humain.

[15] Martinet M. (1935), Culture prolétarienne, Paris, Librairie du Travail. La référence est celles de l'édition consultée, Paris, Maspéro, 1976, p. 43.



# Le débat chez les anarchistes et leurs amis à propos de la Palestine entre les deux guerres

*C'est une question qui est débattue dans nombre de groupes. En 1934 la revue Plus loin (1925-1939) aborde la question à partir d'un récit de voyage en Palestine. Un article du numéro 111 expose les termes d'un débat qui se continuera là et ailleurs jusqu'à la guerre.*

Selon le rédacteur de cet article cet exposé a été « le point de départ d'une discussion extrêmement vive sur le sionisme et l'antisémitisme ». Les extraits qui suivent sont assez clairs, ils n'ont pas besoin de plus de commentaires. Il faut juste se rappeler qu'ils sont vieux de près d'un siècle. Ils sont classés par thèmes.

Le sionisme : Maintenant il crée un nouveau patriotisme, il aspire à la formation d'un nouvel État, il veut avoir son drapeau, et, pour certains de ses adhérents, il va jusqu'au fascisme. En même temps les prêtres en ont tiré parti, et on constate une reprise de l'activité religieuse.

Le procédé de la colonisation sioniste est bien différent de celui de l'expropriation militaire

La colonisation comporte [...] des installations collectives, formant de véritables communautés, qui appliquent les principes du communisme. Ce qui est sympathique dans le sionisme, c'est justement qu'il se présente à nous comme un vaste laboratoire d'expériences sociales. Chaque colonie est un essai libre suivant des méthodes différentes. Les unes pratiquent l'effort individuel. D'autres, et c'est la majorité, sont des collectivistes ou communistes, parfois à tendances anarchistes, mais sans étiquette politique.

Toutes sont reliées par un réseau coopératif qui est le soutien de leur développement. On s'y préoccupe beaucoup du développement intellectuel

Les juifs, eux, voient dans le sionisme le moyen de se libérer, d'avoir une patrie, de prendre conscience d'eux-mêmes et de leur propre dignité. Nous voulons ainsi échapper au mépris que tous les nationalistes font peser sur nous. Mais un mouvement nationaliste cherche à en profiter, un mouvement nationaliste et religieux allant jusqu'au pro-fascisme. Le résultat le plus clair du formalisme religieux est d'empoisonner tout le monde. Le sabbat en Palestine est plus rigoureux que le dimanche anglais, il y a 50 ans!

La question arabe : il existe une organisation syndicale ouvrière bien vivante, et, ce qu'il y a d'intéressant. C'est que les ouvriers juifs s'efforcent d'élever les ouvriers arabes à leur niveau.

Quant aux Arabes, ce sont, quant à la masse, des individus illettrés, arriérés, impulsifs et très suggestibles, vivant dans une véritable misère physiologique et restant sous l'influence des Arabes riches, lesquels n'ont aucun sens de la civilisation moderne. Ils font une charité inefficace, mais n'ont créé aucune œuvre d'entraide sociale (hôpitaux, etc.). Il n'y a rien de vivant comme effort de

coopération arabe.

Eh! bien, en Palestine, un juif, qui prêchait l'accord et l'entente avec les arabes, a été assassiné par des juifs qui s'intitulent révisionnistes et qui sont en réalité des fascistes juifs

La question arabe se pose. Je n'ai pas beaucoup de renseignements sur elle. Tout ce que je peux dire, c'est que l'agitation arabe paraît avoir été principalement une machination politique et une petite combine anglaise. Il n'en est pas moins vrai qu'il y a eu exaspération d'un nationalisme par l'autre. En bien comme en mal, c'est grâce aux juifs que les arabes ont pris conscience d'eux-mêmes. La question juive : Le sionisme est une expérience, intéressante sans doute mais forcément très limitée, qui ne saurait aboutir à résoudre la question juive, ni à supprimer l'antisémitisme. Pourquoi vouloir travailler à la ségrégation des juifs? On ne peut pas forcer les juifs à l'assimilation. On s'y est souvent efforcé au cours des siècles et on n'a pas réussi. Il peut y avoir des exemples individuels. Mais la race juive et l'esprit juif sont irréductibles. On a renforcé l'esprit d'exclusivisme qui a trop longtemps régné parmi les juifs, car ils ont toujours cru et ils croient encore être le peuple élu. C'est ainsi qu'on reproche aux juifs d'avoir un

esprit irritant, parce qu'ils ont la manie de mettre tout en question. Or ce défaut ils l'ont en commun avec les anarchistes, et, à cet égard, l'esprit critique juif, parce qu'il n'est pas aveuglé par les préjugés habituels [...], a rendu · parfois service à la propagande révolutionnaire.

Débattre !

Cette discussion avait été précédé d'un autre deux années plus tôt. Cette revue avait invité le fondateur de la Société contre l'antisémitisme (aujourd'hui la LICRA) Bernard Lecache. Deux choses sont à retirer de ce compte rendu (Plus loin N°89 1932), Lecache déclarant « Je suis anti-sioniste parce que le sionisme réduit le droit des Juifs à n'être libres que sur un point limité du globe, sans d'ailleurs y parvenir, et qu'il ne saurait résoudre la question de l'antisémitisme » L'autre point est la qualification radicale de ceux que la presse d'aujourd'hui appelle timidement l'extrême droite israélienne. Pour Lecache il s'agit de fascistes : « La thèse des fascistes juifs ou sionistes d'extrême-droite (Jabotinsky) est que, puisque nos ancêtres ont été les maîtres du pays, nous avons un droit supérieur sur ce pays. Dans un texte programmatique intitulé le mur de fer, publié en 1923 Jabotinsky avance qu'« il n'y a pas le plus mince espoir d'avoir l'accord les Arabes de la terre d'Israël pour que la "Palestine" devienne un pays avec une majorité juive » plus loin dans cet article il réitère son affirmation et entrevoit la situation actuelle « Cette colonisation ne peut, par conséquent, continuer et se développer que sous la protection d'une force indépendante de la population locale, un mur de fer infranchissable par la population indigène. Voici, in toto, notre politique pour les Arabes. La formuler autrement ne serait que de l'hypocrisie ».

C'est dans ce contexte là que quelques années plus tard Ida Mett, contestera, la façon dont la Révolution Proletarienne aborde la question de l'existence d'un foyer juif en Palestine. Au mois d'Aout 1937 elle y signe son dernier article titré Trotsky parle de Makhno. Mais en Octobre de la même année cette revue (N° 257) annonce en couverture un article sur la Palestine signé par l'animateur de la R.P. Robert Louzon. A la page 14, il est question en titre des développements de la seconde phase de l'intervention britannique. A la fin de son article

Louzon fait un parallèle entre la reprise en main de la Palestine et ce qui fut fait en Egypte par la puissance britannique. Les principaux leaders palestiniens ont été exilés dans les Seychelles, parce que, dit-il, ils s'opposaient à ce que l'on enlève aux habitants traditionnels de la Palestine (arabes et israélites) toute une partie de leur pays pour la donner à des colons européens. Louzon note à ce propos ceci : Je dis bien : des colons "européens". Il n'y a en effet que les juifs et les antisémites pour croire encore que les juifs d'Europe sont des sémites. Il s'appuie pour avancer cela sur une conférence que fit Renan au Cercle Saint Simon. Plus loin dans le même article cet auteur parle de l'impérialisme anglo-sioniste puis anglo-juif que les Palestiniens feront reculer.

Devant cette attitude Ida Mett ne peut que rompre. Dans le livre Juifs et anarchistes paru aux Editions de l'Eclat (2001) Sylvain Boulouque cite une partie du courrier que cette militante envoie aux responsables de la revue:

*« Alors, toute la presse mondiale qui est aux mains de la finance juive" [...] Quelle honte d'avoir de pareils propos dans les colonnes de la Révolution prolétarienne. [...] En tant qu'internationaliste, j'élève ma protestation contre la souillure des colonnes de la Révolution prolétarienne par la peste raciste. » Elle fait suivre sa lettre d'un post-scriptum : « Je proteste également contre la terminologie employée par Louzon dans ces notes sur la Palestine, qui qualifie de colons des Juifs qui se sont réfugiés en Palestine en quittant des pays d'où ils sont chassés d'une façon abominable. [...] Non, camarade Louzon, ce ne sont pas des colons [...] ce sont des réfugiés venus en Palestine, au même titre qu'ils pouvaient venir en France, par exemple ; ce ne serait pas pour coloniser la France, mais pour y chercher asile ».*

Au même moment, d'une façon différente la question juive est abordée au sein de la CNT espagnole. Un anarchiste juif marocain, Ben-Krimo en appelle, par un courrier, au secrétaire du comité national Mariano R. Vasquez. Il demande de faire de telle sorte que le décret d'expulsion des juifs datant de 1492 pris par les Rois catholiques soit aboli. Ben Krimo avance que ce serait une façon d'agrandir le nombre d'ami de l'Espagne révolutionnaire et d'ouvrir un front au



Ida Mett

Maroc. La réponse de Vasquez est claire :

*« Il convient néanmoins de préciser que nous ne pouvons pas battre le fer contre le vieil édit sur l'expulsion des Juifs d'Espagne et réclamer son abrogation pour ouvrir les portes du pays à tous ceux qui souhaiteraient s'établir ici. Ce n'est pas possible, car cela reviendrait incontestablement à prendre l'une des décisions les plus contre-révolutionnaires que nous puissions prendre. Nous savons parfaitement qu'un capitalisme d'une importance d'exploitation considérable s'installerait immédiatement ici, ravivant en conséquence les vieux systèmes. Nous allons probablement perdre du terrain sur nos conquêtes sociales et assister au retour d'une partie du système antérieur au 19 juillet. Mais de là à ce que nous œuvrions en faveur de l'instauration d'une domination capitaliste en Espagne – et il n'en serait pas autrement si nous ouvrons la porte aux Juifs –, il y a un abîme ».*

Le débat dépasse le milieu français. Emma Goldman le 28 Aout 1938 intervient pour répondre à Réginald Reynolds, un pacifiste britannique, critique radical de l'impérialisme britannique qui affirmait en 1937, que "L'immigration juive en Palestine a commencé peu après la première guerre mondiale. Elle a été puissamment soutenue par des intérêts capitalistes importants, qui ont obtenu des concessions profitables dans la Mer morte. Les propriétaires fonciers arabes ont vendu leurs terres aux nouveaux venus, mais les Arabes, dans leur ensemble, n'avaient rien à gagner et tout à perdre, dans cette opération » Il continuait en disant « Le pays qui avait été une patrie pour les Arabes pendant des générations fut livré à une race (sic) étrangère en raison du prétexte fragile qu'il avait appartenu aux Juifs 2000 ans auparavant ! » Son article est publié dans Spain and the World organe anarchiste publié par Freedom Press en Angleterre en soutien à la révolution espagnole. Suite à cet publication Reynolds est accusé d'antisémitisme.

En 1938 Emma Goldman intervient dans le journal Freedom à ce propos. Dans un courrier adresser à « nos amis anarcho-sionistes là bas » elle dit ceci : « Comme je le connais bien, j'ai pu assurer en toute tranquillité à mes amis juifs que Reginald Reynolds n'a pas le moindre atome d'antisémitisme dans son esprit, même s'il est vrai que son article donne malheureusement une telle impression. »

Elle va exposer une opinion qui reflète bien celle que l'on retrouvera dans le mouvement anarchiste après la guerre.

« De fait, je m'oppose depuis de nombreuses années au sionisme, qui n'est que le rêve des capitalistes juifs dans le monde entier de créer un Etat juif avec tous ses accessoires : gouvernement, lois, police, militarisme, etc. En d'autre termes, ils veulent créer une machine étatique juive pour protéger les privilèges d'une minorité [de Juifs] contre une majorité [de Juifs] ». Puis elle ajoutera ceci : « Peut-être mon éducation révolutionnaire comporte-t-elle quelques graves lacunes, mais on m'a toujours appris que la terre devait appartenir à ceux qui la cultivaient. Ses sympathies profondes pour les Arabes ne devraient pas empêcher Reginald Reynolds de reconnaître que les Juifs ont cultivé la



## Emma Goldman

*terre en Palestine. Des dizaines de milliers d'entre eux, des idéalistes jeunes et dévoués, sont partis en Palestine pour cultiver la terre dans les conditions très difficiles que sont celles des pionniers. Ils ont défriché des terres abandonnées et les ont transformées en terres fertiles et en jardins fleurissants. Attention : je ne dis pas que les Juifs ont davantage de droits que les Arabes, mais le fait qu'un socialiste affirme que les Juifs n'ont rien à faire en Palestine me semble exprimer une étrange conception du socialisme ».*

Elle va ensuite argumenter sur le droit des sionistes comme de tous les juifs à l'indépendance nationale. Elle finira ce texte en précisant que sa position n'est pas dictée par mes origines juives. Elle ajoutera J'ai combattu toute ma vie pour l'anarchisme, seul capable de mettre fin aux horreurs du régime capitaliste et de garantir l'égalité et la liberté à toutes les races et tous les peuples, y compris les Juifs. Reynolds répondra en contrant vigoureusement les argument d'Emma Goldman.

En France, Daniel Guérin organisera en 1939 un colloque sur la situation en Palestine avec la participation de révolutionnaires juifs, arabes et anglais.

Août 39 le nazisme plonge le monde

dans la guerre. Un monde qui en sortira tout à la fois transformé et traumatisé. Beaucoup de militants juifs anarchistes mourront dans les camps de concentration comme le père du mathématicien Grothendieck, Alexander Shapiro, d'autres survécurent comme Voline.

Pierre Sommermeyer

# La Tunisie en grève : un bras de fer ?

*Le torchon brûle-t-il entre l'UGTT (Union Générale des Travailleurs Tunisiens) et le gouvernement islamo-libéral tunisien ?*

L'UGTT vient d'annoncer deux grèves générales, le 24 Octobre dans le secteur public et le 22 Novembre dans la fonction publique.

« *L'Hiver tunisien est toujours attendu avec beaucoup d'inquiétude par le pouvoir.* »

Apparemment la lune de miel s'achève. Ces dernières années l'UGTT a joué un rôle important dans les jeux politiques et a été jusque-là très conciliant, ce qui lui a valu un Prix Nobel de la Paix, mais à quel prix ? Au prix du renvoi aux calendes grecques des revendications sociales et des dossiers très brûlants des retraites, de la privatisation du secteur public et de l'inflation record que le pays n'avait jamais connu. Cherchant à préserver une stabilité politique plutôt qu'à défendre les droits de ses adhérents, l'UGTT semble avoir pressenti la grogne sociale et compte prendre le taureau par les cornes, de peur d'être dépassé par les protestations sociales. L'Hiver tunisien est toujours attendu avec beaucoup

d'inquiétude par le pouvoir, un hiver annonciateur de soulèvements et d'insurrections, ayant dans le passé ébranlé les palais de Carthage et de la Kasabah.

« *Le prochain mois de Janvier devrait donner des sueurs froides à l'actuel gouvernement.* »

Le prochain mois de Janvier devrait donner des sueurs froides à l'actuel gouvernement. Tout le monde se rappelle la grève générale du 26 Janvier 1978 qui a fait de centaines de morts et signa le divorce entre l'UGTT et le régime Bourguibien. Le mois de Janvier 1984 correspond à la révolte du pain qui emporta le gouvernement de Mohammed Mzali au prix de centaines de morts. Et c'est au mois de Janvier 2011 que tombe le régime de Ben Ali. Depuis, les secousses sociales hivernales se suivent et ne se ressemblent pas.

Avec la flambée des prix du carburant, du transport, de l'immobilier, des loyers, des denrées alimentaires, les

classes moyennes et pauvres se trouvent laminés par une situation économique catastrophique accrue par la chute du dinar tunisien. Evadés fiscaux, hommes d'affaires, contrebandiers et opportunistes de tous bords s'engouffrent dans cette brèche ouverte dans l'économie tunisienne, accumulant des profits faramineux. Devant ce constat, l'UGTT veut faire entendre sa petite musique. Les négociations salariales concernant la fonction publique stagnent depuis des mois. Depuis 2011 les grèves sectorielles ne traduisaient que des revendications corporatistes, légitimes certes, mais incapables d'unir tous les travailleurs face à la charge gouvernementale contre les acquis (les conquis plutôt) sociaux. Les prochaines grèves générales seraient une occasion en or pour réunir tous les travailleurs sous la même bannière et les mêmes réclamations.

Vivement La Grève Générale.

Taym Al-Khalili



# Le service militaire en Tunisie, mise au pas des jeunes et racket des salariés.

Nous sommes au début du mois de Juin 2008. Curieusement, on observe peu de jeunes dans les rues ; que des seniors, des femmes des enfants et quelques adultes. On assiste au même spectacle dans les métros et les bus. Les cafés se vident de leurs jeunes habitués. Que se passe-t-il exactement ?

*« Chaque session de conscription, une chasse au jeune s'organise. »*

« Des Rafles » répondent les tunisiens ! Ou « rafles militaires » dans le langage dialectal tunisien. Quatre fois par an, notamment aux mois de Mars et Juin, les forces de sécurité épaulées parfois par la police militaire procèdent à des « rafles » afin d'interpeller les jeunes entre l'âge de 20 et 35 ans n'ayant pas effectué leur service militaire.

Une chasse au jeune s'organise dans chaque session de conscription. Aucun véhicule de transport public ou privé n'est épargné, aucun lieu public, même les chantiers de construction voient certains de leurs ouvriers abordés par la police.

*« Une sorte de racket légal où les personnes concernées se voient obligées de verser 30% à 50% de leur salaire pendant une année... »*

Poursuivis partout, les jeunes récalcitrants tentent d'éviter comme ils le peuvent le filet de ces rafles. Certains se voient obligés de verser des pots de vin à la police afin d'échapper à la conscription. Sur les réseaux sociaux, on s'arrange pour alerter les autres des endroits à éviter. Malgré le fait que la loi prévoyait le principe de volontariat pour régler sa situation envers le Service National, les autorités de l'ex-général Ben Ali faisaient fi de cette base juridique et organisent ces rafles dignes d'une dictature militaire.

Les fonctionnaires et les travailleurs du secteur privé sont concernés par cette maudite loi de service national et ce jusqu'à l'âge de 35 ans. Ils sont appelés à accomplir ce service national dans le cadre des affectations individuelles, une sorte de racket légal où les personnes concernées se voient obligées de verser 30% à 50% de leur salaire pendant une année au ministère de la défense, après avoir suivi une formation militaire de 21 jours. Même si les sursis et les dispenses sont fréquents, cela laisse une large frange de la population, essentiellement jeune, sous le coup de ladite et maudite loi de service national. Après la chute du régime de Ben Ali en 2011, ces campagnes de conscription sont devenues rares. En revanche, la montée d'actes à caractère terroriste qui ont fait des victimes parmi les militaires et les forces de sécurité accroissent le sentiment de peur dans la population, un sentiment qui prend de plus en plus des accents sécuritaires et militaristes dans l'opinion.

Depuis longtemps pourtant, l'armée tunisienne bénéficie d'une bonne image auprès des citoyens, du fait de sa non-ingérence apparente en politique. Considérée comme le dernier rempart contre le terrorisme, l'armée confirme cette image consolidée après 2011 pour avoir fraternisé avec les manifestants, et ne pas avoir pris part aux violences policières.

Malgré cette image positive, la réticence à s'engager dans le service militaire a connu une augmentation remarquable au cours de la période actuelle. Selon les chiffres du ministère de la défense, seulement 5% à 10% des personnes concernées par le service militaire s'y engagent effectivement, et ceux qui se présentent volontairement pour effectuer leur service militaire le font pour faire carrière dans l'armée. La plupart des jeunes veulent l'éviter à tout prix, et songent plutôt à trouver un travail digne, voire à quitter le pays par tous les moyens.

Une nouvelle loi sur la réforme du service national vient d'être déposée au parlement par le ministère de la défense. Selon le directeur général de la Conscription et de la Mobilisation au ministère de la Défense nationale le colonel-major Lotfi Ben Ouhida, elle stipule le 11 janvier 2018 que désormais « on ne peut plus accéder au marché du travail, qu'il s'agisse du secteur public ou privé sans avoir fait son devoir national »

Apparemment, le ministère de la défense s'obstine à restaurer un service na-

tional, voire de le généraliser aux filles sans tenir compte des réalités sociales et économiques du pays. Rares sont les voix qui s'élèvent pour affirmer que ce projet de loi sur le service national est insensé, et seul le parti « Afek Tounès » avait proposé de remplacer le service militaire par un service civil, plus compatible avec les réalités socio-économiques.

*« La critique du service militaire s'assimile dans l'esprit de beaucoup de gens à de l'antipatriotisme. »*

Évidemment, les députés voteront cette nouvelle loi sans coup férir, car ils n'entraveront jamais leurs propres enfants effectuer leur service militaire. Étrangement, partis politiques et médias évitent de contester ce projet de loi ; elle s'impose comme une évidence puisque le service national est cité dans l'article 9 de la nouvelle constitution tunisienne votée en 2014, sans toutefois indiquer le caractère militaire de ce service. La critique du service militaire s'assimile dans l'esprit de beaucoup de gens à de l'antipatriotisme. Mais il existe une autre raison de ce consensus médiatico-politique pour

s'abstenir à critiquer l'institution militaire : une épée de Damoclès suspendue au-dessus de nos têtes qui s'appelle la justice militaire.

La justice militaire, outil d'intimidation et de contrôle politique

A priori la justice militaire est réservée aux militaires, mais pas uniquement. Car, la frontière entre la justice civile et la justice militaire est très vague. Les tribunaux militaires sont compétents pour se prononcer et juger des délits à caractère non-militaire commis par des civils à l'encontre des membres de l'armée, ou encore pour des infractions commises au préjudice de l'armée et/ou de la sécurité nationale.

L'article 91 du Code de la Justice militaire punit par exemple « quiconque, militaire ou civil, [...] se rendant coupable d'outrages au drapeau ou à l'armée, d'atteinte à la dignité, à la renommée, au moral de l'armée, d'actes de nature à affaiblir, dans l'armée, la discipline militaire, l'obéissance et le respect dus aux supérieurs ou de critiques sur l'action du commandement supérieur ou des responsables de l'armée portant atteinte à leur dignité. »

*« Cette pseudo-justice constitue un outil politique aux mains du pouvoir afin de contrôler, intimider et bâillonner la presse, empêchant toute critique de l'institution militaire et des forces de sécurité. »*

Cette justice militaire laisse une large place à l'interprétation subjective et à l'arbitraire, ce qui constitue de facto, une menace pour la liberté d'expression. D'ailleurs, sous la dictature de Ben Ali, plusieurs opposants politiques avaient été traduits devant ces tribunaux militaires pour des chefs d'accusation tels que « atteinte à la sûreté de l'État ou à l'ordre public ». Cette pseudo-justice constitue un outil politique aux mains du pouvoir afin de contrôler, intimider et bâillonner la presse, empêchant toute critique de l'institution militaire et des forces de sécurité. Une chape de plomb qui s'abat sur toute personne osant défier l'autorité de l'armée.

Tous les tunisiens sont des militaires en sursis malgré eux, passibles de passer devant la justice militaire sans aucune garantie de procès équitable.



La commission des libertés individuelles et de l'égalité (Colibe), créée en 2017 par la présidence de la république et chargée de préparer un projet de réformes législatives relatives aux libertés individuelles et à l'égalité conformément à la constitution de 2014, n'a pas évoqué dans son rapport la justice militaire, pas un seul mot, de peur de susciter l'ire de l'armée ?

#### *L'armée, outil de répression*

L'armée tunisienne a la réputation d'être, dans le monde arabe, celle qui s'ingère le moins dans les affaires politiques. A côté d'autres pays arabes, les militaires tunisiens passeraient pour des enfants de chœur. Mais cela n'a pas souvent été le cas dans le passé. Lors de la grève générale du 26 Janvier 1978 décrétée par l'UGTT (Union Générale des Travailleurs Tunisiens), l'armée tunisienne a tiré à balles réelles sur les manifestants tuant des centaines de civils. Au cours de la révolte « du pain » en Janvier 1984, l'armée épaula la police et tire sur la foule tuant des dizaines voire des centaines de manifestants étudiants et ouvriers. Dans les années 1970 et 1980, le régime de Bourguiba utilisait le service militaire pour punir les étudiants turbulents de l'opposition. Incorporés de force dans l'armée, ils passent une année entière au sud tunisien sous un soleil de plomb, dans la région de Rjim Maâtoug, une sorte de « Goulag des sables ». Faut-il rappeler que Ben Ali était un ex-général de l'armée tunisienne, qui s'est métamorphosé en premier flic de la Tunisie par un concours de circonstances, après avoir fait ses premières armes au ministère de l'intérieur. Il y a toujours eu des passerelles entre le ministère de l'intérieur et l'armée et celle-ci a fourni des responsables à la sûreté nationale, dont certains ont été impliqués dans des affaires de torture et de répression d'opposants politiques au cours des quarante dernières années.

#### *Un monde arabe en proie au Militarisme*

Depuis le début années 1950, les pays arabes vivaient au rythme des coups d'état. Le militarisme était attisé par les conflits israélo-arabes, renforçant ainsi le rôle de l'armée dans les sociétés du Proche-Orient. Israël pourrait de fait remporter le palmarès du militarisme

dans la région et même dans le monde. L'État hébreu est l'un des états les plus militarisés au monde, une démocratie tronquée par l'influence des militaires sur le pouvoir politique auquel s'ajoute un ethnicisme institutionnel basé sur le service militaire.

Dans d'autres pays arabes, l'armée constitue un des piliers du pouvoir dictatorial et monarchique. En Algérie, l'armée tire toutes les ficelles du pouvoir et a la mainmise sur le pétrole. Les militaires préfèrent conserver un tétraplégisme à la présidence plutôt que de voir un autre président risquant de remettre en cause leurs privilèges. En revanche, les algériens se trouvent contraints de passer deux longues années de leur vie dans une caserne à saluer des généraux et des officiers supérieurs dont les ventres grossissent au même rythme que les rentes pétrolières.

#### *« ...retour au service militaire abolit en 2006 »*

Au Maroc, après le soulèvement du Rif, le pouvoir monarchique a trouvé récemment « une idée géniale » pour les jeunes, le retour au service militaire abolit en 2006. Le régime marocain a choisi de mettre au pas les jeunes par le bétet.

Depuis le coup d'état organisé en 1954 par les « officiers libres » qui a mis fin au règne du roi Farouk, l'Égypte n'est gouvernée que par des militaires. Actuellement, le maréchal Al Sissi fait régner une terreur sur les médias, n'hésitant pas à contrôler les réseaux sociaux et faire voter des lois liberticides. Alliant islamisme-conservatisme et autoritarisme, ce Pharaon autoproclamé semble avoir trouvé la formule magique pour dominer le pays. Avec lui, la censure a atteint des sommets pires que ce qu'avaient connu les égyptiens avec Moubarak. L'Égypte impose à ses citoyens un service militaire (de un à 3 ans) qui tourne aux sévices militaires. Plusieurs témoignages parlent de ce service comme un système carcéral où humiliations et violence sont monnaie courante.

Tout le monde se souvient des images de jeunes hommes alignés lors de la prise d'Alep en décembre 2016 par les troupes loyalistes de Bachar Al Assad. Beaucoup parmi eux se voient forcés d'entamer un

service militaire ou intégrer la réserve de l'armée. Engagée dans une guerre ignominieuse, l'armée criminelle de Bachar saignée à blanc par de longues années de combat, puise ses réservistes dans les populations civiles désemparées. Beaucoup d'hommes exilés au Liban, en Jordanie et dans d'autres pays, refusent de rentrer en Syrie de peur d'être enrôlés de force dans l'armée de Bachar. De leur côté, les monarchies du Golfe s'enlisent dans une guerre sordide au Yémen, encouragés par le coupable silence des pays occidentaux qui leur fournissent armes et matériels de guerre.

#### *Conclusion*

Refuser de servir dans l'armée, c'est revendiquer sa liberté et sa citoyenneté. L'armée tunisienne, incapable de se professionnaliser complètement, entend faire durer la conscription obligatoire avec l'appui du pouvoir politique. Nous sommes des citoyens et des civils, et nous entendons le rester. Le service militaire obligatoire demeure une pratique antidémocratique contraire aux principes fondamentaux et universels des droits de l'Homme et du droit naturel.

Taym Al-Khalili

# Le monde comme il va - 2

## Chroniques internationales

Et l'environnement ?

Il fait beau, il fait chaud et qui s'en plaint ? Bon il y a quelques mal-pensants qui prédisent que les quatre étés qui viennent seront caniculaires. Et alors ? Un proche ami de l'auteur qui a fait ses classes dans les milieux libertaires a inventé un mot pour comprendre ce qui serait en train de se passer selon lui, la « collapsologie ». Pablo Servigne, c'est lui, annonce un effondrement à venir. Personnellement je crois qu'il se trompe. J'ai vu les courbes de production à venir de l'automobile en France, tout va bien jusqu'à 2050. Donc pas de panique. Ce n'est pas les petits trucs qui se passent à droite ou à gauche qui vont nous effrayer.

### Inde

Le Kerala, vous connaissez ? La NASA parle d'inondations sans précédent au mois d'août 2018. Il semble même que cela touche deux Etats voisins. Plus de 22 000 sans-abris en une journée, plus de 370 personnes tuées. Le chef de gouvernement du Kerala a déclaré que les 5645 camps d'hébergement ont accueilli 725 000 réfugiés. Nous ne parlerons pas ici des risques sanitaires.

### Australie

Là c'est trop sec ! Les chiffres relevés par les météorologistes montrent que cet été 2018 qui est leur hiver là-bas, est le plus sec depuis 800 ans. Il semble que le gouvernement n'y croie pas. Des fonds ont bien été dégagés pour indemniser les fermiers, mais pas question de se poser celle du climat. La totalité des nouvelles Galles du Sud (Sydney), l'Etat le plus peuplé d'Australie est en état de sécheresse à 100%. Dans certains endroits, pour le mois austral de juillet elles ont reçu moins

de 1cm d'eau. A Brocken Hill, 20 000 habitants, un troupeau d'autruches a traversé la ville à la recherche d'eau et de nourriture. Pendant ce temps-là le Premier ministre qui était favorable à des mesures climatiques a été débarqué à cause de cette volonté.

### Etats-Unis

Il fait chaud en Californie mais pas assez semble-t-il puisqu'il a fallu allumer le feu dans deux ou trois forêts. Mr Tr a tweeté qu'il fallait couper les arbres ! « Les feux de forêt en Californie sont amplifiés et rendus bien pires par les lois environnementales mauvaises qui empêchent l'utilisation adéquate d'énormes quantités d'eau facilement accessibles. Elle est détournée vers l'océan Pacifique. Il faut aussi couper des arbres pour empêcher le feu de se répandre ! » Le gouvernement local sur son site spécial sécheresse déclare que la sécheresse sous une forme ou une autre va toucher environ 35 millions de personnes.

Hawaii a été fin août 2018 touché par l'ouragan Lane précédé de trombes d'eau. Inondations, destructions, évacuations se sont succédées. Selon les météorologistes c'est la deuxième fois qu'un ouragan de force 5 s'approche aussi près de l'archipel. A la pluie se sont joint des feux de broussailles difficiles à réduire. Que va conseiller M. Tr ?

### Allemagne

Selon le journal Le Monde du 25 août 2018 10 000 fermes manquent d'eau et de d'herbe pour leurs vaches. Un effort financier important va être faite pour venir à leur secours. Il s'agit selon les pouvoirs d'une anomalie climatique nationale ! Ouf ! Juste ça !

### Cercle polaire

Tout en haut de la Scandinavie, là où se rejoignent Norvège, Suède, Finlande et Russie, la forêt brûle. Les rennes effrayés et assoiffés n'hésitent pas à rejoindre sur les plages les vacanciers à la recherche d'un peu de fraîcheur. Des zoos gratuits !

### Japon

L'archipel nippon enchaîne les catastrophes. Début juillet 2018 des pluies diluviennes entraînent des inondations catastrophiques le tout suivi par une vague de chaleur inédite, puis le typhon Jongdari, puis à la fin août ce fut Cimaron de la même famille.

J'aimerais rassurer le lecteur qui a eu le courage de me lire jusqu'ici. Il n'y a pas de problème, pas d'effondrement. Il s'agit juste d'un effritement. Comme un petit-beurre dont les bords craquelent lentement, doucement, pour ne pas faire peur.

Le guetteur



# Le Brésil sous la coupe des militaires : le danger fasciste n'est pas un mirage

## *Introduction aux articles sur le Brésil*

Jair Bolsonaro (Parti social-libéral) surnommé le « Trump tropical », a obtenu au premier tour des élections plus de 46 % des voix à l'élection présidentielle brésilienne. Ce candidat d'extrême droite, favori pour le second tour, est largement soutenu par les chrétiens brésiliens très fortement influencés par les sectes évangélistes qui pullulent dans le pays. Bolsonaro est un nostalgique de la dictature militaire qui a gouverné le pays de 1964 à 1985.

Le Monde libertaire a demandé à des camarades brésiliens de nous informer sur la situation dans le pays. Nous avons reçu un article de nos camarades de Fenikso Nigra (Phénix noir en esperanto), une organisation brésilienne membre de la Iniciativa Federalista

Anarquista/Brasil (IFABrasil), elle-même membre de l'Internationale des Fédérations anarchistes.

L'autre article a été rédigé par deux camarades de Rio de Janeiro, Alexandre Samis et Leonardo Brito.

Alexandre Samis est un historien de Rio de Janeiro, engagé dans l'activité syndicale dans le secteur de l'éducation, auteur notamment de *Negras Tormentas*, un excellent ouvrage consacré à la Commune de Paris, dont le Monde libertaire a rendu compte, et de nombreux ouvrages sur le syndicalisme révolutionnaire et l'anarchisme au Brésil.

Leonardo Brito est Docteur en histoire sociale de l'Université fédérale de Fluminense, professeur au collège Pedro II de

Rio de Janeiro, il occupe actuellement la direction collégiale du syndicat du collège Pedro II. On peut lire de lui notamment: *Notas de um anarquista sobre a atual conjuntura política no Brasil*, <https://ervarebelde.noblogs.org/?p=67>

Nos camarades de la Biblioteca Terra livre de São Paulo ([bibliotecateralivre@gmail.com](mailto:bibliotecateralivre@gmail.com)) nous adresseront un article après les élections : ainsi, « nous aurons un scénario social plus clair sur ce qui se passera dans le pays », nous écrivent-ils dans leur courrier.

René Berthier



# La militarisation n'assure pas les besoins de base de la population !

Un symptôme du manque de compréhension entre le bloc gouvernement/partis/état et la population est le désintérêt envers ses besoins fondamentaux. Rappelons ces besoins: un logement adéquat pour vivre dans la dignité; un système de santé décent qui assure des soins préventifs et des directives qui visent réellement la santé et non pas simplement la chasse aux maladies; des solutions à la mobilité urbaine qui motivent les gens à les utiliser, accessibles et de qualité; enfin une éducation qui stimule réellement la conscience critique des gens en tant que citoyens engagés en faveur du bien-être général, car ils savent que cela affectera tout le monde.

*« incitant chacun à avoir une arme pour se défendre... »*

Que voyons-nous, dans notre réalité ? Des informations sur l'achat d'avions de combat, de frégates et des investissements dans la technologie des armes créant une nouvelle livraison de fusils ! Des gens incitant à la haine et incitant chacun à avoir une arme pour se défendre en tant que "bons" citoyens qu'ils sont !

Comment ces avions de chasse, ces corvettes et ces fusils peuvent-ils guérir qui que ce soit ?

Peuvent-ils assurer des logements populaires à tous ?

Peuvent-ils éduquer plus de citoyens à une culture rationnelle et équilibrée ?

Comment la culture de la haine et de l'intolérance et davantage d'armes à feu peuvent-ils maintenir la paix ?

Ces problèmes urgents et anciens, existant depuis de nombreuses décennies, n'ont pas été résolus avec des armes et des menaces. Nos "dirigeants" nous ont bercés d'illusions et nous ont trompés avec des promesses qu'ils n'ont pas

tenues, ou qu'ils ne tiennent que sous une énorme pression populaire. Lors des manifestations de juin 2013, ils se firent sourds et aveugles aux revendications dont ils connaissaient parfaitement le contenu. Cela dit, revenons sur les avions de chasse, les fusils et les corvettes qui ont fait les manchettes des journaux en 2013 et 2017. Et sur le discours de haine et de violence grandissant chez les groupes extrémistes qui cherchent à étendre leur contrôle par la peur et la tyrannie, afin de consolider de nouveau une dictature.

*« un escadron rétrograde et inefficace en cas de conflit aérien. »*

Les "Mirages" obsolètes seront retirés et remplacés par 36 avions de chasse Gripen dont les Suédois, à la fin du contrat, transféreront au Brésil 100% de la technologie de ces avions déjà obsolètes. Il est prévu que certains prototypes soient livrés au second semestre de 2019, si tout se passe selon les plans... et l'argent qui pourrait résoudre les problèmes sociaux ira dans les égouts. C'est la manière dont le Brésil contourne ses limites technologiques en raison du manque d'investissements dans le secteur, ce qui conduit au maintien d'un escadron rétrograde et inefficace en cas de conflit aérien.

Les spécialistes de la région ont émis l'hypothèse selon laquelle un pays ayant une vaste étendue géographique (plus de 8 000 kilomètres de frontière et la plus grande forêt équatoriale du monde) doit disposer de moyens pour « dissuader » de potentiels envieux, aventuriers, cupides, bandits, voleurs venant d'autres pays. On n'a pas besoin d'être intelligent pour comprendre, par exemple, que notre territoire est violé par de nombreuses personnes à proximité. Prenez les FARC

(Forces armées révolutionnaires de Colombie) qui ont été « pacifiées » : elles vivaient sur notre territoire amazonien, avec peu de chances d'être arrêtées, dissuadées de nous rendre visite ! Un autre cas concerne les nombreux avions de trafiquants de drogue qui traversent le pays. N'oubliez pas que même des avions de la FAB (Force Aérienne Brésilienne) sont utilisés pour ce service .

Faute que les besoins de base de la majorité de notre population soient satisfaits, grâce à un changement important des bases morales de ce « pays », les dépenses seront en grande partie consacrées aux mesures palliatives destinées à contenir la violence.

Tant que les valeurs de l'accumulation et de l'enrichissement économiques seront la référence, engendrant des inégalités économiques et sociales criantes, il ne fait pas de doute que nous verrons des investissements massifs dans des armes qui seront utilisées pour maintenir ces inégalités dans une large spirale de violence et de barbarie. Les groupes extrémistes fascistes exigent beaucoup plus d'investissements dans ces domaines et un plus grand nombre de groupes de répression, la police militaire.

*« étonnamment, notre industrie de guerre maintient un programme d'exportation très actif »*

Le cas des fusils est également très emblématique.

Le Brésil maintient le secteur militaire sous le contrôle de l'État, composé de cinq sociétés : Forjas Taurus SA, IMBEL, CBC, ER Amantino et Amadeo Rossi SA, depuis le temps de la dictature de 1964. Lorsque l'armée a coupé les ponts avec son plus grand allié, les États-Unis, l'état souhaitait produire une technologie

militaire 100% nationale, mais avec un décalage monstrueux, car c'était quelque chose qui aurait dû être fait dès l'indépendance du pays et non pas 100 ans plus tard. Cette recherche d'une technologie de substitution pour le matériel militaire importé a conduit le Brésil à créer en 1975 IMBEL (Industrie de matériel militaire du Brésil) afin de répondre à ce besoin. Comme nous le savons tous, l'armée (partout dans le monde) est aussi productive qu'un étang à carpes sec dans le désert. Son entretien représente donc un énorme fardeau, sans parler du financement de la recherche dans ce domaine.

De nombreuses personnes avancent le fait qu'une grande partie de la technologie de pointe avait été développée par les exigences militaires et spatiales. Il nous semble que pour ces personnes, les revendications fondamentales et urgentes d'un peuple sont moins nobles ! Et, étonnamment, notre industrie de guerre maintient un programme d'exportation très actif, se classant troisième parmi les grands exportateurs mondiaux d'armes légères, selon les données publiées par Small Arms Survey (septembre 2017).

Les pays d'Amérique latine, d'Afrique et du Moyen-Orient sont nos fidèles clients, ce qui contribue à entraver la coopération sociale et les initiatives de paix dans ces régions. Des gens sous l'influence de per-



sonnages comme Charles Bronson, Clint Eastwood ou Chuck Norris font valoir que les armes à feu assurent la paix par la peur qu'elles causent, mais cela ne mène pas à la paix, plutôt au ressentiment et incite à la vengeance stérile, aux meurtres et aux massacres, voire aux crimes contre l'humanité. C'est exactement ce que les groupes extrémistes du présidentiable Jair Bolsonaro, pensent, dévoilant toute la face autoritaire favorable à la torture et à la dictature !

Revenons aux fusils : IMBEL a traversé des moments difficiles, toujours soutenu par les fonds publics, car il s'agit d'un domaine « stratégique » pour le pays. En raison de la nécessité de retirer le FN FAL

(fusil automatique léger – 7,62 mm, communément appelé « sept demi-deux » au Brésil), IMBEL a reçu une injection d'investissements pour moderniser son unité et proposer un projet de fabrication d'un fusil tactique, l'IA2 5.56 qui a émergé après 4 ans de recherches irriguées par l'argent public.

Les dépenses publiques ne s'arrêtent pas là, elles doivent encore être approuvées par les procédures bureaucratiques de l'armée et ce n'est qu'alors que le gouvernement achètera les fusils de son industrie, c'est-à-dire qu'il achètera les armes pour remplacer ses anciens fusils ! En 2017, la Marine a investi 1,8 milliard de dollars dans la construction, au Brésil, de quatre corvettes moyennes de la nouvelle classe Tamararé, de 2 700 tonnes. Ce sont des navires modernes avec beaucoup d'informatique, des systèmes et un armement numériques de dernière génération.

*« Encore une fois, une mauvaise option pour la population qui doit faire face à une crise »*

Le projet répond au besoin de la Marine de renouveler ses moyens d'escorte et d'emploi en général, en plus d'envisager des activités futures sur le marché international des équipements de défense. Chaque unité a coûté 450 millions de dollars. Les chantiers navals nationaux impliqués dans le projet travaillent en consortium avec des sociétés étrangères spécialisées dans la production et le développement de navires de guerre dans le cadre d'un vaste transfert de technologie (selon le système déjà mentionné ci-dessus concernant les avions de chasse). Selon le contre-amiral Petrônio Aguiar, directeur de la gestion de projet pour la Marine, l'initiative « contribue à la formation de la Marine au cycle complet de production de ses propres navires ».

Encore une fois, une mauvaise option pour la population qui doit faire face à une crise, à beaucoup de réformes qui visent à niveler par le bas les relations sociales dans le pays. Les caisses publiques brésiliennes sont en réalité des cornes d'abondance pour « certains secteurs » que les administrateurs ont désigné comme prioritaires, comme c'est le cas du football et des armes. Il existe en effet un gouffre entre les priorités de l'État et celles du peuple, et le gouvernement brésilien le montre très clairement avec ses politiques de protection sociale et ses

mesures palliatives.

Comme par exemple dans le cas du transport de drogue par des avions des FAB. L'un des principaux trafiquants d'armes sur le marché parallèle est un groupe de militaires qui utilisent leur accès à des armements réservés à « l'usage exclusif des forces armées », pour ravitailler le marché intérieur, approvisionnant les principaux centres criminels du pays.

Il est important de noter que si l'industrie brésilienne de la guerre est un cartel sous le contrôle du ministère de la Défense, nous constatons qu'aux États-Unis, par exemple, il existe des usines modernes dans les montagnes et de nombreux trafiquants d'armes identifiés. Nous savons que les États-Unis investissent massivement dans ce secteur car, depuis la guerre civile, la politique d'Abraham Lincoln a pris conscience du potentiel économique d'une guerre: dans la mesure où il y a beaucoup de dépenses et peu de questions, ils ont conservé la même politique jusqu'à aujourd'hui, toujours à la recherche d'un prétendu ennemi pour justifier des dépenses absurdes dépassant les 10 plus grands producteurs d'armes au monde (Chine, Russie, France, Royaume-Uni, Japon, Arabie Saoudite, Allemagne, Inde et Brésil).

Le choix récurrent des administrations élues de ne pas répondre aux besoins basiques de la population conduit à l'aggravation des problèmes sociaux, entraînant une vulnérabilité croissante de nombreuses personnes qui ne voient pas d'autre alternative que de s'aventurer dans cette voie et de reproduire le triste exemple de leurs dirigeants en commettant des vols et des détournements d'argent, créant une « prétendue demande de plus de sécurité » et justifiant ainsi l'augmentation des dépenses en armement et la modernisation des forces de répression.

L'État, la classe politique – administrateurs et législateurs – s'écarte des priorités essentielles de notre peuple et répondent à nos demandes par des décisions étranges et éloignées de ce dont nous avons besoin.

La réponse à tout cela est claire : les actes de mécontentement allant des petites actions aux grandes manifestations de rue répondront de plus en plus à l'aveuglement et à la surdité des politiciens, car les avions et les fusils ne garantissent pas les besoins de la population.

Par A.L./Fenikso Nigra  
Octobre 2018

# L'armée dans le paysage politique brésilien

Tradition qui remonte aux débuts de la formation de l'État brésilien dans son processus d'indépendance du Portugal, entre 1808 et 1822, la participation de l'armée au paysage politique du pays a depuis traversé l'histoire du pays. Il est vrai, en effet, qu'une telle activité militaire ne fut pas constituée par l'exercice d'un organe professionnalisé. Entre le « Premier règne » (1822-1831) et le milieu du « Second » (1840-1889), les forces répressives de l'État impérial furent généralement formées par des « bataillons » de mercenaires embauchés pour exercer une pression immédiate lors des nombreux conflits qui surgissaient entre les fractions de la classe dirigeante au Brésil. Grands propriétaires de terres et d'esclaves, marchands exportant des produits agricoles et les quelques couches moyennes embryonnaires du pays divergeaient grandement quant à l'ordre institutionnel à mettre en place.

De la « Confédération de l'Équateur », mouvement républicain et séparatiste de la région Nord-est du Brésil en 1824, à d'autres mouvements à caractère politique fédéraliste libéral qui ont existé tout au long de la longue période impériale de l'histoire du pays au XVIII<sup>e</sup> siècle, l'activité de groupes armés militarisés dans le maintien de l'ordre centralisateur et autoritaire défendu par les héritiers d'Orléans et de Bragança était l'idée force de la relation de tension entre différents segments – fractions dominantes et secteurs subalternés – de la société brésilienne. Dans ce contexte, nous devons prêter une attention particulière à la constitution de la prétendue Garde nationale – un organe armé créé en 1831 – qui, sous le contrôle des groupes provin-

ciaux dominants du pays, a eu recours à une répression très violente des mouvements qui menaçaient l'intégrité et l'unité du territoire national, ce que les historiens brésiliens appelleront plus tard « Saquaremas ». Une expression qui remonterait aux secteurs politiques conservateurs de l'élite brésilienne alignée sur le projet politique victorieux : l'empire du Brésil centralisé, libéral et autoritaire.

*« La triple alliance formée par le Brésil, l'Argentine et l'Uruguay décima le Paraguay, laissant un solde de plus de 300 000 morts des deux côtés. »*

Toutefois, lorsque nous examinons la formation d'une armée professionnalisée, plus ou moins conforme au modèle déjà existant dans les pays européens dans la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, nous devons sans aucun doute faire référence au conflit qui a réuni, sur la base d'intérêts divers, les principaux pays du Cône Sud : Brésil, Uruguay, Argentine et Paraguay. La prétendue « guerre du Paraguay » ou « Grande Guerre » fut un conflit militaire survenu en Amérique du Sud entre 1864 et 1870. La triple alliance formée par le Brésil, l'Argentine et l'Uruguay décima le Paraguay, laissant un solde de plus de 300 000 morts des deux côtés. Au cours de cette guerre, l'armée brésilienne s'est considérablement développée pour devenir une force non seulement militaire, mais aussi politique. Une partie de la bureaucratie de cette armée récemment institutionnalisée se convertit progres-

sivement au credo politique républicain, sous forte influence positiviste, et proclama la République le 15 novembre 1889 après un coup d'État qui mit fin à presque soixante-dix ans de monarchie d'Orléans et de Bragança au Brésil (1822-1889).

Une fois le coup d'État du 15 novembre 1889 consolidé, il se forma un gouvernement provisoire instable dirigé par le « generalissimo », Deodoro da Fonseca, militaire de peu d'envergure comme penseur politique républicain tout au long de sa carrière militaire, mais actif dans les forces répressives de l'Empire pendant une bonne partie du XIX<sup>e</sup> siècle. Il est important de dire que les militaires qui ont assumé l'appareil d'État après le coup d'État républicain de novembre 1899 ne l'ont fait que parce qu'ils étaient largement soutenus politiquement par les forces civiles républicaines du centre-sud du Brésil (notamment dans la province de Rio de Janeiro, à São Paulo qui déjà se démarquait comme le principal pôle économique du pays, en raison de la grande caféiculture d'exportation – et, plus marginalement, du Rio Grande do Sul).

Après le gouvernement républicain provisoire (1889-1891), le Brésil vivra ensuite entre 1891 et 1894 encore une expérience politique institutionnelle sous le signe de l'épée. Sous les auspices du maréchal Floriano Peixoto, le pays avait été soumis à plusieurs reprises à l'état de siège. Précisément, cette période est entrée dans l'histoire sous le titre de « République de l'épée ». Pour Floriano Peixoto, il s'agissait de créer un gouvernement nationaliste stable et centralisé, basé avant tout sur

l'armée et les jeunes des écoles civiles et militaires. Cette perspective était en contradiction avec la vision libérale et décentralisée de la « République des agriculteurs », qui considérait avec réserve le rôle de l'armée et les manifestations de la population urbaine de Rio de Janeiro.

*« Bien que ne participant pas au gouvernement, les militaires continuèrent d'influencer considérablement la politique. »*

Les militaires républicains qui appuyaient le président-maréchal Floriano Peixoto s'appelaient eux-mêmes « jacobins » et défendaient le nationalisme, car ils soupçonnaient que des étrangers, notamment portugais, conspiraient contre la République. Ils avaient deux journaux, O Nacional et O Jacobino. Pendant la période de son gouvernement, Floriano Peixoto brisa d'une main de fer les tentatives d'émeute et les soulèvements de la Marine et des secteurs de l'opposition. Bien que ne participant pas au gouvernement, les militaires continuèrent d'influencer considérablement la politique. La pensée positiviste d'Auguste Comte a fourni un soutien important à la formation d'une « élite intellectuelle de l'uniforme » composée d'officiers qui se méfiaient systématiquement et conspiraient contre « un gouvernement civil, corrompu et licencieux ». Une suspicion qui, en revanche, n'empêcha pas l'armée de réprimer des révoltes populaires rurales telles que celle de Canudos (1897) et de Contestado (1916).

Dans les années 1920, un mouvement impliquant de jeunes officiers de l'armée, connu sous le nom de "Mouvement Tenentista", qui ressemblait clairement au mouvement des « Jeunes Turcs », commença à remettre en cause, les armes à la main, les gouvernements civils. Le programme des mutins comprenait un certain nombre de points, notamment la lutte contre les « gouvernements corrompus » qui se succédaient dans la logique des accords

entre les secteurs des élites. Parallèlement à cela, le gouvernement brésilien de la première République, après la Grande Guerre (1914-1918), avait signé un accord avec la France en mars 1919, aux termes duquel le général Maurice Gamelin se rendrait au Brésil pour inspecter l'Armée brésilienne. L'idée d'inviter la mission militaire française était liée à la modernisation de l'armée et à sa subordination plus efficace au pouvoir de l'État. La signature finale du décret, le 28 mai 1919, eut lieu sous la présidence de Delfim Moreira. En général, il s'agissait de former une armée forte et professionnelle dirigée par une élite cohérente et entraînée, guidée par la doctrine militaire moderne et capable de rassembler un pays aussi vaste et diversifié dans un contexte de conflits internationaux et de crise économique.

La « nouvelle » armée devait pouvoir lutter contre les influences anarchistes et bolcheviques, fantômes qui hantaient le monde occidental à la fin de la Grande Guerre. Les grèves durant cette période, avec l'existence d'un syndicalisme révolutionnaire de matrice française, augmentèrent considérablement. À Rio de Janeiro, en novembre 1918, un lieutenant de l'armée dénonça une tentative de grève insurrectionnelle, ce qui conduisit à une répression immédiate et à l'arrestation des principaux animateurs, presque tous des anarchistes. À cette époque, la

grippe espagnole et la répression semblaient se concurrencer pour éliminer des vies.

Au cours de la décennie suivante, comme effet concret du « Movimento Tenentista », une partie de l'armée se révolta contre le gouvernement entre 1922 et 1924. La répression du mouvement conduisit des soldats, des caporaux et des sergents à l'exil dans l'extrême nord du Brésil, dans la région d'Oiapoque. Ironiquement, dans cette région frontalière avec la Guyane française, ouvriers anarchistes et soldats se retrouveront dans les mêmes conditions de prisonniers politiques et d'exilés. L'un des épisodes les plus dramatiques de l'histoire du pays.

« Le document [...] était un faux grotesque (un prétendu plan de soulèvement communiste) élaboré par le capitaine de l'armée de l'époque... »

C'est un fait que cette même armée sera fondamentale pour l'instauration d'un nouveau régime, avec des fractions de la même élite, en 1930 et, plus tard en 1937, collaborant directement et organiquement à l'instauration d'une nouvelle dictature : le soi-disant « Estado Novo » (État nouveau), de Getúlio Vargas (1937-1945). Un processus dont les détails sont assez révélateurs.

Le 30 septembre 1937, les journaux publièrent le titre suivant : « Instructions du Comintern (Comité de la



Troisième Internationale communiste) pour l'action de ses agents au Brésil : le plan Cohen. » Les ministres militaires lancèrent un ultimatum afin que le Congrès décrète « l'état de guerre interne », compte tenu du « danger rouge » imminent. Le document apocryphe qui fondait la dénonciation du « Plan Cohen » était un faux grotesque (un prétendu plan de soulèvement communiste) élaboré par le capitaine de l'armée de l'époque, Olímpio Mourão Filho, affilié au Parti intégraliste (un groupe de nationalistes brésiliens, sympathisants du régime de Mussolini). Le 10 novembre 1937, l'État Nouveau de Vargas est décrété. Le Congrès national fut fermé et une nouvelle constitution fut imposée. Le coup d'État de 1937 proposait également d'attaquer à la racine « la corruption d'une classe politique souillée par la boue ».

Pour le lecteur français peu familiarisé avec les subtilités de l'histoire politique brésilienne, il convient de rappeler que Olímpio Mourão Filho fut l'officier qui mit en place le prétendu dispositif militaire qui fut à l'origine du coup d'État (malheureusement réussi) des militaires et des hommes d'affaire du 1er avril 1964. L'ancien général Olímpio Mourão Filho (qui chez ses pairs de haut rang dans l'armée avait reçu le surnom de Popeye – en raison de son inséparable pipe), quitta la ville de Juiz de Fora dans les premières heures du 1er avril pour la ville de Rio de Janeiro, avec comme objectif d'encercler le palais de Laranjeiras (résidence officielle du Président de la République de l'époque, João Goulart) et de rassembler des secteurs militaires de haut niveau pour garantir le succès du coup d'État. Ce succès n'a sans doute été possible que parce que, pendant des années, certains secteurs des officiers supérieurs des forces armées se sont montrés opposés au nationalisme socialiste de gauche et réformiste de Getúlio Vargas, João Goulart et Leonel Brizola, les derniers représentants de l'héritage de Vargas après son suicide en août 1954. Nous pouvons affirmer à juste titre que des secteurs entiers des forces armées brésiliennes ont flirté

avec des putschistes tout au long de l'histoire de la République brésilienne.

Ces secteurs sont définitivement arrivés au pouvoir en 1964 et ont instauré une dictature qui réprima des milliers de travailleurs, paysans, étudiants, universitaires, lycéens, intellectuels, et même des militaires hostiles au coup d'État et qui se démarquèrent en faveur de la défense des nationalistes de gauche. La dictature militaire brésilienne a duré plus de deux décennies et laissé à la société civile brésilienne un héritage indéniable et condamnable. De nos jours encore, il existe des tribunaux supérieurs dépendant du pouvoir judiciaire, spécialement chargés de juger les officiers de l'armée. Les militaires (principalement de rang moyen et élevé) jouissent toujours d'avantages et de privilèges impensables dans la réalité brésilienne, tels que des pensions généreuses pour leurs veuves, et il y a quelques années, ces privilèges se sont étendus aux filles qui ne se mariaient pas officiellement. Régimes de travail et de protection sociale préférentiels en comparaison du régime de retraite privé commun aux travailleurs du secteur privé.

*« En pratique, la militarisation du tissu social brésilien est un fait permanent de longue date »*

La culture autoritaire de deux décennies de dictature est bien ancrée dans les couches moyennes de la population, en particulier parmi les couches sociales les mieux rémunérées de la classe moyenne brésilienne. Depuis février de cette année (2018), la sécurité publique de la ville de Rio de Janeiro se trouve sous le contrôle des forces armées fédérales, sans que cela mette en évidence la moindre réduction significative de la criminalité urbaine (ce qui se passe en fait est la criminalisation de la pauvreté et des mouvements communautaires et sociaux organisés !) laquelle se transfère vers les quartiers périphériques et pauvres de la ville, constituant un laboratoire pour la torture, les exécutions sommaires et le viol de résidents des quartiers défavorisés

de la ville.

En pratique, la militarisation du tissu social brésilien est un fait permanent de longue date qui explique la montée de phénomènes politiques autoritaires et d'extrême droite tels que l'actuel candidat à la présidence de la République, Jair Messias Bolsonaro, capitaine de réserve de l'armée brésilienne, réformé des cadres de l'armée pour indiscipline et pour avoir planifié des attentats sur la voie publique de la ville de Rio de Janeiro afin d'attirer l'attention de la société civile sur les directives salariales : tel fut son rôle controversé au sein de l'Armée de terre. Après avoir été réformé, Bolsonaro est entré dans la vie politique institutionnelle au début des années 90, disposant toujours de votes significatifs dans des créneaux militaires et apparentés.

Par conséquent, traiter de la montée des phénomènes d'extrême droite comme Bolsonaro et de la militarisation de la société brésilienne revient à évoquer un long processus historique qui, comme nous l'avons vu, fait référence aux débuts de la construction de l'État brésilien, que ce soit dans sa version monarchique ou républicaine. Toute analyse qui évacue ce constat est superficielle et ne permet pas de saisir la dimension militarisée qui imprègne la vie quotidienne de la société brésilienne. Il est important de souligner que même en ce qui concerne la démocratie libérale bourgeoise du Brésil après la fin de la dictature, dans la seconde moitié des années 1980, la militarisation, la criminalisation des mouvements sociaux organisés et la répression violente dans certaines zones des grands centres urbains du pays (et même à la campagne !) sont un continuum de notre sociabilité. Historiquement marquée par l'esclavage, par les ségrégations de toute sorte envers les populations socialement marginalisées, le Brésil est tenté par des régimes autocratiques de tous types.

Alexandre Samis Leonardo Brito.  
Rio de Janeiro,  
Outubro de 2018.

# L'impératif environnemental, un impératif révolutionnaire ?

De la démission de Nicolas Hulot du ministère de la Transition écologique et solidaire, au titre de "champion de la Terre" décerné à Emmanuel Macron par l'Organisation des Nations Unies, les thèmes aussi complexes que fondamentaux, mais parfois vagues, que sont l'environnement et le climat trustent les sphères médiatiques, politiques et scientifiques.

A la saturation médiatique et aux gesticulations politiques viennent s'ajouter, depuis le premier rapport du GIEC en 1990, il y a presque 30 ans maintenant, les analyses scientifiques toujours plus catastrophistes ainsi que les récurrents, et inefficaces, appels à agir.

S'il peut encore faire débat à ses marges, l'état des lieux général des conséquences environnementales des activités humaines fait la quasi-unanimité dans les milieux scientifiques. Les données sur la dégradation des sols, l'acidification des océans, les pertes colossales de biodiversité, la fonte des glaces, le réchauffement climatique, la pollution de l'eau, etc laissent peu de place aux doutes quant aux effets dévastateurs de l'humain sur le milieu naturel qui nous compose et dont nous faisons partie. La mesure scientifique de ces effets reste récente dans l'histoire humaine mais nous savons que l'impact de Homo sapiens, pour ne parler que de lui, sur son milieu est négativement significatif depuis les premiers chasseurs-cueilleurs, jusqu'à la révolution industrielle et l'essor du capitalisme qui ont été des catalyseurs destructifs de l'environnement.

*« S'il peut encore faire débat à ses marges, l'état des lieux général des conséquences environnementales des activités humaines fait la quasi-unanimité dans les milieux scientifiques. »*

Aujourd'hui, les conséquences prévisibles sur l'ensemble des organismes vivants, et nos sociétés, pour les prochaines décennies réclament des modifications drastiques de nos modes de production et de consommation si nous voulons aménager le pire. Il n'est déjà plus question d'éviter des bouleversements importants, mais seulement d'espérer qu'ils demeurent dans une proportion qui permette de gérer au mieux le désastre annoncé. Devant ces constats, de nouvelles voix reprennent des discours déjà portés depuis une quinzaine d'année, de Al Gore à Hulot, pour réclamer une prise de conscience des pouvoirs économiques et politiques pour la mise en place de mesures permettant de sortir de la spirale autodestructrice de l'humanité. Des scientifiques, des acteurs, des actrices, et toutes sortes de personnalités publiques exhortent les élu-es de profiter de leurs mandats pour agir et prendre des décisions fortes, même si cela devait leur coûter une impopularité sans précédent et remettrait en cause certaines libertés individuelles qui ne seraient plus compatibles avec la situation.

Devant l'urgence environnementale, des transformations profondes sont

sans aucun doute nécessaires, avec un impact économique et social certain, mais peut-on, doit-on, est-il seulement possible d'imposer aux peuples un changement de modèle de société aussi important sans que le peuple lui-même soit acteur et responsable du virage pris ?

En premier lieu, nous pouvons penser qu'il est cocasse, en 2018, d'en appeler encore aux pouvoirs publics, aux élu-es, au président, pour prendre la mesure du défi environnemental alors qu'ils-elles ont démontré depuis longtemps leur incapacité à agir. En 1997 déjà, la signature du protocole de Kyoto n'autorisait plus nos représentants à ignorer le danger climatique de nos émissions de gaz à effet de serre. De même en 2002, Jacques Chirac rappelait : "Notre maison brûle et nous regardons ailleurs". Il semble que malgré des discours et des prix, la classe politique continue de regarder ailleurs. Faut-il seulement être surpris par le fait que les responsables politiques ne soient pas à la hauteur lorsqu'il s'agit de défendre le bien commun ? Doit-on encore une fois rappeler dans quel contexte et comment fut créé la sécurité sociale ? Comment fut construit le code du travail ? Comment furent obtenus les droits de vote ?

D'aucuns s'étonnent encore de la passivité des dirigeants du monde entier et poursuivent les appels à l'action. La nomination, puis la démission 15 mois plus tard, de la star de l'environnement qu'est Nicolas Hulot, qui fut ministre d'état, excusez du peu, ne modifie pas la teneur de ces appels alors que ces événements politiques démon-

trent une fois de plus l'inefficacité du système représentatif face aux enjeux communs.

*« Devant l'urgence environnementale, des transformations profondes sont sans aucun doute nécessaires, avec un impact économique et social certain, mais peut-on, doit-on, est-il seulement possible d'imposer aux peuples un changement de modèle de société aussi important sans que le peuple lui-même soit acteur et responsable du virage pris ? »*

Mais la difficulté de prise en main de ces enjeux environnementaux est concentrée dans deux difficultés majeures : Comme tout à chacun, les responsables politiques ne perçoivent pas directement les effets des modifications de notre biotope sur leur vie quotidienne. De plus, ceux-celles-ci sont davantage protégé-es des conséquences attendues. Il est évident que les pays les plus pauvres, géographiquement et économiquement les plus exposés, seront principalement impactés par les dérèglements environnementaux, et dans une même zone géographique, les plus riches bénéficieront des ressources nécessaires à se prémunir des éventuels canicules, déplacements de population, difficultés d'accès aux ressources en eau et alimentaires, ...

A l'image des politiques économiques et sociales, comment faire confiance à la classe privilégiée de la population afin de prendre en main des problèmes dont ils sont relativement protégés?

Pour poursuivre dans l'absurde, comment espérer que des mesures d'une ampleur sans précédent, avec des impacts économiques et sociaux difficiles, puissent être acceptées par des peuples déjà soumis aux inégalités économiques, politiques, culturelles et sociales ?

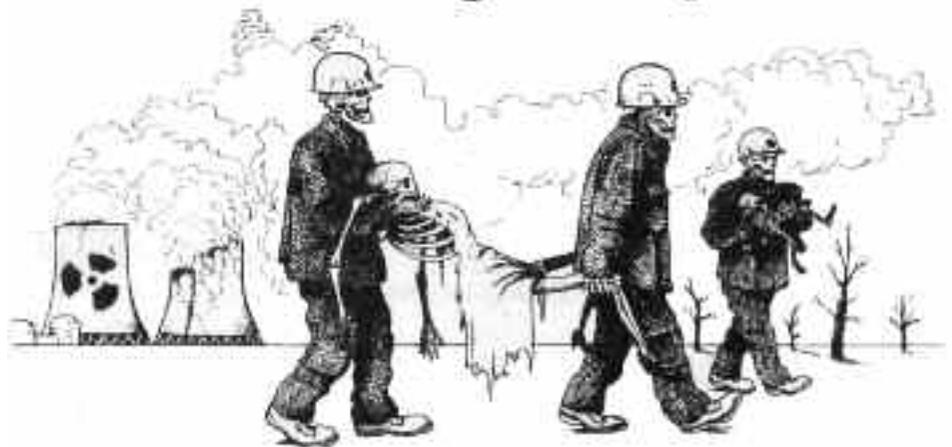
Le surplus d'autoritarisme permettant, dans une sorte d'état d'urgence environnemental, de faire passer en force des mesures impopulaires, n'est pas à souhaiter. Nous tomberions nécessairement dans une société fascisante dont le leitmotiv et les prérogatives environnementales amenuiseraient encore les valeurs de démocratie, d'égalité et de liberté dont nos sociétés sont déjà largement lacunaires.

Continuons dans l'aberration, depuis toujours l'état utilise essentiellement son pouvoir pour réprimer dans la violence les alternatives en actes, comme à Notre Dame des Landes pour ne citer que l'exemple le plus connu de ces dernières années en France. Les pouvoirs publics poursuivent régulièrement les militant-es écologistes ou les paysan-es travaillant à une agriculture respectueuse de son environnement, et promeuvent au contraire les politiques inspirées de lobbyistes de tout poil, repoussant le bien commun à... jamais ! L'état et le capitalisme ont d'ores et déjà le pouvoir et ses représentants appliquent une politique tout à fait à l'inverse des nécessités sociales et environnementales, comment dans ces conditions appeler à plus d'autorité ou plus d'état pour induire une politique en accord avec le bien commun ?

Comble de la tarte à la crème, il faudrait faire confiance aux entreprises capitalistes et aux pouvoirs politiques associés, afin de nous sortir de difficultés qu'ils ont eux-mêmes créées ? Il n'y a aucune raison d'accorder la moindre confiance aux multinationales et leurs actionnaires pour rétablir un équilibre environnemental et social venant contrarier leurs intérêts économiques, et leur position de pouvoir ultra dominante. Le pouvoir est maudit et il n'y a aucune raison qu'il soit soudainement touché par la vertu afin d'appliquer des politiques visant au bien commun. Les classes dirigeantes ont leurs intérêts propres et divergents de ceux des classes populaires. Dans l'état actuel comment définir ce que pourrait être un « bien commun » tant les inégalités et les stratifications économiques et sociales de la société empêchent de déterminer un « commun » ?

*« Comble de la tarte à la crème, il faudrait faire confiance aux entreprises capitalistes et aux pouvoirs politiques associés, afin de nous sortir de difficultés qu'ils ont eux-mêmes créées ? »*

**toute notre énergie sera pour vous!**



Nombres d'experts, économistes ou scientifiques, aimeraient s'affranchir du spectre d'analyse pouvant être résumés dans l'expression de la lutte des classes, pourtant les enjeux économiques et sociaux doivent demeurer au centre de la réflexion environnementale. Les réactions de rejet légitime de propositions telle que l'écotaxe en 2013 doivent être interprétées, non pas comme un refus d'écologiser les politiques économiques et de développement du territoire, mais comme une réaction aux inégalités d'imposition, et au partage injuste des richesses immenses créées par nos sociétés. De même les rôles centralisateurs de l'état ou globalisant de l'économie de marché ne cessent d'être remis en question à l'heure où les alternatives populaires tendent à privilégier la relocalisation démocratique et économique. Là encore les tendances populaires et les volontés oligarchiques divergent totalement.

Alors face à l'urgence environnementale, le danger est de voir s'appliquer arbitrairement des lois en prétextant la nécessité absolue. Toutes celles et ceux voulant se dresser contre des abus autoritaires seraient considéré-es comme des dissidents, des fous antihumanistes, et se verraient nécessairement neutralisé-es d'une manière ou d'une autre. La ficelle est grosse et connue. Naomi Klein appelle Stratégie du choc une politique visant à profiter d'un événement majeur traumatisant, (11 septembre, crise de la vache folle, ...) ou d'une peur parfois créée de toute pièce (effondrement du système social, sentiment d'insécurité, ...) pour mener des guerres, mettre en place des normes et des lois, ou encore faire des réformes qui n'auraient jamais été acceptées par la population en temps normal. Cela même si le « mal » prend déjà sa source dans les guerres, normes et lois précédant les « chocs » que certain-es savent parfaitement exploiter.

Devant les catastrophes annoncées, il est raisonnable de penser que nos chers représentant-es n'hésiteront pas à faire appliquer des mesures exceptionnelles, sans autre concertation ou débat

démocratique, en profitant des aubaines ouvertes par leur inaction durant les 30 dernières années. Ces mesures parachutées du haut seront évidemment préparées, soutenues, orchestrées par les mêmes acteurs politiques, économiques et industriels ayant conduit le monde dans cette impasse productiviste, antisociale, et autoritaire.

Ces appels médiatisés à une politique volontariste, verticale et autoritaire sont irresponsables mais heureusement vains car elle ne serait concrètement pas applicable sans occasionner de résistances évidentes et justes.

N'y a-t-il donc aucune solution face aux défis environnementaux qui réclament notamment des changements radicaux de nos modes de production, de consommation, d'aménagement du territoire, de déplacement, ... ?

Une réponse autoritaire, antidémocratique et capitaliste étant ni souhaitable ni viable, il est évident que la seule solution doit prendre ses racines dans le peuple et doit émerger depuis la base. Seule alternative capable de créer un mouvement suffisamment massif pour répondre aux enjeux inédits se dressant devant l'Humanité. Le virage sociale, économique, démocratique, et environnemental attendu s'appelle tout simplement une révolution. Et les idées internationalistes rappellent depuis le XIX<sup>ème</sup> siècle que les changements radicaux et profonds ne pourraient dorénavant avoir lieu qu'au niveau mondial. La mondialisation de l'économie mondialise automatiquement le sort des prolétaires du monde entier. Si révolution triomphante il doit y avoir, elle serait nécessairement mondiale.

*« Ces appels médiatisés à une politique volontariste, verticale et autoritaire sont irresponsables mais heureusement vains car elle ne serait concrètement pas applicable sans occasionner de résistances évidentes et justes. »*

Hors, sur un terreau d'inégalités endémiques, les catalyseurs de révolutions, ou d'avancées économiques et sociales importantes, sont souvent (toujours ?) des réactions populaires à des événements dramatiques, que ce soit une guerre, une famine, un coup d'état, ... ou une catastrophe environnementale ?

Le contexte environnemental, économique et sociale délétère nous avance peut-être en face d'une situation favorable à l'avènement d'une révolution mondiale capable de bouleverser les rapports de l'humain à son environnement. La révolution mondiale, techniquement difficile à orchestrer au XIX<sup>ème</sup> siècle, mais assurément dans une situation technologique différente au XXI<sup>ème</sup> siècle, serait la seule capable d'être assez radicale, spontanée, prompt pour enrayer le déclin environnemental en cours ?

Impossible de répondre à cette question, mais cette hypothèse révolutionnaire à laquelle nous devrions plutôt appeler, est bien plus séduisante si elle est sociale, environnementale, culturelle et libertaire et ne paraît pas plus farfelue ou inefficace, ni moins probable que les fausses solutions capitalistes qu'on voudrait nous vendre et nous faire avaler.

Évidemment nous n'aurons aucun espace dans les médias de masse pour venir défendre cette thèse, ou permettre de donner une vision antiautoritaire et anticapitaliste des changements à venir, face aux messages convenus délivrés par les pantins d'un jour. Mais la force d'une idée révolutionnaire est de faire son propre chemin en dehors des autoroutes construites pour diffuser les idées autoritaires, productivistes et destructrices, les idées capitalistes.

Jean-Sébastien  
Groupe de Cherbourg de la FA

# Repenser l'antimilitarisme aujourd'hui

Si l'Europe et les Etats-Unis vivent globalement en paix sur leur territoire depuis la Seconde Guerre mondiale ce n'est pas le cas du reste du monde : Syrie, Yémen, République démocratique du Congo, pour ne citer que quelques pays. Pourtant les signes de la guerre chez nous n'ont pas disparu, et la France connaît une militarisation importante, permise notamment par l'état d'urgence, que les attentats ont légitimé y compris au sein de la population. Mais plus encore que chez nous, c'est chez les autres que nous exportons la guerre : matériel militaire, opérations militaires, en Libye, au Mali, en Irak, néo-colonialisme pour capter les richesses etc. Il ne faut donc pas se laisser tromper par notre situation européenne : si nous vivons en paix ce n'est pas le cas de l'humanité en général, et la guerre permanente qui est conduite dans le monde est bien souvent le fait de nos gouvernements. Et même si la guerre n'est pas d'actualité chez nous il n'en est pas de même de l'esprit militaire.

Aujourd'hui, la militarisation a bonne presse : les soldats patrouillent, les reportages chantent les louanges des soldats français en mission, les campagnes de publicité ont pignon sur rue. En 2016 87% des Français avaient encore une bonne opinion de l'armée, en faisant la deuxième institution la plus appréciée après l'hôpital. Pourtant qu'en sait-on réellement ? Les données sont dures à trouver du fait d'une interdiction de l'ethnographie ou des travaux qualitatifs, les scandales sont étouffés en interne et nous sommes donc condamnés à ingurgiter la vision officielle, celle qui défile sur les Champs-Élysées le 14 Juillet. Dans ces conditions la critique éclairée est deve-

nue difficile.

Que reste-t-il alors de l'antimilitarisme ? Presque rien.

Il est pourtant fondamental de lui réinsuffler la vie.

## *Qu'est-ce que l'antimilitarisme ?*

L'Encyclopédie anarchiste définit le militarisme de la façon suivante : « Le militarisme est un système qui consiste à avoir et entretenir des militaires, des armées. Son but essentiel et avoué est la préparation de la guerre. Le recrutement d'une armée permanente ; l'or-

ganisation des cadres d'une armée de réserve ; l'accumulation, la mise en service, le maintien en état de servir d'un matériel de guerre toujours plus moderne, plus perfectionné, bref, c'est l'organisation préalable de la guerre. Cette organisation colossale, mise à la disposition des gouvernements, leur permet de poursuivre un double but : pouvoir lutter contre les gouvernements étrangers en cas de conflit entre eux et avoir sous la main un appareil formidable de répression violente en cas de soulèvement populaire. Les gouvernements ont un absolu besoin de l'armée tant





contre leurs ennemis de l'extérieur que contre ceux de l'intérieur ».

L'antimilitarisme est l'opposition au militarisme. L'armée, belliciste, impérialiste, hiérarchique et nationaliste est évidemment une des faces du militarisme.

Décomposons ces termes. La dimension belliciste recouvre le fait que l'armée, au service d'un État, va systématiquement servir les intérêts du pouvoir, en menant par exemple des guerres coloniales, des guerres extérieures, ou en effectuant des opérations de maintien de l'ordre pour « maintenir l'ordre public ». Il n'est pas étonnant que l'armée soit utilisée dans plusieurs pays comme une arme politique, ce que les révolutions arabes ont tristement montré. La dimension impérialiste découle strictement de ce premier point : l'armée comme instrument de gouvernement est le moyen pour un État d'im-

poser son pouvoir à une population, et notamment aux populations qui n'ont pas les mêmes outils pour se faire entendre. Les guerres menées récemment par les États-Unis, comme la seconde guerre d'Irak, sont caractéristiques d'un impérialisme visant à défendre des intérêts américains à l'étranger. La France n'est évidemment pas en reste avec son opération en Libye ou au Mali. Le pendant de ces deux premiers éléments est la dimension nationaliste de l'armée : une armée défend un territoire national et met en avant la Nation, les frontières, et pourquoi pas l'esprit d'un peuple ou ses traditions. Tant d'éléments auxquels les anarchistes s'opposent. Enfin l'armée s'organise de façon hiérarchique, avec un commandement et des obéissants, elle reconduit une domination de l'homme (humain) par l'homme (humain).

On ne peut pour autant reprocher aux anarchistes de défendre la paix à tout prix : la lutte armée est nécessaire

dans certaines conditions, notamment en cas de défense. Mais la conceptualisation libertaire de la lutte armée rompt avec les différents présupposés du militarisme actuel : elle est non-belliciste, anti-impérialiste, non-hiérarchique et internationaliste. Nous en avons quelques exemples historiques avec l'Ukraine makhnoviste et l'Espagne en 1936.

L'antimilitarisme s'oppose ainsi autant à l'usage guerrier de l'armée qu'à son esprit, autant à la guerre qu'au militarisme. Pourtant il nous faut distinguer les deux : si la guerre est absente, le militarisme se porte très bien.

#### *Les formes du militarisme actuels*

Il nous faut rappeler une fois de plus qu'être militaire c'est avant tout être au service d'un État. Il faut ainsi se défaire de la propagande médiatique et gouvernementale présentant l'armée

sous la forme d'un nouveau développement personnel, permettant réalisation de soi, camaraderie et protection des civils. Au-delà de certaines compétences spécifiques triviales, comme le fait de se protéger d'une agression extérieure, ce qui n'est plus le cas pour les pays occidentaux depuis des années, le rôle de l'armée est irrémédiablement le même, maintenir l'ordre et gérer les populations. Il nous faut rappeler encore une fois que malgré les campagnes publicitaires qu'on retrouve des abris bus aux écoles, l'armée n'est pas ce choix de vie bénin qu'on essaye de nous faire avaler, une vocation comme une autre. C'est par les actions militaires que les États assoient leur impérialisme et leur pouvoir sur le territoire. Si la guerre ne fait plus parti de notre paysage immédiat, le militarisme se nourrit de la « nécessité » pour l'État de se défendre face à des ennemis extérieurs, Daesh par exemple, mais également face à des ennemis intérieurs : les terroristes, et plus largement certaines classes de populations soupçonnées de trahison envers leur patrie (les zadistes, certains écologistes radicaux, les musulmans pour certains, les juifs pour d'autres, et enfin tous ceux qui n'adhèrent pas au grand récit national, pour les plus nationalistes). L'armée est un outil de domination aussi bien physique qu'idéologique, amenant à la constitution d'une identité commune contre des déviations identifiées comme néfastes.

Plus que la guerre meurtrière - qui peut cela dit toujours revenir ! - (il y a moins de morts chaque année dans l'armée française que de dans l'industrie du bâtiment) c'est la militarisation de la société qui apparaît ici et maintenant problématique. Il faut ainsi réactualiser l'antimilitarisme en ne ciblant plus seulement la fonction impérialiste de la guerre comme aux XIX<sup>ème</sup> et XX<sup>ème</sup> siècles mais aussi la fonction sociale de l'armée par le biais de la militarisation de nos sociétés et de nos esprits.

A quoi sert l'armée ? Au-delà de la gestion des frontières et des flux de population, elle sert aussi à rassembler.

Rassembler par une fiction commune, une identité nationale universaliste qui se voudrait méritocratique et inclusive. L'École, chancelante, ne parvenant pas à enrayer la reproduction sociale, l'armée a l'image d'une institution plus méritocratique et égalitaire, au sein de laquelle l'ascension sociale est possible. Plus encore, il s'agit d'une institution sociale privilégiée à l'époque où la mondialisation effrite les solidarités nationales : elle devient le lieu du recroquevillement nationaliste. Pas de surprise donc si les fascistes adulent l'armée comme une réalisation utopique de leur société rêvée : l'ordre, le commandement, l'organisation, la subordination et la hantise des différences y règnent. On peut illustrer cela clairement avec des épisodes d'humiliations homophobes ou sexistes. Difficile dans ce cadre de ne pas comprendre l'image positive actuelle de l'armée comme un signe d'une droitisation de la société. La militarisation est ainsi partout visible - patrouilles, surveillance, fichage - avec pour cela l'usage d'outils toujours plus perfectionnés. D'ailleurs, le capitalisme a lui aussi flairé le filon : de plus en plus d'armées sont des armées privées, de mercenaires, combattant pour le plus offrant.

Pourtant peut-on vraiment dire que l'armée est un modèle universaliste ?

Regardons en effet la sociologie de l'armée. Qui s'engage comme simple soldat, qui est envoyé pour mourir dans des missions dépourvues de sens, qui paye le coût des décisions gouvernementales ? Est-ce le patronat, les ministres, les patrons d'industrie ? Non, ce sont généralement des jeunes hommes et femmes issus de classes populaires et/ou de l'immigration. La chair à canon militaire, puisqu'au fond il s'agit de cela plus que d'une formation ou de l'apprentissage de compétences comme les spots télévisés nous le répètent inlassablement, est composée des pauvres, des démunis, qui voient dans l'armée une échappatoire positive à un système éducatif boiteux. Les jeunes gens diplômés, qui ont fait des études, qui viennent de familles plus aisées, ne sont pas soldats,

mais officiers. Ici l'analyse de classe la plus caricaturale trouve hélas sa concrétisation : loin d'être la grande muette politique, l'armée reproduit et amplifie la domination de classe au service des intérêts étatiques. En réalité ce qu'on y observe c'est avant tout le broyage des individus dans une grande machine : elle les avale tout frais puis les recrache une fois usés. La grande muette se désintéresse de ses soldats une fois qu'ils sortent de l'institution : quels soutiens pour les traumatismes, les blessures, le retour à la vie civile ?

### *Réactualiser la critique*

Il est donc important de réaffirmer et de réactualiser la position anarchiste de l'antimilitarisme. Il nous faut rappeler que l'esprit militaire est concomitant au nationalisme, à la discipline, à la domination de l'humain par l'humain, et qu'il est intrinsèquement un allié des conservateurs et des fascistes de tout poils (sans oublier bien sûr les industriels qui profitent très largement des opérations militaires).

Nous ne soutenons aucune armée, qu'il s'agisse de l'armée des soviets ou de l'armée de métier. Il nous semble au contraire important de souligner que la militarisation des esprits, l'habitude de la soumission à cette institution et la normalisation de la présence militaire sont dangereuses, néfastes et funestes. Dangereuses car elles habituent à la docilité, à la surveillance, à l'auto-contrôle ; néfastes car l'esprit militaire empêche toute liberté de pensée, il est que soumission ; funestes car nous pensons que rien de bien ne peut sortir de ces principes. En cela il est temps de prendre en compte le phénomène de militarisation de la société et des esprits, de réactualiser et réactiver la critique de cette utopie guerrière. Il n'y a pas de guerre juste, il n'y a pas d'armée saine. Guerre à la guerre, mais surtout mort aux Armées.

Groupe Graine d'Anar, Lyon.

# Enfants soldats, les oubliés des guerres.

Octobre 2018

Les enfants soldats, nous n'aimons pas trop en parler. Parce que dans nos contrées, l'enfance c'est un peu sacré, c'est un peu un moment sensé être joyeux. Même si ce n'est pas totalement vrai, que des horreurs arrivent ici aussi, nous avons quand même du mal à imaginer nos bambins une armes en bandoulière et tuant des gens.

Pourtant, il existe 20 pays où officiellement, du moins sans que cela ne dérange trop, des enfants sont enrôlés dans l'armée ou dans des groupes armés. Les voici : Afghanistan, République centrafricaine, République Démocratique du Congo, Irak, les territoires palestiniens, Liban, Libye, Mali, Birmanie, Somalie, Soudan du Sud, Soudan, République arabe syrienne, Yémen, Colombie, Inde, Nigéria, Pakistan, Philippines, Thaïlande.

Cette liste n'est bien entendu pas exhaustive, car certaines situations ne sont pas connues.

Oui, dans le monde, des adultes n'ont aucun scrupule à envoyer des enfants à la guerre. Selon l'UNICEF, le recrutement peut commencer à l'âge de 7 ans. Vous avez bien lu.

Contrairement à une idée reçue, le « garçon africain à la kalachnikov » n'est pas le seul à être enrôlé. C'est plus de 20 zones de guerre (en lien avec les pays cités ci-dessus) qui voient se mettre en place la logique mortelle du recrutement d'enfants. Ainsi nous pouvons noter qu'une grande proportion de filles est présente dans les conflits asiatiques. La Birmanie est

d'ailleurs un des principaux recruteurs d'enfants soldats. En Amérique du Sud c'est en Colombie que la situation est la plus préoccupante, et ce depuis 1964. Avec là aussi une présence forte de jeunes filles.

Mais pourquoi recrutent-ils des enfants ? Parce qu'ils sont corvéables à merci, et qu'ils peuvent assurer des tâches militaires précises : garde du corps, espion, garde, combattant, patrouilleur, bombes vivantes. Parfois, ils sont associés à une mystique et servent de sorte de gri-gri pour les combattants. Mais aussi parce que l'endoctrinement de jeunes enfants intellectuellement malléables est assez simple par rapport aux adultes et qu'en prime c'est un outil de terreur face à l'ennemi : la cruauté enfantine impressionne toujours énormément.

Il n'y a pas de limite dans l'horreur,

les enfants sont aussi souvent là pour servir l'appétit de domination sexuelle des soldats adultes.

Plusieurs études démontrent que ces enfants sont, comme leurs corolaires adultes, souvent drogués pour tenir le choc dans les conflits.

Mais le plus cynique est sans doute le fait que l'industrie de l'armement s'adapte à leur présence. Depuis un certain nombre d'années, nous voyons fleurir des armes plus légères qui s'adaptent aux petites mains, de matériels moins lourds que des enfants peuvent plus et mieux transporter. Vous croyez que ces armes viennent de quel pays ? Oui, baissez les yeux sur votre carte d'identité, c'est écrit dessus.

Il existe bien des textes internationaux, signés par 105 états, qui tentent de mettre un cadre à tout cela et à in-



terdire les enfants soldats. Les fameux Engagements de Paris couplé aux Principes de Paris. Mais ces engagements sont souvent piétinés, même par les états signataires, quand un conflit s'ouvre ou que le business est à faire.

Il n'est pas rare que dans le soutien apporté par des forces militantes progressistes des pays riches, le fait que celles et ceux qui sont soutenus aient recours à des enfants soldats soit volontairement ignoré. C'est là aussi une démonstration des limites éthiques élastiques que nous pouvons avoir, mais aussi de notre manque de prise en compte des enfants dans nos positions politiques en général.

Si l'UNICEF tente avec quelques associations d'aider ceux qui ont survécu à reprendre une vie normale, force est de constater que très peu est fait pour aider les ex-enfants soldats à retrouver un équilibre de vie. Le sujet est d'ailleurs rarement évoqué. Comme un tabou.

Il n'y a pas de chiffre précis d'enfants soldats dans le monde, mais certaines sources avance l'idée que ce serait plus de 300 000 enfants qui sont aujourd'hui concernés. Nous sommes face à un phénomène de masse.

Alors il est important que nous les mettions en lumières. Mais sans doute aussi que nous soyons plus critiques des soutiens que nous apportons. Ne faisons pas comme toujours des enfants des « sous individus » ou une part négligeable de la société.

A nous aussi de rappeler notre antimilitarisme, mais aussi notre attachement à une vie sereine pour toutes et tous, enfants compris.

Je n'ai pas de solution simple et toute faite. Mais en parler, c'est déjà commencer à construire.

Fab- Graine d'anar – Lyon



**Un anarchiste est  
quelqu'un qui marche  
scrupuleusement entre  
les clous parce qu'il a  
horreur de discuter avec  
les agents.**

**Georges Brassens**

# « Titi, viens voir ces soldats, ha ha. Ça c'est une armée ! »

« Les fusils étaient posés au sol sur des trépieds et les gosses étaient allongés en position du tireur. J'ai été très choquée et je n'ai pas été la seule. » raconte une témoin.

Ce qu'elle a vu, elle ne l'a pas vu à la télé dans un énième reportage sur les enfants soldats en République centrafricaine, du côté de Daesh ou au Yemen... Non, ce qu'elle a vu, là, juste devant elle, s'est passé dans une école primaire française. Jules Ferry, c'est le nom de l'école et c'est La Libre pensée qui a dévoilé ce qui risquait d'être tu :

Le 20 septembre 2018, des mêmes, dans le cadre scolaire, en train de manipuler des fusils d'assaut Famas...

Comment en est-on arrivé là ?

Simplement en laissant fricoter une municipalité avec la grande muette kaki. Depuis environ 18 mois, Surgères, petite ville charentaise, est mar-

raïne du 515<sup>e</sup> régiment du Train, suite à un vote à l'unanimité du Conseil municipal. Une marraine dans Cendrillon, ça transforme une citrouille en carrosse. Pour la Mairaine, à Surgères Il s'agit de changer l'image de l'armée, souvent associée à la guerre, alors que c'est elle le garant de notre sécurité ; » dit Madame la Maire divers droite. « Les militaires correspondent avec les élèves de l'école Jules-Ferry, par des rencontres et des lettres. Le but est sympathique et chaleureux. » Je veux mon neveu !

Alors quand les « marche-au-pas » passent dans le secteur. Z'ont juste envie d'aller faire la bise aux mêmes. Et pourquoi ne pas en profiter pour leur montrer de bien beaux joujoux...

Donc, ce 20 septembre, une délégation de militaires s'est donc déployée sur la place, mais aussi à l'intérieur de l'école Jules-Ferry et du collège Hélène-de-Fonsèque. Avec plus de 20 vé-

hicules de transport, protégés et blindés, sans oublier l'armement qui va avec.

Le 9 octobre 2015, c'est en Moselle, à Flastroff, que des soudards ont laissé jouer les mômes de l'école primaire avec des Famas.

Y a comme une belle histoire d'amitié entre l'Education Nationale et la Défense tout aussi Nationale :

Le protocole du 23 septembre 1982 signé entre deux ptérodactyles du PS, Charles Hernu et Alain Savary : Il donne l'esprit de la collaboration qui doit s'instaurer entre les deux institutions. Il part du principe que l'éducation est un acte global, non réductible aux activités scolaires ; que l'esprit de défense est une attitude civique non limitée aux activités militaires.

Parmi les mesures : Développement d'actions visant à concourir à la promotion de l'esprit de défense dans les activités éducatives. Comme un coup de froid dans le dos...

Le protocole du 25 janvier 1989 signé entre deux stégosaures du PS, Jean-Pierre Chevènement et Lionel Jospin. Il renforce le précédent et propose comme principe : « l'école et la défense ont un même objectif : la liberté ». On ne rigole pas...

Parmi les mesures : La Défense nationale est désormais inscrite dans les programmes d'éducation civique des écoles et des collèges. Le Ministère de la Défense mettra à la disposition du Ministère de l'Education, de la Jeunesse et des Sports des moyens maté-



riels-fiches, documents audiovisuels- et humains pour aider les instituteurs et les professeurs des collèges à assurer leur enseignement sur les questions de défense pour lesquelles ils n'ont, en général, reçu aucune formation particulière.

Le protocole du 11 avril 1995 signé sous la présidence de François Mitterrand mais en fin de cohabitation entre François Léotard pour la Défense et François Bayrou. Il vise à l'intégration de l'esprit de défense dans les programmes, à la sensibilisation et à la formation des enseignants.

Parmi les mesures : Le renforcement et la généralisation de la formation à l'esprit de défense, dans toutes les disciplines et à toutes les catégories de personnel (enseignants, formateurs en IUFM, personnel d'encadrement des établissements) ...

Et enfin, le protocole du 31 janvier 2007 entre Gilles de Robien et Michèle Alliot-Marie.

Il vise à faire de tout jeune Français un citoyen formé, inséré socialement et professionnellement, et engagé dans la vie de la nation.

Parmi ses objectifs, plus précisément : Donner à l'enseignement de défense sa juste place dans la formation des futurs citoyens et dans la vie intellectuelle de notre pays. Contribuer à l'emploi des jeunes et à l'égalité des chances.

On notera la forte propension aux différents gouvernements de gauche à mettre les mêmes entre les pattes des militaires.

Longue tradition de va-en-guerre pour cette gauche qui se réclame de Valmy et de cette révolution de 89 qui permettait enfin aux hommes du peuple d'accéder aux grades d'officier. Le fameux sang impur dont parle notre chanson belliciste nationale.

Jaurès ? Son assassinat ainsi que son pacifisme de circonstance ont fait oublier qu'il militait pour « la nation en arme » un peu sur le modèle suisse avec des milices, une préparation militaire

dès l'âge de dix ans puis, à vingt ans, six mois de caserne et enfin des exercices jusqu'à trente-quatre ans. Au final, des citoyens longtemps armés, longtemps soldats... « Le pouvoir est au bout du fusil. Le fusil est au fond du placard... ».

Dites, les parents, les enseignants, les voisins, les amis... Vigilance extrême ! Il n'est pas question de laisser les

« marche-au-pas » faire jouer les mômes aux petits soldats.

Non à l'embrigadement et au conditionnement des jeunes. Non au lien armée-nation.

Exigeons l'abandon du projet de service national universel obligatoire.

Bernard  
Groupe d'Aubenas



# Culture populaire et culture militaire, Ces chanteurs, dessinateurs, ou écrivains qui disent non

Avec une pensée pour Pétillon

Le discours officiel sur la guerre de 14-18 qu'il soit belliciste ou pacifiste, qu'il s'inscrive dans la construction des identités nationales ou dans l'édification d'une Europe libérale, est rarement dénué d'arrière-pensées politiques. Les discours alternatifs non plus, d'ailleurs, mais eux ne se drapent pas dans un récit pseudo-objectif. Ils assument leur subjectivité – et ça fait toute la différence. Alors, arbitraire pour arbitraire, pour commémorer à notre façon le siècle de paix, de justice sociale et de fraternité internationale qui est le nôtre depuis la fin de la der des ders (il faut sauver l'uchronie !), voici trois exemples tirés presque au hasard, de la culture populaire : Brassens, Tardi, Pécherot. Trois points de vue sur la Grande Guerre, situés du mauvais côté de la mire : celui des fusillés pour l'exemple.

Allons enfants de l'apatricie,  
Brassens contre Rouget de Lisle

Les Patriotes  
Georges Brassens

*Les invalid's chez nous, l'revers de leur médaille*

*C'est pas d'être hors d'état de suivr' les fill's, cré nom de nom,*

*Mais de ne plus pouvoir retourner au champ de bataille.*

*Le rameau d'olivier n'est pas notre symbole, non !*

*Ce que, par-dessus tout, nos aveugles déplorent,*

*C'est pas d'être hors d'état d'se rincer l'œil, cré nom de nom,*

*Mais de ne plus pouvoir lorgner le drapeau tricolore.*

*La ligne bleue des Vosges sera toujours notre horizon.*

*Et les sourds de chez nous, s'ils sont mélancoliques,*

*C'est pas d'être hors d'état d'ouïr les sirènes, cré de nom de nom,*

*Mais de ne plus pouvoir entendre au défilé d'la clique,*

*Les échos du tambour, de la trompette et du clairon.*

*Et les muets d'chez nous, c'qui les met mal à l'aise*

*C'est pas d'être hors d'état d'conter fleurette, cré nom de nom,*

*Mais de ne plus pouvoir reprendre en chœur La Marseillaise.*

*Les chansons martiales sont les seules que nous entonnons.*

*Ce qui de nos manchots aigrit le caractère,*

*C'est pas d'être hors d'état d'pincer les*

*fess's, cré nom de nom,*

*Mais de ne plus pouvoir faire le salut militaire.*

*Jamais un bras d'honneur ne sera notre geste, non !*

*Les estropiés d'chez nous, ce qui les rend patraques,*

*C'est pas d'être hors d'état d'courir la gueus', cré nom de nom,*

*Mais de ne plus pouvoir participer à une attaque.*

*On rêve de Rosalie, la baïonnette, pas de Ninon.*

*[...] Quant à nos trépassés, s'ils ont tous l'âme en peine,*

*C'est pas d'être hors d'état d'mourir d'amour, cré nom de nom,*

*Mais de ne plus pouvoir se faire occire à la prochaine.*

*Au monument aux morts, chacun rêve d'avoir son nom.*

Dans cette chanson de 1976 passent encore les gueules cassées de la Grande Guerre. Face au défilé de la clique, Brassens riposte par une structure rigoureuse : il fait marcher au pas une collection de soldats de plomb – et de bois : aveugles, sourds, muets, manchots, estropiés... Entre le deuxième et le quatrième vers de chaque strophe, il présente, naturellement associées à cha-

cun des sens, deux conceptions antinomiques, l'amour et la mort, exprimées à l'infinif : suivre les filles, se rincer l'œil, pincer les fesses (mais quand donc commence le harcèlement ?!), mourir d'amour... qui s'opposent à retourner au champ de bataille, lorgner le drapeau tricolore, faire le salut militaire, se faire occire à la prochaine...

Brassens ne s'en prend pas à une idéologie (militarisme, nationalisme...) mais à ceux qui la portent, seulement désignés par leur handicap. Il tire sur l'ambulance, et tourne en dérision les invalides de guerre que l'État avait érigés en héros. Pourquoi s'en prendre aux victimes plutôt qu'aux criminels ? Ce qu'il leur reproche, ce n'est pas leur handicap physique mais leur patriotisme, perçu comme une infirmité intellectuelle. C'est leur manque de défenses immunitaires contre l'idéologie dominante alors même qu'elles en sont le cœur de cible. Étrange syndrome de Stockholm où les martyrs se font les complices de leurs bourreaux. À la cruauté de la situation, Brassens réplique par sa férocité poétique : il lutte, politiquement, contre l'idéologie militariste, en s'en prenant, esthétiquement, à la musique militaire – dont on sait ce qu'elle est à la musique : loin des « échos du tambour, de la trompette et du clairon », il est « celui qui passe à côté des fanfares Et qui chante en sourdine un petit air frondeur » (Le Pluriel). Rythmiquement pour évoquer la marche martiale, il choisit l'alexandrin, dont la solennité se boursouffle en monstrueux vers de 14 syllabes – tétralogie du tétradécasyllabe. Son esthétique personnelle est tout autre : aux rythmes binaires de l'alexandrin, il préfère l'impair, comme Verlaine, sans rien sur lui qui pèse ou qui pose, pentasyllabe (Les Ricochets), heptasyllabe (Les Lilas), ennéasyllabe (Au Bois de mon coeur) ... C'est en musicien qu'il combat le bellicisme : il change nos représentations grâce à ses chansonnettes qui nous touchent plus sûrement que les discours officiels. Ici, il prend à contre-pied deux chansons du patrimoine national : La

Marseillaise, tout d'abord, dont les paroles, si elle était un jeu vidéo, seraient interdites aux moins de 18 ans tant elles contiennent des scènes de violence explicite. Mais, implicitement – « On rêve de Rosalie, la baïonnette, pas de Ninon » – Brassens vise aussi le chansonnier Théodore Botrel qui, en 14-18, a soutenu le moral des troupes avec La Rosalie (la baïonnette) : « Rosalie est élégante Sa robe-fourreau collante – Verse à boire ! – La revêt jusqu'au quillon Buvons donc ! Mais elle est irrésistible Quand elle surgit, terrible, – Verse à boire ! – Toute nue » Eros, Thanatos Dionysos. Les femmes, la guerre, l'alcool, dans un même cocktail phallo-

crate. Il n'y a pas, comme chez Brassens, opposition, mais collusion entre l'amour et la mort.

Face à ce culte mortifère du militarisme, face à cette culture officielle, Brassens oppose son amour de la vie, son pacifisme sans concession ; et on a bien besoin d'entendre, parfois, une voix singulière et libre, qui chante La Mauvaise herbe : « Quand l'jour de gloire est arrivé, Comm' tous les autr's étaient crevés, Moi seul connus le déshonneur De n'pas êtr' mort au champ d'honneur. Je suis d'la mauvaise herbe, Braves gens, braves gens, C'est pas moi qu'on rumine Et c'est pas moi qu'on met en gerbe... »



Putain de BD !

Tardi monte au front

La grande affaire de Tardi, c'est la guerre de 14 ; c'est un leitmotif esthétique, une obsession idéologique. Il revient à la charge, dans son œuvre graphique, de façon récurrente. Son diptyque, Putain de guerre, s'attache à déconstruire les discours officiels : les discours religieux et scolaires, ainsi, se rejoignent comiquement : « Les "rôtisseurs de la Pucelle, selon le curé [les Anglais], voulaient bouffer du Hun. [...] Nos "ennemis héréditaires" [les Anglais], selon l'instituteur, voulaient enfoncer les lignes de notre ennemi commun [les Allemands]. Moi, je vous le dis, dans toute cette affaire, je n'avais pas d'ennemi et je trouvais ça un peu fort qu'on m'ait envoyé là où j'étais. » Mais l'instituteur et le curé ne font ici que relayer le discours de leurs autorités de tutelle : « La mobilisation n'est pas la guerre. Dans les circonstances présentes, elle apparaît, au contraire, comme le meilleur moyen d'assurer la paix dans l'honneur », affirme le Président Poincaré ; l'évêque Baudrillart surenchérit : « Je pense que ces événements sont fort heureux, il y a quarante ans que je les attends. La France se refait, et selon moi, elle ne pouvait pas se refaire autrement que par la guerre qui la purifie. » Dix ans après la douloureuse séparation de l'Église et de l'État, les bonnes volontés se rejoignent, dans l'amour spirituel du Christ comme dans l'amour laïque de la paix ! Certains hommes de lettres célèbrent également l'esthétique de la guerre. Comme Charles Péguy, Paul Bourget s'enthousiasme : « C'est encore une des surprises de cette guerre et l'une de ses merveilles, le rôle éclatant qu'y joue la poésie. »

Graphiquement, Tardi combat ces discours officiels de différentes façons : il place son carnet à dessins à hauteur d'homme – et son narrateur anonyme, est bien conscient de sa propre insignifiance : « Après tout, un pauvre, ça crève dans l'indifférence totale. » Il s'exprime

à travers un nous ou un on théorique, équivalent linguistique du soldat inconnu. Moins qu'un actant, il est un regard, un relais du lecteur, qui lui permet de voir ce qui relève, bien souvent, de l'innommable. Tardi invente un langage graphique pour exprimer ce qui semble inaccessible à la parole. Ces corps morcelés, écorchés dont on ne sait si le compte-rendu graphique procède de la planche d'anatomie ou de la vue en éclaté, forment autant de puzzles insolubles. Le travail de la couleur est très particulier ; le rouge garance des pantalons ou du sang, le bleu des vestes, ressortent sur des teintes généralement plus pastel. Sur fond de neige, cela forme un drapeau tricolore peu ragoutant.

Tardi démontre que le bellicisme n'est qu'un des aspects d'autres pathologies croisées, le racisme et ses avatars américains ou européens, (esclavagisme ou colonialisme, avec ces Noirs sous-équipés dont il ne faudrait pas faire des héros), ou le capitalisme des magnats de l'industrie, Schneider, St Chamond, Fiat, Krupp, Vickers, Renault... Le capitalisme aussi, c'est la guerre. Les décisions de l'intelligence militaire – dont on sait ce qu'elle est à l'intelligence – et les progrès technologiques sont ridiculisés, souvent par des ellipses narratives (l'aéroplane, le zeppelin) ; ils succèdent aux anachronismes hallucinants – cette joute équestre digne du Moyen Âge entre hulans et dragons. Tardi pointe ainsi non pas une guerre d'un autre temps, mais une guerre qui devrait n'être d'aucun temps. Au niveau de la structure, chaque page est généralement divisée en trois vignettes, permettant certaines variations originales (portrait en médaillon, ligne de tir d'une mitrailleuse, verticalité de la montagne). Parfois, certaines de ces doubles pages se répondent, soulignant graphiquement la symétrie des situations dans les deux camps ; quoi qu'en disent les chefs d'État, les religieux, les hommes de Lettres, même, il n'y a pas les bons d'un côté et les méchants de l'autre. Les si-

tuations sont interchangeable, la démonstration est graphique. Car il s'agit de lutter par l'image, contre l'iconographie officielle, contre ces cartes postales édifiantes, documents de propagande, présentées en fin d'ouvrage par J.-P. Verney. Dans un entretien avec Luc Révillon, Tardi s'en prend violemment aux travaux de l'Historial de Péronne qui estime que certains combattants consentaient à la guerre : « Je trouve [...] scandaleuse cette idée d'un sacrifice librement consenti. [...] Il y a l'Historial de Péronne et ses historiens, mais il y a aussi l'école de Craonne dont je me sens beaucoup plus proche. Les mutineries, dont Craonne est le lieu symbolique, ne sont pas récupérables sous prétexte que ces refus d'obéissance ne vont pas dans le sens de ce qu'il est bon d'enseigner ou de vendre aux jeunes générations ». Avec Tardi, la bande dessinée s'inscrit dans un contre-discours.

*Il faut sauver le soldat Jonas,  
Patrick Pécherot*

Dans son roman noir Tranchecaille, Patrick Pécherot met en scène le capitaine Duparc, chargé de la défense du 2<sup>e</sup> classe Jonas accusé d'avoir assassiné son supérieur. Jonas, idiot ou réfractaire ? C'est à la Justice militaire – dont on sait ce qu'elle est à la justice – de trancher. Mais l'enquête n'est pas simplement factuelle. Elle est, surtout, culturelle, tant elle fait référence à des chansons, à des auteurs, à des journaux différents ; et on comprend rapidement que, ce qui sera jugé là, ce n'est pas tant les faits eux-mêmes que le risque d'une insubordination : il faut faire un exemple.

Les références culturelles sont fournies, et avant de s'achever sur La Chanson de Craonne, le roman aura évoqué nombre d'hymnes du parti de l'ordre (Vous n'aurez pas l'Alsace et la Lorraine, « La Madelon ; Sambre et Meuse. Un fameux concert, tout en cuivres et en grosse caisse », et surtout La Marseillaise ; mais certains entonnent aussi des chants moins patriotiques, comme La

Semaine sanglante, et une partie de l'enquête consiste à les identifier : « – Vous avez chanté L'Internationale, oui ou non ? – J'aurais aussi bien chanté autre chose. Les légionnaires, ils chantent le boudin, ça en fait-y des charcutiers ? »

Rimbaud, Sully Prudhomme, Pindare, Nietzsche, nombreux sont les écrivains et intellectuels à être convoqués à la barre. Certains d'entre eux constituent de véritables indices idéologiques, Barbusse, Dorgelès, Genevoix, Zola, d'un côté, Léon Daudet, Auguste Le Bon de l'autre ; mais les pistes sont brouillées, car certains changent leur fusil d'épaule : « M. Gustave Hervé, qui dirige La Victoire, journal de haute tenue, a commis jadis des pamphlets anarchistes dans un brûlot, La Guerre sociale. » Nombreux sont les titres de presse à être ainsi évoqués, Le Petit journal, L'Action française, Le Clairon du poilu ou Le Petit Parisien : « L'ouragan d'acier passe sur nos têtes sans nous émouvoir. C'est féérique » ; mais là encore, l'identification idéologique des titres évoqués n'est pas toujours facile : « Le Bonnet rouge, il est passé par toutes les couleurs. Celles de l'union sacrée comme les autres. Un coup contre la guerre, un coup pour l'armée. [...] Vous connaissez son patron, Almeyreda. Il se veut anarchiste, c'est un arlequin. Pour composer ses articles, les encres Lorilleux n'auront bientôt plus assez de teintes à leur palette. »

Patrick Pécherot le démontre : face au bourrage de crâne de la propagande officielle, la culture populaire peut parfois être le lieu d'une résistance à la domination culturelle. Il évoque la généalogie dans laquelle il s'inscrit, qui passe par Sherlock Holmes, Rouletabille, Gaston Leroux, Léo Malet ou encore Gustave Le Rouge – l'auteur du Voleur de visages, précise-t-il, pas celui de la collection « Patrie », qui produit, pendant la guerre, des récits de propagande – car il ne suffit pas qu'une culture soit populaire pour qu'elle soit progressiste. Si bien qu'entre ces différents discours, of-

ficiels ou subversifs, c'est au lecteur de faire sa propre investigation, son propre parcours. L'auteur reprendra le même principe avec Hével, son dernier roman. D'ailleurs, une allusion discrète unit peut-être ces deux récits : « Vanité, tout est vanité », peut-on lire dans Tranche-caille. C'est ainsi que le mot hébreu hével est traduit, dans L'Ecclésiaste.

#### Conclusion :

Chanson, bande dessinée, roman noir... les formes de la culture populaire offrent parfois de la Grande Guerre, dans leur langage propre, une image alternative à celle du discours officiel. Mais prudence : la capacité du système à assimiler les propos les plus contesta-

taires est grande. On a demandé à Brassens d'entrer à l'Académie française ; Tardi s'est vu proposer la Légion d'honneur. Tous deux ont refusé. Bientôt nos institutions réaliseront que Patrick Pécherot est digne de figurer à leur tableau de chasse. Il est bien sûr seul maître de la réponse qu'il apportera. Mais, sans doute, au moment suprême, quelques notes de Brassens lui trotteront-elles en tête : « Comme de la patrie je ne mérite guère J'ai pas la Croix d'honneur, j'ai pas la croix de guerre Et je n'en souffre pas avec trop de rigueur J'ai ma rosette à moi : c'est un accroche-cœur » (La Tondué)

Cédric



# Le procès d'Hélène Brion en 1918

Hélène Brion, institutrice, syndicaliste au sein de la Fédération des instituteurs et des institutrices, féministe bien affirmée, deviendra pacifiste au vu de la misère de la population de Pantin où elle aide à la soupe populaire. Son procès en Conseil de guerre, en 1917, en fera un symbole de la résistance féministe à la guerre. Elle milite au syndicat des instituteurs et des institutrices ainsi qu'à la SFIO. Elle s'engage aussi dans de nombreuses organisations féministes : Le Suffrage des femmes, l'Union fraternelle des Femmes, la Fédération féminine universitaire, la Ligue pour le droit des femmes, l'Union française pour le suffrage des femmes, la Ligue nationale du vote. En 1912, elle rentre au comité confédéral de la CGT, elle y est secrétaire adjointe en 1914.

En 1915, enfin, un fort courant pacifiste naît au sein de la CGT, avec notamment Marie Mayoux (1878-1969), courant dont Hélène Brion va devenir porte-parole dès le mois d'août. Elle adhère à la section française du Comité international des femmes pour une paix permanente. Empêchée par la police française, elle ne peut pas se rendre à la conférence pacifiste de 1915 à Zimmerwald, ni à celle de Kienthal mais elle correspond par lettres sur ce sujet. Celles-ci, interceptées par la police serviront au dossier d'accusation monté contre elle à la fin de la guerre. Elle publie aussi des manifestes pacifistes et envoie le 23 octobre 1916 une lettre au Comité pour la reprise des relations internationales, comité pacifiste dirigé par Alphonse Merrheim, et domicilié 33 rue de la Grange aux belles, à Paris, dans le 10<sup>e</sup> arrondissement.

« En novembre, peu de temps après l'arrivée de Clemenceau comme président du conseil, elle est arrêtée pour propagande défaitiste et envoyée à la prison des femmes de Saint-Lazare, là où les anarchistes, Louise Michel et Jeanne Humbert, ont été enfermées. »

En 1917, la police surveille Hélène Brion de près. Le 26 juillet, elle perquisitionne à son domicile pour y trouver des documents compromettants, et le lendemain, Hélène Brion est suspendue sans traitement. La police demande un rapport à son inspectrice pour savoir si elle se sert de ses élèves dans la diffusion de tracts pacifistes. Déjà les époux Mayoux, en Charente, ont été poursuivis. En novembre, peu de temps après l'arrivée de Clemenceau comme président du conseil, elle est arrêtée pour propagande défaitiste et envoyée à la prison des femmes de Saint-Lazare, là où les anarchistes, Louise Michel et Jeanne Humbert, ont été enfermées. Une campagne de désinformation est orchestrée par les journaux comme le *Matin*, l'*Écho de Paris* et l'*Homme libre*. Elle porte des pantalons, elle aurait correspondu avec des soldats, des fabricants de munitions, des prisonniers allemands, aurait caché des personnes bizarres, aurait visité la Russie et se serait rendue à la conférence de Zimmerwald. Le *Petit Parisien* la soupçonne d'avoir reçu de l'argent d'Allemagne pour organiser sa campagne pacifiste. Accusée d'être anormale, anarchiste, de trahison et de faire du pacifisme sous couvert de féminisme, Hélène Brion se défendra le 29 mars 1918 :

« L'accusation prétend que sous prétexte de féminisme, je fais du pacifisme.

Elle déforme ma propagande pour les besoins de sa cause : j'affirme que c'est le contraire (...) Je suis ennemie de la guerre parce que féministe, la guerre est le triomphe de la force brutale, le féminisme ne peut triompher que par la force morale et la valeur intellectuelle. Il y a antinomie entre les deux. »

Elle comparait, avec Gaston Mouflard, son filleul accusé des mêmes motifs, devant le premier conseil de guerre du 25 au 31 mars 1918. Elle y plaide principalement la cause du féminisme, faisant remarquer que privée de droit politique, elle ne peut être poursuivie pour un délit politique, et axe sa défense sur les droits qui sont niés aux femmes. Elle est soutenue par des témoins de moralité, le député Jean Longuet, petit-fils de Karl Marx, Jeanne Mélin, Marguerite Durand et la journaliste Séverine qui vont faire de ce procès l'apologie du pacifisme et du féminisme. Elle est condamnée à trois ans de prison avec sursis. Elle est révoquée de l'enseignement avec effet au 17 novembre 1917. Elle ne sera réintégrée que sept ans plus tard sous le gouvernement du cartel des gauches. C'est elle qui dirigera le journal *La lutte féministe* dont le premier numéro sortira le 20 février 1919

*« Nous sommes, nous femmes, avec la masse des travailleurs, parce que partout où elle est opprimée, et que nous sommes, nous femmes, également, partout opprimées, beaucoup plus même que n'importe quelle classe de travailleurs. »*

Adresse féministe au Comité pour la reprise des relations internationales

Nous qui n'avons rien pu pour empêcher la guerre, puisque nous ne possédons aucun droit civil ni politique, nous sommes de cœur avec vous pour en vouloir la fin.

Nous sommes de cœur avec vous pour vouloir, après cette fin ou à l'occasion de cette fin, essayer d'instaurer en Europe un système social plus juste et plus équitable qui, d'une part, rende les guerres moins fréquentes, par une sorte de fédération des nations, et assure, d'autre part, au sein de chaque fédération, une vie plus large et moins précaire à l'immense masse des travailleurs.

Nous sommes, nous femmes, avec la masse des travailleurs, parce que partout où elle est opprimée, et que nous sommes, nous femmes, également, partout opprimées, beaucoup plus même que n'importe quelle classe de travailleurs.

Comme vous, travailleurs, et plus que vous, nous souffrons des guerres et c'est pourquoi nous voudrions essayer d'en prévenir le retour.

*« Vous n'avez jamais été justes, travailleurs, vis-à-vis des femmes qui vous ont aidé dans vos luttes. »*

Mais avant d'entrer à vos côtés dans une phase plus décisive d'action, nous tenons à bien mettre en lumière les motifs qui nous font agir et à faire sur votre attitude les réflexions que les faits nous commandent.

Vous n'avez jamais été justes, travailleurs, vis-à-vis des femmes qui vous ont aidé dans vos luttes.

À l'aube de 89, au moment où une ère nouvelle semblait commencer pour le monde, elles vinrent à vous, confiantes, parce que vous parliez de liberté et qu'elles pensaient obtenir la leur. Vous les avez repoussées.

Fiers de vos droits fraîchement acquis de « citoyens », au lieu de leur tendre une main fraternelle, à elles, qui

depuis des siècles tiraient la charrue à vos côtés et mangeaient, comme vous, l'herbe des champs dans les années de grande famine, vous avez raillé, vous avez méprisé. Vous qui ne vouliez plus de despotes, vous vous êtes effrayés à l'aide de l'émancipation possible de vos esclaves éternelles. Vous avez dispersé les clubs de femmes, confisqué les journaux de femmes, retiré aux femmes le droit de pétition, défendu aux femmes toute pensée, toute action. Vous avez rejeté brutalement les femmes dans l'ignorance d'où elles voulaient sortir, dans les bras de l'Église à qui elles voulaient échapper. Plus de la moitié de celles qui furent, à quatorze ans, l'âme de la révolte vendéenne, étaient venues confiantes à la Révolution en 89 : mais, repoussées, comme le furent d'abord les noirs des colonies, elles firent comme eux et se révoltèrent. Et Legouvé a pu écrire plus tard que la Révolution échoua parce qu'elle ne sut pas s'attacher les femmes.

Remarquez cependant que, malgré cette dureté de vous à notre égard, beaucoup espérant toujours, restèrent sur la brèche à vos côtés. Vous connaissez tous Mme Roland, Charlotte Corday, Théroigne de Méricourt, Rose Lacombe, Olympe de Gouges, Sophie Lapierre et les femmes babouvistes, tant d'autres qui scellèrent de leur sang leur foi révolutionnaire.



Les guerrières de la paix  
Thérèse Bisch

Au cours de tout le XIX<sup>ème</sup> siècle, à toutes les époques de crise, les femmes vous accompagnent ou vous précèdent.

En 1830, en 1848, en 1851, en 1871, nous trouvons Flora Tristan, Jeanne Deroin, Pauline Roland, Eugénie Ni-boyet, Adèle Esquiros, Andrée Léo, Olympe Audouard, Louise Julien, Louise Michel, Hubertine Auclert, Eliska Vincent, Nathalie Le Mel, tant d'autres encore, dont les noms peu ou point connus de vous, nous sont chers à nous, féministes, comme le sont aux peuples opprimés les noms des héros nationaux.

À chacune de ces époques, les femmes sont venues à ceux qui luttaient pour plus de liberté et de bien-être, pour une vie plus intelligente et plus humaine. Les pionnières du féminisme se sont données sans compter à votre cause, essayant d'y adjoindre celle des femmes et de vous faire comprendre la connexion étroite des deux, non par égoïsme et pour tirer un profit personnel, mais par amour de la justice, dans l'intérêt de toutes leurs sœurs qui souffrent, dans votre intérêt à vous aussi, travailleurs, qui ne le comprenez pas.

Vous avez toujours accepté leurs concours, parfois avec un peu de honte et rougissant de ce que vous leur deviez, ainsi qu'il advient lors du procès des 107 associations ouvrières de Jeanne Deroin.

Mais, tout en acceptant leurs efforts, vous n'avez jamais songé, le moment venu, à partager avec elles, les trop légers avantages qu'elles vous avaient aidés à arracher au pouvoir. Vous n'avez pas encore compris ou voulu comprendre que votre cause ne sera vraiment juste que le jour où vous ne souffrirez plus d'esclaves parmi vous. Tant qu'il vous paraîtra naturel de garder des privilèges vis-à-vis de plus de la moitié de la nation, vous serez mal fondés à réclamer contre les privilèges que d'autres ont par rapport à vous. Si vous voulez la justice à votre égard, tâchez de la pratiquer à l'égard de vos inférieures, les femmes.

Travailleurs, une crise sociale plus grave que toutes celles du XIX<sup>ème</sup> siècle se prépare en ce moment. Les

femmes, comme toujours, viennent à vous d'instinct, prêtes à donner sans compter leur dévouement le jour où vous agirez.

Et les féministes viennent à vous aussi, avec le même dévouement et la même volonté. Mais elles tiennent à vous dire : « Si, cette fois encore, vous acceptez le concours des femmes - et vous ne pouvez pas ne pas l'accepter ! - sans songer à leur faire place au jour des réparations sociales, si vous les conservez servies au lieu d'en faire vos égales d'un point de vue économique, civil et politique, votre œuvre sera entièrement manquée ! ».

Elles viennent à vous pour vous rappeler, ou pour vous apprendre que, dès

1843, une femme, Flora Tristan, avait eu la première idée de l'Association Internationale des Travailleurs, et elles vous citent ce passage trop oublié du manifeste qui précédait les statuts et en résume l'esprit.

« Nous, prolétaires, nous reconnaissons être dûment éclairés et convaincus que l'oubli et le mépris des droits de la femme sont les seules causes des malheurs du monde et nous avons résolu d'inscrire dans une déclaration solennelle ses droits sacrés et inaliénables...

Nous voulons que les femmes soient instruites de nos déclarations afin qu'elles ne se laissent plus opprimer et avilir par l'injustice et la tyrannie de l'homme et que tous les hommes res-

pectent dans les femmes, leurs mères, la liberté et l'égalité dont ils jouissent ! »

Travailleurs qui lisez ceci, les féministes vous disent : Si vous vous étiez inspirés de statuts et de l'esprit de cette toute première Internationale, que vous ne comptez même pas dans votre histoire, la seconde n'aurait pas fait la lamentable faillite dont le monde souffre.

Travailleurs, les féministes d'avant-garde attendent votre réponse et vous laissent méditer ce mot de Considérant :

« Le jour où les femmes seront initiées aux questions sociales, les révolutions ne se feront plus à coups de fusils ! »

Transmis au Comité par Hélène Brion.

Remis à Merrheim le 23 octobre 1916.

Hélène Hernandez  
Groupe Pierre Besnard de la Fédération anarchiste  
Emission Femmes libres sur radio libertaire

Extraits des pages 88 à 94 de :  
HERNANDEZ H. (2015) Celles de 14. La situation des femmes au temps de la grande boucherie, Les Editions libertaires.



**Hélène Brion**

portrait de Laurence Biberfeld, in JUSTHOM, Femmes en lutte, Les Editions libertaires, 2017

# 11 novembre 2007

## Intervention à Joyeuse (thème : le capitalisme)

*Le texte ci-dessous est le texte lu lors du rassemblement pacifiste de Joyeuse en 2007 par le groupe d'Aubenas de la fédération anarchiste. Depuis 2006, chaque année le groupe aborde un thème en lien avec la grande boucherie...*

Une fois de plus le groupe d'Aubenas de la Fédération Anarchiste a tenu à participer au rassemblement antimilitariste ce jour anniversaire de la fin de la première grande boucherie.

Platon (né en 356 avant la mort de Spartacus) a dit un jour : « Toute guerre a comme origine les rivalités pour la possession. »

Anatole France qu'on ne pouvait pas spécialement traiter de révolutionnaire convaincu avait, en plein conflit, affirmé : « On croit mourir pour une patrie, on meurt pour des industriels. »

À l'heure où on nous parle de caisse noire du patronat de la métallurgie, un léger retour en arrière s'impose :

Des dizaines de milliers de morts au Chemin des Dames, des centaines d'obus au m<sup>2</sup> cela en représente de la ferraille. En voilà un marché fort juteux pour les marchands de canons et autres salopards de munitionnaires. Les « canonniers », Schneider en France et Krupp en Allemagne étaient étroitement unis en une sorte de trust international, mondialisation capitaliste avancée, dont le but était d'augmenter l'immense fortune de ses membres en augmentant l'effort de guerre de part et d'autre de la frontière. De nombreux journalistes, des « parlementeurs » étaient grassement rétribués pour ma-



nipuler l'opinion publique et pour pousser des cris d'alarme patriotiques.

Un important munitionnaire français, de Wendel, était même député. Il avait pour cousin germain un autre munitionnaire allemand, Von Wendel, siégeant au Reichstag. Ah, les braves gens !

Face à ces vautours du Capital, les esclaves du travail dans tous les pays quittèrent ateliers, mines, charrues pour aller défendre les biens et la vie de leurs tyrans au péril de leur propre vie face aux pauvres bougres d'en face. Prolétaires contre prolétaires. Chair à canon sans importance, sans intérêt.

Mais pour transformer 80 kg de prolétaire en cadavre mitraillé, il en faut de la ferraille : Les Français n'en manquaient pas, les stocks étant faits.

Pour les Allemands, c'était légèrement différent : ils ne disposaient que de quelques 7 millions de tonnes de minerai pauvre, du côté de la Prusse.

Comment faire pour que le conflit dure afin de ne pas nuire aux intérêts des capitalistes ?

Une entente avait été passée entre certains membres de l'état-major et des munitionnaires français pour que le bassin de Briey-Thionville (qui produisait 90% du minerai français) soit

« offert sans aucune résistance » à l'armée allemande dès le 6 août 1914 (trois jours seulement après la déclaration de guerre à la France). Le général chargé de la défense de la région, le général Verreaux, avait même une enveloppe fermée à n'ouvrir qu'en cas de conflit contenant la consigne d'abandonner Briey sans combat.

Le bassin, situé sur la frontière entre le Luxembourg, l'Allemagne et la France appartenait à la famille franco-allemande de Wendel...

Poincaré refusa d'intervenir pour reprendre la zone perdue. L'état-major

refusa toute offensive du côté de Briey. L'aviation reçut l'interdiction de bombarder le site voire les trains. L'interdiction fut transmise par un certain lieutenant Lejeune, ingénieur attaché aux mines de Wendel dans le civil...

Des accords secrets furent passés entre états-majors français et allemand pour que les trains chargés de minerai et se dirigeant vers l'Allemagne ne fussent en aucun cas bombardés. En passant, signalons aussi que les mêmes états-majors avaient décidé de ne pas détruire leurs quartiers généraux respectifs.

Pendant ce temps les cris d'agonie des 5000 morts par jour ne couvraient pas le bruit du tiroir-caisse.

Depuis cette tragique mascarade patriotique combien de morts dans des conflits armés pour du pétrole, du cacao, du fric, du fric et encore du fric ???

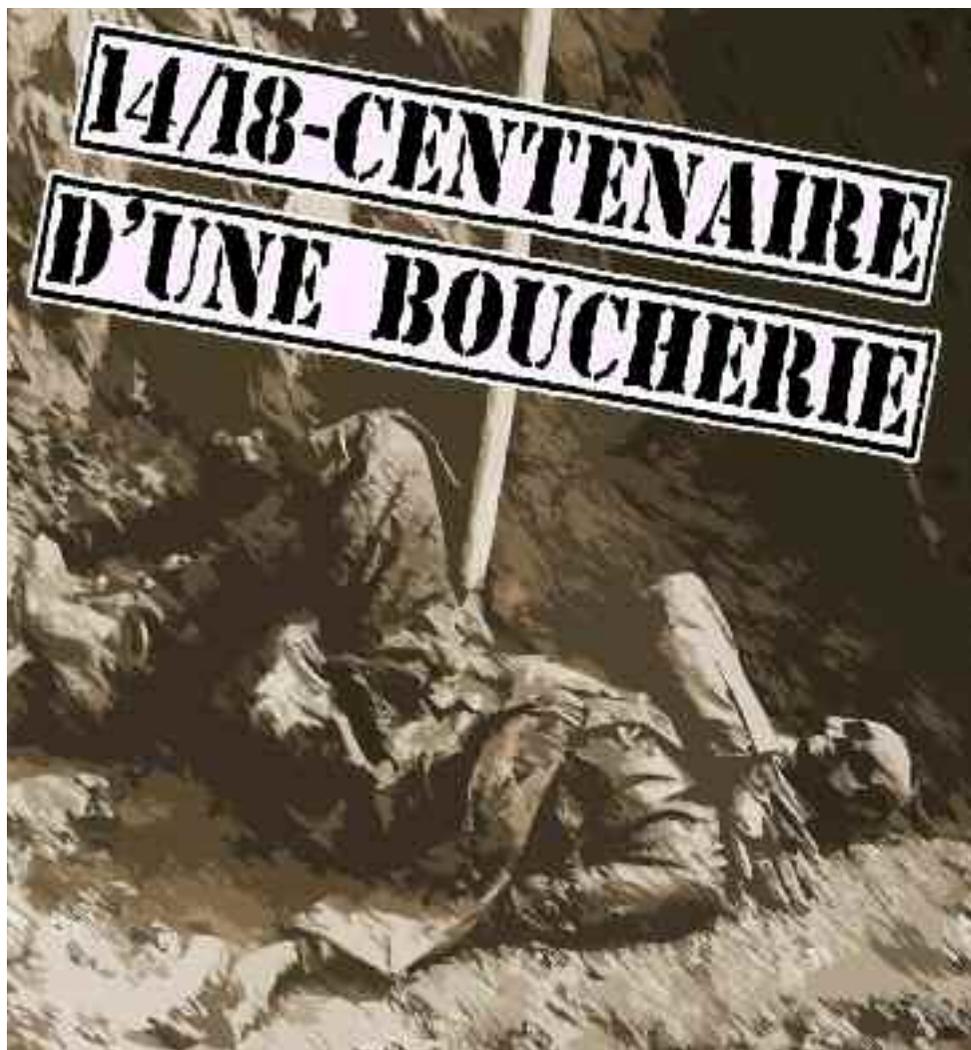
La propriété c'est le vol, le capitalisme c'est la guerre. Les états ne sont que des alibis.

Tant que le Capitalisme existera il y aura menace de guerre.

Mais si le Capitalisme est la cause de la grande majorité des guerres, ce sont les prolétaires qui, par leur acceptation, en portent la responsabilité.

Guerre à la guerre ça veut dire :

- Guerre des exploités contre les exploités.
- Guerre des opprimés contre les oppresseurs.
- Pas de guerre entre les peuples pas de paix entre les classes.
- Ni dieu, ni maître. Ni États, ni majors. Ni états-majors.



# Notes de lecture

Pétain 1917 – Pétain 1940... Quelle continuité ?

Les éditions de la Libre Pensée (1)

Voici le tome IV des actes des colloques de la Libre Pensée sur la guerre de 14-18. Il relate le colloque qui s'est tenu le 25 novembre 2017 à Saint Fons, dans la banlieue de Lyon.

De Pétain, on n'a encore aujourd'hui qu'une image assez brouillée. Tout le monde ou presque pense que c'était le vainqueur de Verdun, qu'il s'est résolu à une manière « d'armistice » capitulationniste en 39 pour essayer de préserver ce qui pouvait l'être de la France vaincue, qu'il avait la collaboration mollassonne..., bref, que ce n'était qu'un vieillard irresponsable de tout et de son contraire.

Ce livre taille ces images d'Epinal en pièces. André MORIN nous démontre que l'obscur colonel Pétain de 58 ans en 1914 n'est pas le vainqueur de Verdun. L'eut-il été qu'on s'en contrefoutrait. Mais tel n'était pas le cas. Par contre, c'était un malin qui lors des mutineries de 17 contribuera, gant de velours, à améliorer « l'ordinaire » des Poilus, et, main de fer, à rétablir l'ordre via les fusillés pour l'exemple. Et puis, depuis 1932, n'était-il pas mouillé (au cas où ça marcherait) comme futur chef militaire de la Cagoule, une ligue factieuse.

Et puis n'a-t-il pas participé à la guerre du Rif, n'a-t-il pas été le premier ambassadeur français en Espagne après la victoire de Franco, n'a-t-il pas pendant la collaboration poursuivi la logique infâme des fusillés pour l'exemple en faisant voter des lois avec application rétroactive, n'a-t-il pas massacré l'école laïque au profit des ensoutanés, n'a-t-il pas mis en œuvre la doctrine sociale de l'Église dans le monde du travail, n'a-t-il pas orchestré la chasse aux Résistants, n'a-t-il pas ?

Bref, Pétain était un fin politicard. Un parfait facho sachant tirer les ficelles de la mise en œuvre de sa vision des choses et de la vie sans jamais vraiment se mettre en avant, au cas où. Il confiait le sale boulot à d'autres en laissant à entendre qu'il était au-dessus de la mêlée.

À l'issue de son procès, il fut condamné à mort mais non exécuté eut égard à son grand âge. Les familles des jeunes Résistants exécutés à 16 ans ont dû apprécier. Cela m'a toujours interpellé. Claude Singer nous éclaire à ce propos. En 1925 Pétain recrute le jeune De Gaulle dans son cabinet. Pétain a besoin d'un « nègre » pour rédiger « Le soldat » qui lui permettra d'entrer à l'Académie. De Gaulle est un écrivain. Les deux s'estiment. Tout est dit.

On l'aura compris, ce livre est un coup de tonnerre dans le clair-obscur de l'historiographie officielle sur l'histoire de la guerre de 14-18 et de la suivante. Et seuls s'en étonneront ceux qui s'étonneront toujours de tout pour ne s'être jamais étonné d'eux même.

Ni Dieu, ni maître ! Pas un homme, pas un sous, pas une heure de travail pour la guerre !

Jean-Marc Raynaud

(1) 476 pages. 18 €. En vente à la librairie Publico, 145 rue Amelot, 75011, Paris. Chèque à l'ordre de Publico. Rajoutez 10 % pour le port.

(2) Ou à la librairie de la Libre Pensée, 10/12 rue des Fossés St Jacques, 75005, Paris. Chèque à l'ordre de la Libre Pensée. Rajoutez 10 % pour le port.



# Le Libertaire du 25 mai 1956

## Contre la guerre

Chaque jour la guerre d'Algérie se fait plus cruelle : dimanche dernier, 22 jeunes sont morts. Chaque jour aussi l'action se développe pour arrêter le massacre

Manifestations des paysans, des rappelés, de la population, grèves et débrayages sont un seul et même combat.

La manifestation la plus importante de la semaine dernière, celle qui a fait titrer les journaux « Emeute » s'est déroulée à Grenoble. « Le Comité des jeunes pour la solution pacifique du problème algérien » avait rassemblé 300 manifestants en gare de Grenoble ; mais quand les flics et les C.R.S. eurent attaqué, le nombre de manifestants fit plus que tripler.

1.000 Grenoblois ont résisté pendant plus de 4 heures aux C.R.S. venus de tous les coins de l'Isère. Ceux-ci ont été lapidés. Les voies du chemin de fer ont été barrées. Les C.R.S., eux, ont fait usage de grenades lacrymogènes et de grenades offensives, l'une d'elles a arraché le pied d'un Algérien.

Deux jours auparavant, au Mans, à l'occasion du départ de rappelés de la 1952-2 des tracts invitaient la population à manifester. 300 jeunes se rassemblaient en gare du Mans. Une fois encore, les C.R.S. étaient lapidés 1 et lançaient des grenades lacrymogènes.

Après les manifestations des dockers de Rouen, le Secrétariat de la Fédération nationale des Ports et Docks a publié le communiqué suivant :

« Les ouvriers dockers du port de Rouen ont arrêté le travail le samedi 12 mai sur le navire « Cap Blanc ils ont refusé de charger 100 tonnes de matériel de guerre à destination de l'Algérie. Le 17 mai, ils ont à nous eau débrayé et refusé de charger 80 tonnes de matériel sur le « Cap Cuir ».

Les pouvoirs publics menacent les dockers de sanctions et voudraient sup-

primer les cartes professionnelles à ceux qui ont participé aux mouvements.

La Fédération des Ports et Docks fait appel à tous les syndicats de dockers de tous les ports pour qu'ils se déclarent solidaires de l'action des dockers de Rouen et qu'ils le manifestent par tous les moyens en leur pouvoir ».

Partout se multiplient les manifestations, les meetings, les débrayages contre la guerre d'Algérie. Les dockers, fidèles à leurs traditions révolutionnaires, entrent à leur tour dans la lutte.

Les rappelés eux aussi manifestent contre leur départ Ils bloquent les

trains, se couchent sur les voies. Des bruits courent que des « maquis » sont créés dans le centre de la France, qu'un nombre sans cesse croissant de jeunes qui refusent de partir. Un jour à Rouen, le lendemain dans la Creuse, puis à Grenoble, éclatent des émeutes contre la guerre. Ces actions multipliées qui éclatent aussi bien dans les villes que dans les campagnes, montrent que l'ensemble de la population est prêt à l'action généralisée. Si une organisation était capable de diriger cette action, de la coordonner sur l'ensemble du territoire, demain le gouvernement serait obligé de céder sans conditions, et de signer l'armistice en Algérie.



« J'ai lu peu de livres consacrés à l'athéisme. Il y a d'ailleurs aussi peu de livres réfutant l'existence du Père Noël »

Sven Andersen  
Anamorphismes

# De l'affaire Audin et de quelques autres choses

Donc le Président français s'est rendu auprès de Mme Audin et lui a présenté ses excuses au nom de la France pour l'assassinat de son mari en 1957 en Algérie. Dans ma mémoire reviennent d'autres noms, des noms de femmes. Djamila Boupacha, Djamila Bouhired, elles furent six à être condamnées à mort. Elles y échappèrent ! La dénonciation du crime fait le plaisir du PCF. Le journal, l'Humanité, se réjouit de cette déclaration. « Dès le 15 juin 1957, quelques jours après l'arrestation de Maurice Audin, l'Humanité se saisit de l'affaire. Aux côtés de sa famille, notre journal exige inlassablement, depuis plus de soixante ans, justice et vérité. » Est-ce aussi clair ? Quelques mois avant que Maurice Audin ne perde la vie, des choses se passèrent en France qui auraient pu changer cette issue funèbre.

Un camion dans la Creuse

Nous sommes le 7 mai 1956. Guy Mollet, président du Conseil, a fait voter les pouvoirs spéciaux. Aux élections de janvier 1956 un accord entre les socialistes de la SFIO et le PCF permet à ce dernier d'obtenir un nombre considérable d'élus, 150. Le 12 mars 1956, cette coalition vote les pouvoirs spéciaux au gouvernement Mollet qui confie ainsi à l'armée et à la police les actions de maintien de l'ordre. Ce « système institué alors en Algérie par la France » dont parle Macron, l'a été avec la complicité honteuse du Parti communiste. Le nombre de soldats présents en Algérie ne suffisant pas ce seront des centaines de milliers de réservistes qui seront

rappelés pour des « opérations de pacification » en Algérie. : Partout le mécontentement grandit.

Au matin du 7 mai 1956, un camion militaire s'arrête à La Villegle. Les jeunes rappelés manifestent leur opposition à la guerre. Ils sont accueillis par trois hommes, René Romanet, le maire de La Villegle, Gaston Fanton, l'instituteur de Faux-La-Montagne, Antoine Meunier, un vétérinaire invalide de la guerre de 39/45, originaire de Tarnac. Les deux premiers avaient été les chevilles ouvrières du groupe de résistants dirigés par le colonel Guingouin pendant la dernière guerre. De concert la population du village les soutient, d'autres arrivent des villages alentour. Le matin du 8 mai, gendarmes et CRS investissent le bourg. Interpellés Fanton et Romanet sont amenés à Gentioux pour y être interrogés. René Romanet déclare prendre l'entière responsabilité de la manifestation. Il apprendra vite qu'il est inculpé comme Gaston Fanton, Antoine Meunier et Michel Frangne, un des jeunes militaires.

Fanton sera incarcéré au fort du Hâ à Bordeaux pendant huit mois. Aussitôt, un comité de soutien se créa, de nombreuses pétitions circulèrent, des réunions accueillirent un public nombreux. Un élan de solidarité considérable grandit dans toute la région.

Ailleurs en France

Les rappelés tentaient de bloquer les trains, refusaient de monter, saccaquaient la gare, insultaient les officiers

et, une fois dans le train, tiraient les sonnettes d'alarme pour l'arrêter. Les plus spectaculaires des refus furent, d'abord, le 11 septembre 1955, le refus d'embarquement de 600 rappelés de l'armée de l'air à la gare de Lyon à Paris, et le 8 octobre 1955, celui de soldats du 406<sup>e</sup> régiment d'artillerie anti-aérienne, à la caserne Richepanse de Rouen. Les manifestations de protestation se prolongèrent jusque pendant la campagne électorale de décembre 1955.

Une deuxième vague se développa pendant trois mois à la suite des rappels d'avril et mai 1956. La manifestation du 18 mai 1956 à Grenoble fut l'une des plus violentes (une cinquantaine de blessés, autant d'arrestations), mais ne rassembla que quelques centaines de personnes. De plus importantes en réunirent plusieurs milliers, avec la participation d'ouvriers en grève de solidarité, par exemple à Saint-Nazaire le 28 mai et à Firminy le 31 mai. Ce fut aussi le cas le mercredi 18 avril à Vauvert dans le Gard, où un millier de personnes bloquèrent l'autorail qui devait emmener les douze rappelés de la commune. Des faits similaires se produisirent le 3 mai à Lésignan, le 10 mai à Saint-Aignan-des-Noyers dans le Loir-et-Cher, le 17 mai au Mans. Le 18 mai, à Grenoble, des milliers de manifestants s'opposèrent au départ d'un train de rappelés. Le même jour, 700 rappelés mettaient à sac la gare de Dreux aux cris de « Lacoste au poteau » (Lacoste était le ministre socialiste résident à Alger),



Ernest Pignon-Ernest

« Mollet au poteau ».

Les casernes connurent aussi des troubles. Le 19 mai, les soldats rappelés du 92ème RI forcèrent les grilles de la caserne de Montluçon à près de 800. Le même jour, à Évreux, cinq cents rappelés du 9ème régiment d'infanterie coloniale manifestèrent dans les rues et à l'intérieur de la caserne aux cris de : « Pas d'envoi de disponibles ! », « Paix en Algérie ». Le 8 juillet encore, au camp de Mourmelon, trois mille rappelés conspuèrent leurs officiers et prirent le contrôle du camp et du dépôt d'armes.

Ces explosions étaient aussi brèves que soudaines, et les rappelés finissaient par partir. Hormis quelques rares cas de soldats qui refusèrent de combattre, ils se retrouvèrent pris dans l'engrenage de cette « sale guerre » co-

loniale. Et de 200000 hommes début 1956, les troupes en Algérie passèrent à 450000 en juillet 1956, et à 500000 en 1957.

L'historien Robert Paris rappelle sur son site Matière et Révolution que « Les rappelés se battaient sans soutien des syndicats, ni des partis. De ce fait, une fois l'explosion de colère passée, ils ne savaient pas quoi faire de plus. Certes, il se trouva nombre de militants ouvriers, de syndicalistes, de militants du Parti Communiste pour initier ces mouvements, et même pour les organiser. Mais ces militants étaient aussi livrés à eux-mêmes. [...] Mais le PCF, qui condamnait la guerre en parole, dans les colonnes de l'Humanité, n'entreprit rien pour gêner le gouvernement. Son vote des pouvoirs spéciaux à Guy Mollet, que le PCF justifia par la nécessité de préserver l'unité entre

ouvriers communistes et socialistes, signifiait clairement qu'il comptait lui laisser carte blanche pour faire la guerre. En fait, le Parti Communiste voulait se préserver des chances pour gouverner à nouveau avec les socialistes ».

N'oublions pas pour autant que la guerre sale que la France mena en Algérie couvrait celle qui se menait au sein même de la guérilla entre le FLN et le MNA. Guerre sur le terrain, massacre de Melouza, et en France métropolitaine dans les « guerres de café » qui firent 10 223 victimes dont 3 957 tués.

Si la gauche, socialistes et communistes, n'avait pas cédé à son addiction pour le pouvoir rien de tout cela n'aurait eu lieu, et Maurice Audin serait aujourd'hui un enseignant de mathématiques à la retraite.

Pierre Sommermeyer

# Guerre et technologie, les sales SALA – Systèmes d'Armes Létales Autonomes.

Premier artefact spécifiquement conçu pour attaquer et tuer d'autres humains, l'épée ne date que de l'âge du bronze. En près de 5000 ans, et compagnie nécessaire de la naissance des états, l'industrie de l'armement s'est considérablement développée, jusqu'à piloter une large partie des sciences et des techniques. Aux États-Unis, c'est la « Defense Advanced Project Agency », la DARPA, qui définit et finance les priorités de recherche du premier marchand d'arme mondial, et la voiture autonome popularisée par Google, était plutôt destinée à sillonner les ruines des champs de bataille, que les routes de nos campagnes. Ce robot roulant est en effet issu des deux concours – les « Grand Challenges » – imaginés, pilotés et financés par la DARPA, en 2004 et 2005. Google, qui ne peut rien refuser à la DARPA – son PDG préside également le « Defense Innovation Advisory Board » rattaché à la Maison Blanche – a ensuite acheté l'équipe du laboratoire de Stanford vainqueur de la compétition de 2005 pour transformer le prototype en produit, avec le succès que l'on connaît.

Combinées avec les drones, dont le programme a connu une spectaculaire accélération après le 11 novembre 2001, ces technologies permettent de concevoir et produire les armes intelligentes et autonomes qui décident elles-mêmes de leurs objectifs, les ciblent, et les agressent ou les tuent. C'est en 2015 qu'une partie de la communauté scientifique s'en est émue. À Lille, lors

du congrès international d'apprentissage machine – ICML – un groupe de scientifiques, dont l'auteur de ces lignes, a soumis une lettre ouverte à l'ONU demandant le bannissement des robots tueurs. Cette action poursuivie en ligne et lors d'autres grandes conférences a réuni près de 4000 signataires, entraînant de grandes ONG telles que Amnesty International et Human Rights Watch à s'emparer du sujet. Suite à ces mobilisations, la commission CCW « Certain Conventional Weapons » de l'ONU, en charge d'interdire ou réguler certaines armes particulièrement dévastatrices, a été saisie, avec pour premier résultat la clarification des positions des états.

Alors qu'à leur immense majorité, les 88 états participants au CCW se sont exprimés en faveur d'un bannissement préalable de ces robots, deux groupes se sont tristement distingués. La France et l'Allemagne, deux des grands marchands d'armes, s'associent pour noyer le poisson et propose conjointement une déclaration politique, un simple texte « non binding » qui n'engage pas ses signataires, comme c'est par exemple le cas pour l'accord de Paris sur le climat. Plus agressifs, une poignée d'états dont les dirigeants sont indifférents aux énormes risques que ces armes font courir à l'humanité, se sont fermement opposés « à tout traité, déclaration ou toute autre mesure visant à alerter sur les dangers de ces armes ». On l'aura deviné, en première ligne on trouve les USA, la Russie et Is-

raël, accompagnés de l'Australie et de la Corée du Sud. En conclusion d'une semaine de discussions et tractations, la seule décision, prise au consensus, a été de se retrouver dans un an...

Alors que l'opposition s'organise difficilement, ces états voyous et leurs grands marchands d'armes accélèrent leurs programmes afin de mettre l'humanité devant le fait accompli. En laboratoire, des milliards de dollars ou d'euros sont débloqués pour accélérer les programmes scientifiques et techniques, tandis que sur le terrain, les nombreux conflits en cours sont utilisés pour tester les machines de mort automatisée, et surtout les démontrer in situ à leurs futurs clients – tout comme les produits « Vus à la télé » les armes « Combat proven » se vendent plus et plus cher ! Pour ne citer que le cas Français, les ventes de l'avion Rafale ou des hélicoptères Caracal doivent beaucoup à leurs déploiements en Afghanistan, Libye, Centrafrique, Mali, Syrie ou encore Irak, et les victimes des guerres décidées par François Hollande auront contribué à faire croître de près de 50% les exportations d'armes Made In France. Sans états d'âme, Jean-Yves Le Drian, alors ministre de la Défense socialiste, l'assume cyniquement : « Je pense en effet que la démonstration de notre force, c'est à dire de la puissance et de l'efficacité de notre matériel, partout dans le monde, contribue d'une manière décisive à la crédibilité de nos équipements et par là, à la réussite de nos exportations ».

Les lois de la guerre et du commerce l'exigent : les robots tueurs doivent prouver sur le terrain leur efficacité meurtrière, et vite.

C'est en Corée du Sud que SGR-A1, le premier des robot tueurs, est déployé dans la zone frontière avec la Corée du Nord, afin d'identifier un être humain dans la zone interdite et le tuer. Mais le Moyen-Orient, par la diversité des conflits qui martyrisent ses populations, fournit le cadre idéal pour démontrer tous les types de robots tueurs en action. En Palestine occupée, des robots terrestres équipés de mitrailleuses forment une « auto-kill zone » infranchissable autour de Gaza ; ils sont complétés pour la défense par un système anti-aérien totalement robotisé déjà vendu à neuf pays, et pour le renseignement et l'attaque, par les drones. On a pu voir depuis le printemps 2018, ces engins hypersophistiqués gazer des manifestants, ou attaquer des cerfs-volants de bambous. Israël démontre ici la dangereuse porosité entre police et

armée dans le cadre d'affrontement massivement asymétriques entre des David aux mains nues et un Goliath devenu Golem, et dont on peut être sûr qu'elle intéresse nombre d'états, « démocratiques ». C'est dans le cadre d'affrontements plus classiques et encore plus meurtriers, en Syrie, Irak et Afghanistan, qu'USA et Russie expérimentent et démontrent grandeur nature les capacités destructrices de ces machines.

La guerre automatisée a commencé et les risques pourtant que font courir ces robots sont énormes, au point qu'ils ont été qualifiés de « troisième révolution » militaire, après celles de la poudre et de l'atome. Dans une quasi indifférence... les révélations des « Drone papers » publiés en 2015 par The Intercept, sur ce programme qui a causé l'assassinat de milliers d'innocents, dans le mépris total des conventions internationales, n'aura eu que peu d'effet sur la politique décidée par Barak Obama, par ailleurs prix Nobel de la Paix...

Lorsque l'on peut envoyer des robots intelligents et autonomes « nettoyer » une zone, pour un coût humain garanti nul, l'option guerrière tend pourtant à se banaliser, et l'automatisation, qui pousse plus loin encore le désintérêt des populations pour des guerres menées en leur nom, en fera progressivement un instrument comme un autres des politiques internationales. Les robots tueurs transforment la guerre en un sujet essentiellement économique, ils dissolvent l'ultime barrage à la volonté de puissance des dirigeants, et livrent plus encore les pays entre les mains d'oligarchies politico-militaro-industrielles incontrôlables car toutes puissantes. Et de surcroît, du robot-soldat au robot-policier, de la guerre au contrôle des populations, il n'y a qu'un pas, déjà franchi en Chine, aux USA ou, on l'a vu, en Israël. Tel drone, tel véhicule, telle tour ou tel robot biomimétique sera doté des équipements adaptés à sa mission ; pour ces soldats et policiers presque omniscients grâce à leurs capteurs et leurs connexions in-



ternet, et surtout parfaitement obéissants, pas de différence entre une guerre à l'extérieur et une « opération » à l'intérieur.

Mais au-delà du champ libre abandonné aux puissants, cette automatisation de la guerre pose bien d'autres problèmes, dont on ne fera que survoler ici les principaux dangers. En premier lieu, la délégation du meurtre d'un humain et de son intention, à une machine autonome représente une rupture morale absolue ; une telle société ne peut, au final, que perdre toutes ses valeurs, s'abandonner au vide, et basculer dans un cynisme et une violence sans freins.

En second, ces machines relancent une effroyable course à l'armement. Il faudra être le plus autonome, le plus précis, le plus efficace et le plus rapide. Certains experts militaires comparent ce sprint déjà lancé à la course à l'arme atomique du siècle dernier, le tristement célèbre « siècle des physiciens ». Les chimistes les avaient précédés de leurs gaz mortels, ce sont les informaticiens, récemment entrés à l'Académie des Sciences, qui prennent le relais.

Troisièmement, le contrôle de ces machines représente un énorme problème ; nul ne pourra garantir qu'une arme autonome accomplira sa mission et rien que sa mission, telle qu'elle a été pensée par des humains. On sait d'expérience qu'il est extrêmement difficile de spécifier l'objet d'un programme informatique, et plus un robot sera autonome plus ses objectifs seront abstraits et généraux. Savoir définir les objectifs d'un robot tueur est un sujet de recherche... non résolu.

Quatrièmement, les militaires entretiennent le mythe du « Man in the Loop ». La main sur le cœur, ils nous assurent que toujours – oui, toujours ! – l'homme sera dans la boucle et décidera de la vie ou de la mort ; le robot ne fera qu'exécuter. Mais deux paramètres saperont sans bruit cette position de principe, jusqu'à la dissoudre : l'autonomie et la vitesse. L'autonomie d'abord. Lors d'un combat, ce sont la



vitesse, la force et l'intelligence qui décident de la victoire. À vitesses et forces égales, le plus intelligent gagne, et il peut même l'emporter sur plus fort que lui. Et l'on sait que l'intelligence croît avec l'autonomie. C'est la possibilité d'inventer de nouvelles tactiques, de nouvelles ruses, de nouveaux mouvements qui fait le vainqueur. Une machine bridée par des règles et des programmes trop contraints sera en situation d'infériorité ; il faudra alors lâcher toujours plus sur l'autonomie des monstres mécaniques, tandis que la pression de la course aux armements fera baisser la garde sur son contrôle – lui aussi un sujet de recherche... non résolu. Pour ce qui est de la vitesse, l'équation est encore plus simple : à capacité égale le premier qui tire gagne,

et comparé aux circuits de silicium la décision humaine est inutilisable. Sur les champs de bataille le robot tueur le plus rapide gagnera. Sans doute aucun, c'est une évidence, infiniment trop lents, les humains ne seront plus dans la boucle.

La naissance sous nos yeux des robots tueurs, hors de tout contrôle, nous laisse entrevoir des heures extrêmement sombres. Il est plus que temps de s'y investir pour tenter d'arrêter ce qui peut l'être encore. Mobilisons-nous pour tuer dans l'œuf ces machines ennemies de l'humanité.

Nuage Fou

# Supprimer les armées, c'est possible !

La guerre étant interdite (Charte de l'ONU, article 2) nombre de pays pourraient suivre cet exemple !

« On croit mourir pour la patrie, on meurt pour des industriels. » Anatole France

Ainsi, 26 pays dans le monde n'ont pas d'armée. Certes, 20 de ces pays sont des îles ou des archipels et ne représentent qu'un nombre limité d'habitant(e)s. La plupart des ces pays n'excèdent pas les 500 000 habitant(e)s, sauf le Costa Rica et Panama qui en ont respectivement 5 millions et 4 millions. Mais ils font la démonstration qu'il est possible d'exister en tant que pays sans armée. Et surtout, qu'il est possible de vivre en bonne intelligence avec les autres pays sans se faire la guerre et que les conflits peuvent être résolus d'une façon non-militaire, par la discussion, la négociation, sans être obligés de s'entre-tuer.

Ces pays vivent en bonne intelligence avec les autres. Seuls 7 pays, à des degrés divers, ont des « protecteurs » :

- L'Islande, dont la défense est assurée par un traité avec les États-Unis et qui est également membre de l'OTAN.

- Depuis 1962, c'est la Nouvelle-Zélande qui est responsable de la défense des îles Samoa.

- En Andorre, la défense du pays en cas de menace ou de violation de son territoire est assurée par une convention tripartite signée en 1993 avec la

France et l'Espagne. Le président de la République française est l'un des deux co-princes d'Andorre.

- La défense de Palaos est assurée par les États-Unis, par un traité de libre-association en vigueur pour une période de 50 ans à partir de 1994.

- Les États-Unis assurent également la défense de la Micronésie et des îles Marshall.

- Les îles Cook ont signé un accord de libre-association avec la Nouvelle-Zélande, qui fait que leur défense et leur représentation diplomatique à l'étranger sont assurés par ce pays.

Tous les autres gèrent eux-mêmes la sécurité et les relations internationales. Certains de ces « petits pays », sont des puissances capitalistes et n'ont rien à envier aux grands pays capitalistes. Ce sont des paradis fiscaux et ils accueillent à bras ouverts tous les nantis qui veulent échapper à l'impôt sur la fortune. C'est pourquoi, je ne m'attarderai pas sur des pays comme Monaco, ou le Liechtenstein, le Panama et... le Vatican qui est un paradis sur terre ! Ces pays n'ont pas d'armée mais leurs armes de prédilection sont les capitaux... qui laissent exsangues les populations !

Pas d'armée, permet d'investir dans l'Éducation et la Santé des citoyens

Il y a 70 ans, le 1er décembre 1948, le Costa Rica abolissait son armée ! Ce petit pays de 5 millions d'habitants venait de prendre une décision exceptionnellement rare qui lui a permis

d'investir dans l'éducation et la santé. Cette décision historique est intervenue après deux mois d'une guerre civile entre factions politiques pour l'accession au pouvoir, qui fit plusieurs milliers de morts, dont le social-démocrate José Figueres Ferrer sortit vainqueur. Il était appelé plus communément « Don Pepe ». C'est dans ce contexte qu'il prit la tête d'un gouvernement provisoire. Après avoir annoncé la nationalisation des banques, il décréta l'abolition de l'armée.

L'abolition de l'armée une nécessité politique

« Supprimer l'institution militaire répondait à une nécessité politique. L'armée était divisée, l'éliminer permettait d'éviter tout risque de renversement du pouvoir », explique Daniel Matul, professeur de sciences politiques à l'université du Costa Rica. Cela dit, ce n'était pas la raison principale, abolir l'armée était avant tout une décision hautement sociale et politique. En à peine dix ans, l'espérance de vie a décollé, le taux de mortalité due aux maladies bénignes a chuté considérablement et l'éducation a fait un bon incroyable. Il y a eu une vraie cohérence à dire : nous allons arrêter d'acheter des armes pour payer plus de professeurs et de médecins. Selon la Fondation Arias pour la paix et le progrès humain, la suppression de l'armée permet chaque année de financer l'ensemble des universités publiques du

pays et trois hôpitaux. Aujourd'hui le pays connaît un taux d'alphabétisation proche de 96,7 %.

Une source de paix et de tranquillité Pour son président Luis Guillermo Solís, (2014-2018) « Ne pas avoir d'armée est une source de paix et de tranquillité. » Contrairement à l'Europe, ajoute-t-il « l'armée est associée au terrorisme d'État à la destruction de la démocratie et à la perversion des institutions. » Un autre président Costaricain, Miguel Angel Rodriguez, (1998-2002), déclarait en 2001 : « Comme président d'un pays sans armée, la recommandation que je fais à tous les pays d'Amérique est que nous éliminions les armées. A quoi bon les réduire, éliminons-les ! » Je me permets de rajouter à cette déclaration, éliminons les armées partout dans le monde, car elles sont les piliers et les soutiens du capitalisme. Le président va-t'en guerre, Macron, serait bien inspiré de faire siennes ces déclarations. Je n'ose imaginer ce que l'on pourrait faire avec le budget que l'État consacre à l'armée (34,2 milliards d'euros en 2018 !), si cette argent était consacré au bien-être de la population, à l'École, à l'Université, à la Santé, aux services publics, à la Culture... D'autant que notre chef des armées et de guerre prévoit de consacrer 295 millions d'euros à « la Défense », entre 2019 et 2025, soit près de 50 milliards d'euros par an ! Quel gâchis ! Alors qu'il est possible de faire autrement, mais là, ce sont des choix politique, des choix de classe.

Le Costa-Rica est la preuve qu'un pays peut parfaitement se passer d'une armée, et s'en porter très bien. En 1985, lors d'un sondage sur le retour à l'armée, 9 Costaricains sur 10 avaient répondu « NON ». Voici ce que disait Albert Einstein à propos de la guerre :

« Il apparaît malheureusement que certains États mettent sur pied et entretiennent jalousement des armées dans lesquelles ils engloutissent leur argent et leurs jeunes gens. Tant que de telles armées existeront, les colonels qui les dirigent voudront les utiliser et les po-

liticiens qui les ont mises sur pieds voudront justifier leur existence. Ce n'est qu'au prix de l'affranchissement de cette militarisation que l'homme cessera de faire la guerre. »

Justhom (Groupe de Rouen)



# Réfractaire

## Le beau voyage, de Paul Roussenq

Depuis la parution d'une toute première biographie aux Editions du Monde libertaire (les éditions fédérales de la FA) en 1998, on peut dire que le réfractaire Paul Roussenq, dit "L'inco" (L'incorrigible), fait l'objet d'un intérêt renouvelé. Ce personnage, cantonné jusqu'alors à être plus ou moins signalé dans la plupart des ouvrages relatant la triste épopée des bagnes français de Guyane, bénéficie à présent d'une véritable reconnaissance.

Cet homme, d'extraction modeste, né en 1885 à Saint Gilles dans le Gard, sera très jeune confronté à l'appareil de justice, puis à celui de l'armée, dans les Bataillons d'Afrique. C'est pour s'être rebellé contre un procureur de justice puis contre ses conditions de détention en prison militaire, qu'il sera envoyé en Guyane française où il passera plus de vingt ans de sa vie. Déporté en 1909 aux Iles du Salut, il n'en reviendra qu'en 1932. Entre-temps, celui qui va cumuler 3779 jours de cachot (le triste record absolu de toute l'histoire de ces bagnes) sera remarqué par le journaliste Albert Londres qui le rencontrera pour lui consacrer un chapitre dans son retentissant "Au bagne" (1923).

Outre les journaux à scandale qui firent divers reportages à son sujet, le Secours Rouge International, appuyé par les organisations bolcheviques françaises, mena campagne pour le faire libérer. A son retour en France, sans subsides ni famille, l'ex-bagnard, totalement dépendant des communistes, fut invité à faire un voyage de

quatre mois en République soviétique, dans une délégation, en 1933. Ce voyage fit l'objet d'une relation à travers un livre publié en 1933. Et c'est ce livre que les Éditions de la Pigne ont l'excellente idée de rééditer.

« L'appropriation de l'intégrité et de l'exceptionnel caractère de Roussenq faisait partie d'une stratégie pour les "moscouitaires". »

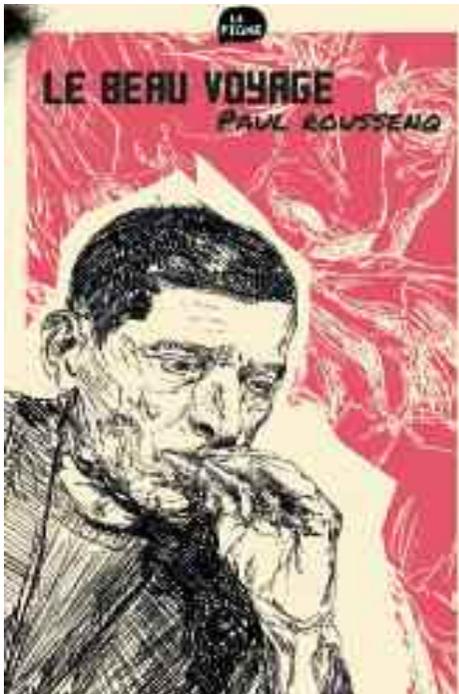
Ce récit de Paul Roussenq est présenté avec une dynamique introduction de Jean-Marc Delpech à qui l'on doit déjà de nombreuses contributions sur les bagnards anarchistes. Nous avons là un bienvenu tour d'horizon de ce que fut la vie de ce malheureux. Jean-Marc Delpech recontextualise ce livre que Roussenq écrit et explique en quoi ce voyage qui le précéda servait la cause des partisans français du pays du socialisme réel. L'appropriation de l'intégrité et de l'exceptionnel caractère de Roussenq faisait partie d'une stratégie pour les "moscouitaires".

« Il rompt avec les communistes, devient administrateur du journal anarchiste "Terre Libre", dans lequel il va écrire un complément de son voyage en Union Soviétique : "Un libertaire en URSS" »

Mais Roussenq, sans doute lassé de faire l'objet de manipulations, commença à reprendre le dessus. Est-ce après avoir constaté que ses deux livres publiés aux éditions du Secours Rouge International avaient été "corrigés" avant publication, ou est-ce qu'il s'est lassé de faire la tête d'affiche dans des dizaines de meetings à travers la France ? Toujours est-il qu'il rompt avec les communistes, devient administrateur du journal anarchiste "Terre Libre", dans lequel il va écrire un complément de son voyage en Union Soviétique : "Un libertaire en URSS". La maison d'édition de la Pigne a eu le très bon goût de le reproduire dans son ouvrage, à la suite du manuscrit validé par les communistes. La mise en perspective est frappante, et renforce l'acte de rupture de Roussenq.

« Aujourd'hui, on peut dire que cet homme fut un antimilitariste non-violent, militant anticarcéral adepte de la désobéissance, pour sa condition, mais aussi pour celle de ses codétenus. Solitaire mais solidaire. »

Roussenq avait écrit de son vivant trois ouvrages, dont deux chez les communistes. Ces trois ouvrages sont maintenant tous réédités. Ils permettent de mieux se rendre compte du



personnage hors du commun que fut Roussenoq. Mais ils nous disent également le degré de conscience sociale et la profusion de l'écriture de l'ancien bagnard. Celui-ci avait écrit une somme importante de poèmes, et s'était inscrit dans une lutte sans merci contre l'administration en écrivant des dizaines de lettres de réclamation basées sur une fine connaissance des règlements régissant les bagnes, les prisons, les codes... Aujourd'hui, on peut dire que cet homme fut un antimilitariste non-violent, militant anticarcéral adepte de la désobéissance, pour sa condition, mais aussi pour celle de ses codétenus. Solitaire mais solidaire.

Et même si des pans de son histoire dorment encore dans les cartons,

Roussenoq mérite que l'on s'intéresse réellement à lui autrement que pour la seule dimension du bagnard. Il s'inscrit simplement -et à quel prix ! - dans la lignée de ceux et celles qui ne mettaient rien au-dessus de l'intégrité et de la dignité humaine.

Daniel Vidal

Le Beau voyage, de Paul Roussenoq, introduction de Jean-Marc Delpéch, 124 pages, 8€, Editions de la Pigne

# Juste puni Un voyage au cœur des violences familiales et du silence

Les violences familiales sont multiples : violences contre les femmes (225 000 femmes par an dans la période 2012-2017), avec des enfants qui entendent et voient, violences contre les enfants, avec souvent l'autre parent qui se tait, incestes d'un parent ou d'un frère sur l'enfant, avec l'autre parent ou les parents qui ne disent mot, violences qui tuent 182 personnes dont 123 femmes sur l'année 2016, 34 hommes dont trois au sein de couples homo-

sexuels et 25 enfants mineurs tués, meurtres collatéraux, par un de leurs parents dans un contexte de violences au sein du couple. Mais c'est aussi bien davantage qui meurent chaque année sous les coups de leur propre parent, parfois de leurs deux parents : 700 enfants soit deux tous les jours ! Dans un sondage d'Harris Interactive, 22% des Français relatent des expériences qui peuvent être assimilées à de la maltraitance. 5% de ces victimes font état de

violence régulière sous la forme de coups. Et un chiffre alarmant de cette enquête reste celui du silence : 80% des victimes n'ont jamais parlé de ce qu'elles subissaient au moment des faits.

Les parents maltraitants cachent leurs actes, les enfants victimes cachent aussi ce que font leurs parents. Si mes parents me battent c'est que je ne mérite pas leur amour... La violence régit

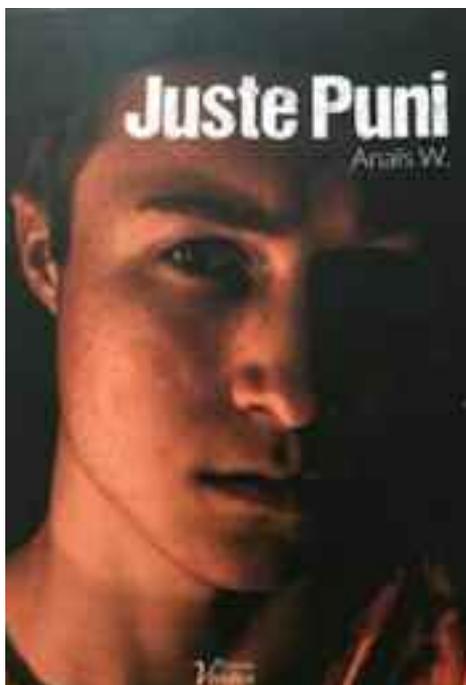
les rapports sociaux, pourquoi ne régirait-elle pas certaines et trop nombreuses familles ? Les enfants n'appartiennent-ils pas à leurs parents ? Pourquoi se mêler des affaires privées, dans l'intimité familiale ? En intervenant, ne risque-t-on pas de détruire une famille ? Or, toute personne ayant connaissance d'un cas de maltraitance sur un mineur, doit le signaler aux autorités, même sans porter plainte. Et ce, quel que soit son lien avec la victime : enseignant, proche, personnel hospitalier, assistante sociale... L'enfant peut également signaler lui-même sa situation ou celle d'un autre enfant qu'il connaît. Toute personne qui s'abstient d'agir alors qu'elle a connaissance d'une situation d'un enfant en danger risque une peine d'emprisonnement et une forte amende selon le Code pénal.

*« La violence régit les rapports sociaux, pourquoi ne régirait-elle pas certaines et trop nombreuses familles ? »*

Pourquoi ces violences ? Et pourquoi ce silence ? Si un adulte, en grande majorité des femmes, peut alerter et parler, et cependant parfois très longtemps après, un enfant, lui, ne comprend pas pourquoi il est maltraité et battu et ne dénonce pas le parent qui a développé une emprise sur lui.

Aujourd'hui, je suis résigné à ce que ma vie soit un enfer. Chaque jour, j'encaisse ainsi les coups, les insultes et cache mes marques aux yeux des autres. Après tout, je ne suis pas battu, mais juste puni pour avoir détruit l'existence de mon père.

Anaïs W., avec son quatrième livre, "Juste Puni", nous emmène dans l'intimité d'un adolescent battu par son père et le silence dans lequel il s'est muré. Les copains (mineurs) et adultes qui entourent l'adolescent, parents des copains ou enseignants, ont tous une bonne raison de se taire et ne rien faire. Et le jeune Mathieu continue de trin-



quer, à Grenoble comme à Laval, là où il vit avec son père. Il ne devrait pas être isolé, il habite une grande ville, va au lycée. Son copain Amaury dira : « Je me souviendrai toute ma vie du jour où j'ai vu pour la première fois, ce que Mathieu cachait vraiment... Jamais je ne pourrai me défaire de cette image. » Que se passe-t-il donc pour que le silence règne ? Anaïs W. va au cœur de la psychologie de Mathieu pour faire émerger les ressorts du silence face à cette odieuse maltraitance, de la souffrance et du cheminement vers non seulement la vérité mais aussi le rétablissement. Comment vivre quand, depuis sa tendre enfance, on est battu si ce n'est tous les jours au moins toutes les semaines, quand on est insulté, humilié, rabaissé ? Comme se sortir de la spirale de la violence, aspiré par cette force centripète qui engloutit vers le néant ? Le sortir immédiatement de là ou le laisser cheminer -au risque qu'il n'en meure- pour qu'il s'en sorte lui-même ?

*« Comment vivre quand, depuis sa tendre enfance, on est battu si ce n'est tous les jours au moins toutes les semaines, quand on est insulté, humilié, rabaissé ? »*

Anaïs W. a laissé grandir en elle ce livre durant une quinzaine d'années, puis s'est mise à l'écriture de cette histoire, fortement investie, imprégnée du personnage, comme un de ses combats de vie. Le message est propre à chacun, chacune, en fonction de ce qu'il, elle a vécu, de ce qu'il, elle vit. Message d'espoir pour peu qu'on ait la force d'aller chercher les ressources en soi, pour peu qu'on soit accompagné-e pour le faire.

Hélène Hernandez  
Groupe Pierre Besnard de la Fédération anarchiste

Anaïs W., Juste puni, Editions Véridice, octobre 2018.

Source : « Étude nationale sur les morts violentes au sein du couple. Année 2016 », ministère de l'Intérieur, délégation aux victimes.

# Le ML a reçu, le ML a aimé !

Ce mois-ci nous avons, entre autres, reçu :

Le bot qui murmurait à l'oreille de la vieille dame de Serge Abiteboul, éd. Le Pommier, 17€ et Itinéraire d'un robot tueur de Marie-des-Neiges Ruffo, éd. Le Pommier, 17€

Nous avons beau freiner des quatre fers pour ne pas nous faire manger tout cru par le monde du virtuel, qu'on le veuille ou non, les objets hyper connectés, les algorithmes intelligents ou autres robots ont déjà plus ou moins subrepticement envahi nos cercles intimes. C'est plus qu'une réalité. Pour certains sceptiques dont je fais partie, c'est un véritable cauchemar alors que pour les plus optimistes d'entre nous, ces nouvelles sciences pourraient nous ouvrir des horizons que nos petits cerveaux d'humains seraient bien incapables de réaliser sans être techniquement assistés. Il devient donc incontournable de bien comprendre qui seront nos ennemis ou nos alliés de demain « Obsédés [que nous sommes] par l'idée d'être uniques dans l'Univers, nous aimerions que notre intelligence naturelle soit supérieure à l'intelligence artificielle des machines. Mais cela n'est pas nécessaire pour nous convaincre que nous sommes uniques. Nous le sommes parce que c'est nous qui avons conçu ces machines et qui leur avons donné une intelligence. Plutôt que de chercher à tout prix à nous convaincre que nous sommes les plus forts, ne faut-il pas plutôt privilégier le dialogue avec les machines, apprendre d'elles comme elles apprennent de nous ? » C'est en ces termes que Serge Abiteboul pose la question et nous aide à la

résoudre. Pour ce faire, il a eu l'idée originale d'intercaler des petites histoires de fiction avec des explications simples et accessibles sur son cœur d'activité, les techniques informatiques et algorithmes. Chercheur à l'Institut national de Recherche en Informatique et en Automatique à l'École Normale Supérieure de Paris, il est donc bien placé pour nous en parler et nous amener à réfléchir. C'est sous cette forme ludique que nous partons découvrir en sa compagnie l'aspect juridique des données personnelles, les limites des algorithmes, les dangers représentés par les réseaux sociaux, les responsabilités incombant aux véhicules autonomes ou aux robots ainsi que les limites de l'intelligence humaine et artificielle. C'est agréable de se faire expliquer simplement ces choses qui peuvent sembler très complexes aux non-initiés. Pour l'anecdote, un chapitre a particulièrement amusé l'anarchiste athée convaincu que je suis, intitulé « la reli-



gion des robots » dans lequel l'auteur s'interroge de savoir si un robot juif doit ou non respecter le shabbat, mais surtout d'apprendre que les touts puissants rabbins de l'église hébraïque y ont déjà pensé !...

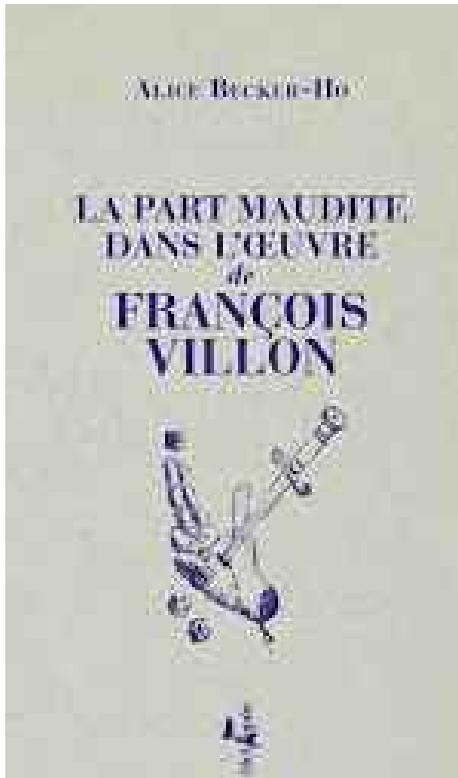


Pendant que nous parlons robots, la même maison d'édition nous a fait également parvenir Itinéraire d'un robot tueur de la chercheuse Marie-des-Neiges Ruffo de Calabre (de son vrai nom Mme Marie-Des-Neiges Ruffo De Bonneval de la Fare des Comtes de Sinopoli de Calabre... il fallait le signaler. NDLR) qui s'est intéressée au même sujet mais sous une approche quelque peu différente. Son ouvrage a l'originalité de présenter dans une première partie, toutes les données disponibles à ce jour sur l'intelligence artificielle au sein d'une Agora rassemblant des philosophes et des chercheurs en robotique sous la forme d'un dialogue entre ceux-ci, un robot attentif et

intéressé et des visiteurs. Les mêmes questions d'éthique et de responsabilités sont ensuite mises en scène dans un tribunal rassemblant les mêmes acteurs face à des avocats, puis dans le dernier chapitre face à des militaires avec lesquels ils évoquent une des utilisations de la robotique la plus éthiquement problématique à ce jour : les robots militaires. Qui sera considéré comme le meilleur « combattant » à l'issue de ces rencontres ? Un livre riche en réflexion sous une forme très agréable.

La part maudite dans l'œuvre de François Villon d'Alice Becker-Ho, éd. L'Echappée, 14€

Alice Becker-Ho, qui a consacré plusieurs livres à l'étude de l'argot revisite les fameuses Ballades en jargon que François Villon destinait prioritairement à ses compagnons de mauvaise vie, les Compagnons de la Coquille. Mauvais garçons, voleurs, tricheurs et parfois assassins qui sévissaient dans la France du XV<sup>ème</sup> siècle. Afin de ne communiquer qu'entre eux et éviter les oreilles indiscrettes, ils s'étaient dotés d'un langage ad'hoc, défini par Charles Nodier comme « *Une langue factice, mobile dont le seul objet était de déguiser, sous des métaphores de convention, les idées qu'ils ne voulaient communiquer qu'à leur adeptes.* » D'où, nous met en garde l'auteur, la difficulté aujourd'hui de déchiffrer les fameuses ballades du poète, qui ont donné lieu à de nombreuses interprétations plus ou moins approximatives et parfois pleines de contresens. D'autant que les manuscrits sont des retranscriptions des textes originaux par différents copistes non-initiés. Mais grâce à des chercheurs opiniâtres, dont Alice Becker-Ho, on commence à y voir un peu plus clair. L'auteur commence dans ce petit ouvrage par une évocation du Villon « le voyou » à la verve fleurie dans le contexte d'une époque plus violente qu'épique, avant de s'attaquer aux six Ballades qu'elle nous invite à ré-explore à la lumière de ses années de recherches. Afin d'allécher quelque peu nos lecteurs, nous ne prendrons qu'un extrait de la Deuxième ballade que Villon adressait



au Coquillards, afin de les exhorter à la prudence pour ne pas tomber entre les griffes de la police et la justice de leur époque :

Manuscrit original  
Traduction d'Alice Becker-HO  
« Gailleurs faitz en pierie  
« Vous les joyeux compagnons, experts  
en tromperie  
Pour ruer les ninars au loing  
Afin d'éloigner (repousser) les blancs-  
becs  
A la sault tost sans suerie  
Battez le rappel sans tarder  
Que les mignons ne soient au gaing  
Que les mignons y gagnent  
Farciz dun plumbis a coing  
Que de se retrouver plombés  
Qui griffe au gard le duc  
Suspendus comme le grand-  
duc  
Et de la dure si tresloing  
Très loin de la terre  
Dont lamboureux luy rompt le suc »  
Pour le bourreau qui rompt le  
cou. »

Tous ces ouvrages sont disponibles à la Librairie Publico, 145 rue Amelot 75011 Paris.

Patrick Schindler, groupe Botul de la Fédération anarchiste





Les **Éditions du Monde Libertaire**, œuvre de la Fédération Anarchiste, participent à la diffusion des idées et des projets libertaires au plus grand nombre.

Les **Éditions du Monde Libertaire** ont un secrétariat qui fonctionne de manière autonome. Le (la) secrétaire, mandaté(e) en congrès, est seul(e) responsable devant le Congrès de la Fédération anarchiste. Son rôle est d'organiser l'édition de textes importants pour l'anarchisme, en assurer la promotion et la diffusion.

Les bénéfices des ventes sont intégralement investis dans la réalisation de futures publications.

Les **EdML** veulent contribuer à fournir des outils pour l'action dans la lutte sociale.

**À PARAÎTRE EN NOVEMBRE 2018**

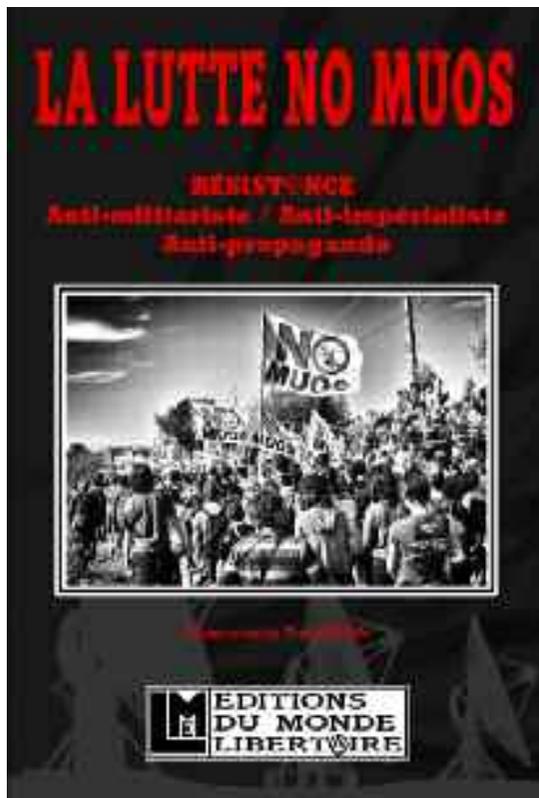
### LA LUTTE NO MUO

24 pages - 4 €

"À l'approche du prochain centenaire de la 1<sup>o</sup> guerre mondiale, nous partageons la lutte NO MUOS, une lutte anti-militariste dans laquelle sont engagés nos camarades de la FAS (Federazione Anarchica Siciliana) en Sicile et qui nous concerne tous.

**Les Editions du Monde Libertaire participent, à l'occasion de la commémoration du centenaire de la 1<sup>o</sup> guerre mondiale, par cette publication, à la campagne anti-militariste de la Fédération Anarchiste adoptée lors du Congrès de Châlette-sur-Loing (2018).**

À commander à la librairie **Publico**, oeuvre de la Fédération Anarchiste : 145 rue Amelot. Paris XI<sup>o</sup> Métro République. 01 48 05 34 08 ou <https://librairie-publico.com>



Informations et événements sur  
Facebook : @EditionsduML  
Twitter : <https://twitter.com/EditionsduML>  
Contact (renseignements, commandes, envoi de tapuscrits)

Monica Jornet EdML

# Réponse À propos de non-violence

Hugues, dans *Le Monde libertaire*, n° 1799, d'octobre 2018, a recensé *Nonviolence, une arme urgente et efficace*, un livre de Dominique Boisvert que nous n'avons pas encore lu.

Hugues s'étonne de ne pas voir citer Louis Lecoin parmi les non-violents célèbres que sont Gandhi, Martin Luther King et Thoreau (rappelons pour ce dernier que le terme de non-violence n'était pas en usage à son époque, mais que, de lui, vient la notion de désobéissance civile). Quant à nous, pas de surprise ; Ptit Louis, s'il était pacifiste, ne s'est jamais réclamé de la non-violence, ce n'était pas sa culture. Il suffit de lire *Le Cours d'une vie* pour s'en assurer. Pour autant, son expérience de ce que certains nomment la « guerre civile espagnole de 1936 », et ce, après la défaite, lui a fait imaginer que les choses auraient pu tourner autrement si Franco l'avait emporté « sans coup férir » : « Toute l'Espagne du progrès restait ainsi disponible et sa revanche ne pouvait tarder. » (Page 152.)

Il y a là, de la part de Lecoin, une démarche qui va dans les sens de la « décolonisation de nos imaginaires » encombrés par la violence armée. Pour autant, il ne propose aucune solution de remplacement, sinon d'attendre...

Quant à l'Espagne, nous citerons aussi Barthélemy de Ligt qui écrivait en 1937 :

« En vérité, l'histoire a déjà montré que le mouvement espagnol libertaire est graduellement devenu victime de la guerre de classes, mise au service de la révolution. Pour résister à Franco et aux Puissances qui l'appuyaient par des méthodes militaires, les forces loyales furent, au moment critique,

obligées de remplacer les milices libres par la conscription militaire et de soumettre de plus en plus l'organisation sociale aux nécessités de l'armée modernisée. Celle-ci dut se soumettre à un commandement autocratique, et devint entièrement dépendante du gouvernement bourgeois-socialo-stalinien de Valence. »

Lecoin n'est pas cité par D. Boisvert ; parions qu'il ne cite ni Hem Day, ni Barhélemy de Ligt, ni Pierre Ramus, des anarchistes non-violents avérés : Boisvert, de son côté, est un partisan de l'État.

De nos jours, notre attention devrait se concentrer sur le Mexique où, après avoir occupé, en armes, quelques villes, les guérilleros zapatistes se sont retirés dans les montagnes et ont ensuite lancé le processus de construction de l'autonomie chiapanèque qui dure depuis vingt ans. Toutefois, les armes sont toujours prêtes pour l'autodéfense.

Et qu'en est-il des FARC ? Et l'ETA ? Et l'IRA, etc. qui ont abandonné l'action armée ?

Hugues écrit qu'il partage la conclusion du livre, à savoir que « la nonviolence [sans trait d'union] est une éthique avant d'être une technique ».

Quant à nous, devant la violence structurelle du capitalisme et la violence militarisée de l'État, nous nous permettons de rappeler qu'il existe un certain nombre de techniques et de pratiques que l'on trouvera abondamment décrites çà et là sur la Toile ou dans des livres.

On y trouvera une panoplie des « armes non-violentes » : boycott, non-coopération, grève à différents niveaux, sabotage « doux », refus d'être soldat, désobéissances civiles en tous genres,

interventions diverses comme les sit-in, grève de la faim, jeûne, etc.

Citerons-nous la non-coopération des Norvégiens face au nazi Quisling ? Citerons-nous la zone de refuge pour les juifs mise en place, avec l'appui de la population, par des pasteurs non-violents du Chambon-sur-Lignon au début des années 1940 ? Citerons-nous les wobblies des IWW (États-Unis) qui devant l'interdiction de prendre la parole remplirent les prisons des villes de Spokane à San Diego ? Nous citerons-nous quand, lors de la première action collective non-violente en France, nous avons refusé, à visage découvert, de participer à une guerre coloniale ? Et quand, plus tard, nous avons animé le groupe et la revue *Anarchisme et non-violence* ? Citerons-nous notre plaquette éditée chez Nada : *Désobéissances libertaires. Manières d'agir et autres façons de faire* ?

On s'intéressera par ailleurs au mouvement actuel de boycott, au Maroc, qui vise essentiellement trois sociétés : Danone, Sidi Ali et Afriquia, le lait, l'eau et le carburant.

La liste pourrait s'allonger...

Non-violence ? C'était le titre de Hugues. Or la non-violence (un terme sans aucun doute malheureux) se définit à partir de la violence qui elle-même se décline en de multiples façons avec entre les deux une zone grise « sans violence » qui n'est pas pour autant de la non-violence. Et on s'aperçoit que la non-violence, de son côté, se décline également de multiples façons pratiques et techniques.

C'est une discussion à reprendre, non ?

André Bernard  
& Pierre Sommermeyer

# Louis Arti sur « l'Individu dans l'anarchie ou l'inverse »

*Parfois je prends la route qui descend entre les châtaigniers pour aller me faire offrir le café par un... Par un quoi au juste ? Par un même courant dans le sable algérien, sur l'eau méditerranéenne pour plonger jusqu'au ventre de la mine de Lorraine. S'échapper, vivre l'usine, devenir chanteur, de rue, de bals populaires, de disques, d'Olympia... Stop au show-bizz, nouvelles racines dans le calme, théâtre, écriture, peintures, rencontres... Une vie solitaire, solidaire d'un individu singulier au pays des rencontres plurielles. Un ANARtiste à qui j'ai demandé de raconter son anarchie.*

*Le résultat est fulgurant, brut, à la lecture abrupte comme un sentier corse.*

*« Eh, mec ! Elles sont où les virgules pour reprendre son souffle, Les points de pause ? -Je me suis dit qu'il fallait l'écrire comme ça : en bolide sans roue...Mais, si tu le souhaites pour le journal, on peut mettre des virgules et des points. »*

*Eh bien non, on prendra le bolide sans roues. Les radars de l'écriture n'ont qu'à bien se tenir.*

*Bernard crml*

1.  
Ou comment un jeune homme surnommé Goal volant par une poignée de gosses courant derrière un ballon... Comme si la vie pour eux n'avait d'autre horizon - que dis-je -, d'autre espace que ces quelques centimètres cubes d'air enfermés dans la balle de cuir qu'ils frappaient gauchement mais avec un amour violent telle une fougue romantique. Goal volant se surnommait aussi flugschue. Cette godasse aérienne devenait Floug ne serait-ce pour arranger autant les novices adversaires allemands traversant la frontière en affrontés calmes pour venir prendre leur habituelle raclée contre cette « équipe de France » dont seuls les quelques prénoms de farouches dribbleurs étaient francophones, quand leurs noms de famille demandaient une certaine approche de la culture diverse de chacun

pour en prononcer avec une hasardeuse précision des patronymes complexes, tous poussés tels des chiques d'Europe par les bourrasques guerrières jusqu'en face des buts gardés par La Godasse aérienne alias Floug.

Le Goal volant était loin de penser... Car sa fougue le projetait à travers l'air comme un fruit sale, ou s'écorchait par sa brutalité passionnelle sur la terre durcit par le gel ou brûlée par les soleils ses genoux meurtris, quand lui retombant la balle contre sa poitrine empoignée dans l'air avec les mythes qu'il chapardait malgré lui sous les yeux fascinés de ses coéquipiers comme sous ceux dépités de ses lourds adversaires.

Floug vécu longtemps parmi ces êtres pauvres gobant leurs coutumes comme des mystères dénudés alors qu'il traversait derrière un ballon de

foot ces vieux mythes chrétiens exhumés par de jeunes lèvres innocentes dont l'athéisme s'exhalait parfois de ces tendres bouches insolites quand leurs visages bruts de gosses battus offraient déjà la morphologie d'innocents perdants. Floug sentait d'emblée que les matchs gagnés, les vols planés aspirés par le ballon, ne pourraient jamais enlever cette ombre qui voilait le visage de ses coéquipiers mais, du moins, la dissipait-il lorsqu'il volait au secours du cuir frappé sournoisement en coin quand les siens dans la panique se mettaient à crier, jurant, puis braillant de joie lorsque la Godasse volante détournait le tir adverse.

Le rôle de gardien de but était d'emblée, pour Floug, le poste idéal d'un être vivant dans la société mais restant à l'écart, utile pour arrêter les tirs des

voisins allemands si propres d'être Allemands qu'ils s'emballaient devant lui avec une hargne comique troublée par la terreur lorsque Floug la Godasse hargneuse plongeait sur leurs pieds en mouette vorace.

De la Godasse volante à Floug les années passèrent jusqu'au jour où le ballon roula dans la cage vide du gardien de but disparu. Depuis, il avait rabattu ses bras pour mieux glisser entre les parois morales du conservatisme bousculé par les bourrasques d'un syndicaliste, les nasardes d'un professeur, la mire d'un photographe, le lavis d'un peintre, l'ironie des moralistes, l'absolu de l'anarchiste il dû s'arc-bouter face aux tornades s'obstinant longtemps à le faire glisser à l'arrière vers le vieux terrain de foot.

Puisque Floug s'était mis à voler d'une autre manière, son individualisme de gardien de but avait préservé son don de l'observation en le gratifiant, néanmoins, d'une force dont le jeune homme se servira pour faire remonter des tréfonds de son être des écorces de chair à peine dégrossies brillantes d'éclats de joie ou de fragments de mots avec chants spéculés.

Avant, devant était un trou tel une alvéole transitoire... Une mine de charbon avec sa carie profonde où le mal pompa Floug jusqu'aux genoux de la mort qu'il reconnut à ses ailes noires recourbées sur des moignons de sang sec, des croûtes de rondes roches grises de schiste rougeoyaient et se bleutaient aux gnons lustrés sous le faisceau de la lampe frontale du mineur heurté d'effroi hypnotique. Floug pleurait dans sa poitrine de seize ans parce que l'espace où il vivait était une cage longue de deux cent mètres, haute de zéro mètre et huit cent millimètres conçue pour rampeurs boiseurs chiens-hommes lécheurs de houille poudrée suant du front jusqu'à l'anus du bosseur agrippé à une hache, une pelle, un pic et une grande gourde d'eau.

Floug se souvenait du Grand conseiller... Le savant sauvage lui avait indiqué par des gestes étranges comme s'il venait de calculer sa trajectoire d'instinct, lui qui pouvait élucider pour se distraire des racines carrées de tête, esquissait en deux exhalaisons d'ha-

leine rance au jeune Floug la force qu'il lui faudra acquérir pour commencer à se reconnaître et plus tard se connaître. Gamin, son école était morte dans un cours élémentaire de deuxième année, parce que vie de goal volant ne pouvait s'y complaire ne pouvait s'y révéler, surtout devant ses devoirs de calcul où il commença à se moquer de lui-même devinant avant tous les élèves de la classe la note qu'il aurait... Du même quand plus tard il apprit avec joie que le chiffre zéro était le début des mathé-

matiques modernes lui qui en collectionna humblement d'une page à l'autre durant les quelques années disparates où il faillit disparaître d'une autre manière que par un coup de grisou, comme s'effacer de lui tout simplement si sa niaiserie scolaire ne l'en préserva.

à suivre...



Le lanceur de mots. Louis Arti

# Vive la F.A.R.C.E.

Dessinateur : Manolo Prolo. Scénario : Zilber Karevski

Tandis que la France plonge dans la crise et que les usines ferment les unes après les autres, en Lorraine, quatre ouvriers décident de passer à l'action directe: arroser de purin ceux qu'ils considèrent comme responsables. La philosophie de Vive la F.A.R.C.E. va se répandre comme une traînée de poudre. Politiques, financiers, notables, personne n'est épargné. Un matin, tout bascule. L'ancien contremaître est retrouvé mort, la tête dans un seau de purin. Un tract signé F.A.R.C.E. revendique l'attentat. Les chiens sont lâchés, et ils sont enragés.



\*À l'approche du prochain centenaire de la 1<sup>re</sup> guerre mondiale, le mouvement No MUOS, expose les raisons de sa lutte, dénonce la tendance à la guerre, au militarisme, à la propagande ainsi que le rôle social de la guerre. La brochure a un caractère de divulgation de l'information et cherche à approfondir les analyses menées jusqu'ici mais aussi à faire connaître l'histoire et les moyens qui fondent le mouvement No Muos. Elle sera vendue à un prix modique pour payer les frais judiciaires suite à l'arrestation de Turi Vaccaro\*. Comité No MUOS



# LA LUTTE NO MUOS

**RÉSISTANCE**  
**Anti-militariste / Anti-impérialiste**  
**Anti-propagande**



LES ÉDITIONS DU MONDE LIBERTAIRE  
 PARTICIPENT, À L'OCCASION DE LA COMMÉMORATION  
 DE CENTENAIRE DE LA 1<sup>re</sup> GUERRE MONDIALE,  
 PAR CETTE PUBLICATION,  
 À LA CAMPAGNE ANTI-MILITARISTE DE LA FÉDÉRATION ANARCHISTE  
 ADOPTÉE AU CONGRÈS DE CHÂLETTE-SUR-LOING (2016).



4€

ISBN 9782914514811



Mouvement No MUOS

**EDITIONS**  
**DU MONDE**  
**LIBERTAIRE**